RAF 2023 : au nom de la finance pour tous...

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 12e ANNÉE - N°94 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2023

SÉNÉGAL
L'avenir sans Macky Sall

GABON
Le temps des incertitudes

CAMEROUN
Um Nyobe, l'immortel

NIGER
C'est flou...



RD Congo

Félix Tshisekedi en danger...

Candidat pour un second mandat, le président sortant dont le bilan est loin de faire l'unanimité devrait affronter le 20 décembre prochain, dans un environnement délétère, des poids lourds de l'opposition comme Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Augustin Matata Ponyo, Adolphe Muzito ou Denis Mukwege.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $ CAN** USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

9 772033 373024 00920

CANEX

9-15 NOVEMBRE 2023
LE CAIRE, EGYPTE



INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR ASSISTER À CANEX À L'IATF2023

Inscrivez-vous à
www.intrafricatradefair.com

Un seul Peuple,
dans la culture,
Créant pour le monde

IATF 2023
Le Marché de la ZLECAf

PROMUE PAR
AFREXIMBANK

EN COLLABORATION AVEC
African Union
AfCFTA

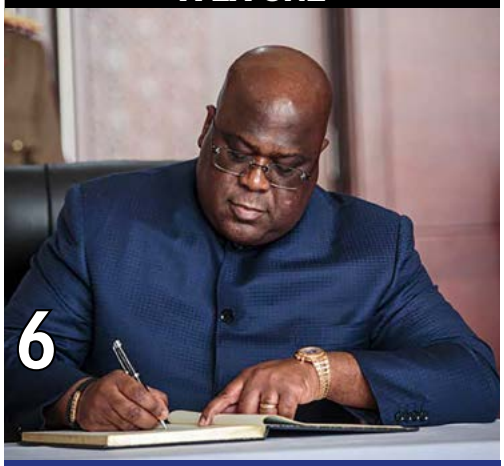
ACCUEILLIE PAR L'EGYPTE

CANEX
@ IATF2023
#CANEXatIATF2023


GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE
QUI EST "IN" ? QUI EST "OUT" ?
ON EST TROP NOMBREUX POUR UNE PARTIE...
PMC Wagner Group
Группа Вагнера
CEDEAO
TINUBU, RACCOMPAGNEZ MACRON...

Sommaire

À LA UNE



© DR

RD Congo

Félix Tshisekedi en danger...

LA GRANDE INTERVIEW



©DR

GEORGE FORREST

« Je rêve que le Congo devienne une véritable puissance économique en Afrique et dans le monde »

SPÉCIAL RAF



© DR

Rebranding Africa Forum 2023

Au nom de la finance pour tous...

CHRONIQUES

5 Éditorial
Make some noise

40 Lucarne
Afrique : billet retour à la gare coups d'Etat

74 La chronique de Yahia Belaskri
Non à l'amalgame

ICI & AILLEURS

22 Une femme, un parcours
Ileana Santos
Une voix et une foi pour l'Afrique

ACTUALITÉS

24 Gabon
Le temps des incertitudes

28 Niger
C'est flou...

30 Sénégal
L'avenir sans Macky Sall

34 Côte d'Ivoire
ADO, une victoire à l'usure

36 Coopération
Quand les BRICS s'ouvrent à l'Afrique ...

38 Cameroun
Ruben Um Nyobè, l'immortel

ECONOMIE

62 Banque
Vista Bank poursuit son expansion

64 Institutions
La CEA dans une nouvelle ère

GRAND ANGLE

66 Télécommunications
La régulation à l'épreuve

68 **Sanctions et incompréhensions en stocks**

EPOQUE SPORTS

70 Football
La Côte d'Ivoire attend l'Afrique

NOTRE AFRIK

Siège social
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique
Téléphone : + 32 2 211 33 76
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Jules Hervé Yimeumi

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Emmanuel Babissagana

MAKE SOME NOISE

« *Tell them to make some noise …* ». C'est en ces termes rentrés dans la petite histoire politique africaine que l'ancien président gabonais Ali Bongo en appelait à ses amis à travers le monde, au lendemain du coup d'État qui l'a renversé le 30 août dernier.

Même les plus allergiques à la langue de Shakespeare ont dû à cette occasion découvrir ce que signifiait *«Make some noise!»* (Faites du bruit !), tant l'aphorisme était devenu viral sur les réseaux sociaux. On s'en est moqué, on en a ri, chanté, dansé, et certainement aussi pleuré.

Mais une fois retombée l'effervescence suscitée par cet appel qu'en son temps un autre homme politique aurait qualifié d'abracadabrantesque, il est peut-être temps, comme la chouette de Minerve, de prendre un peu de hauteur pour l'apprécier avec le recul nécessaire.

L'on est d'emblée forcé de constater que le renversement d'Ali Bongo s'inscrit dans une dynamique relativement nouvelle inaugurée en Afrique de l'Ouest, une nouvelle liturgie des coups d'État, non sacrificielle, sans effusion de sang. La victime expiatoire est certes politiquement immolée, mais son intégrité physique est préservée.

Le deuxième constat c'est l'absence de soulèvements populaires pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Bien au contraire, les *« bruits locaux »* que l'on entend vont plutôt dans le sens du soutien aux putschistes.

Le premier enseignement à en tirer nous semble être le renoncement au fétichisme des élections, surtout dans un contexte où elles sont réputées briller par leur déficit de transparence et de crédibilité. Nulle part en effet, y compris en démocratie, l'élection ne fait du dirigeant politique un intouchable ou ne lui assure une immunité absolue contre l'éviction. L'élection confère à l'élu une légitimité politique qui doit rester un plébiscite quotidien. Car l'histoire est riche de dirigeants arrivés démocratiquement au pouvoir mais devenus par la suite des monstres pour leur peuple, des experts en tripatouillage constitutionnel et électoral pour se maintenir au pouvoir, des suppôts du néocolonialisme, etc. **On ne peut enfermer la légitimité politique dans les urnes !**

Le deuxième enseignement que confirme la chute d'Ali Bongo est que lorsque *« le jeu »* politique est bloqué par toutes sortes de manœuvres, à défaut de la résignation ou de la compromission, émergent deux alternatives radicales: le soulèvement populaire ou le coup d'État. Si la légitimité de la première est moins contestée, celle de la seconde par contre, le coup d'État, pose davantage question. Excepté de rares exemples souvent cités, comme ceux de Rawlings au Ghana ou Sankara au Burkina Faso, où l'on parle de coups d'État utiles et porteurs de révolution structurelle, **le fait est que la Kalachnikov n'est pas dotée de vertus démocratiques.** Par conséquent, si l'armée peut légitimement prétendre opérer un coup d'État pour préserver les intérêts du pays, elle a ensuite vocation à créer les conditions pour restituer le pouvoir à des dirigeants légitimes, patriotes et compétents, puis à regagner sa place et ses casernes.

C'est pourquoi, troisième enseignement, **la jeunesse africaine doit continuer à** *« faire du bruit »* pour que les militaires au pouvoir tiennent leurs promesses, afin de neutraliser ainsi ceux de ces coups d'État qui seraient des coups d'éclat néocoloniaux ou des farces révolutionnaires. C'est au prix de ce bruit permanent que l'Afrique cessera d'être comparée ou comparable à ce peuple inerte sur lequel s'apitoyait le poète Césaire. Une Afrique si étrange et étrangère à elle-même, prompte à fuir ses combats, en apparence résignée, et passant quotidiennement à côté de son vrai cri, le seul qu'on eût voulu l'entendre crier : liberté, stop aux dictatures, aux farces électorales, à la mauvaise gouvernance, au néocolonialisme, etc. !

> **«Bruits extérieurs» pour légitimer ou restaurer des régimes dynastiques et néocoloniaux, mais à l'amplification concertée de voix internes qui promeuvent l'émancipation de l'Afrique.**

La mobilisation actuelle de la jeunesse africaine, qui profite des immenses possibilités de concertation et de communication qu'offrent les réseaux sociaux, est à cet égard porteuse d'espoir. **Elle indique que l'heure n'est plus à l'invocation de** *«bruits extérieurs»* **pour légitimer ou restaurer des régimes dynastiques et néocoloniaux, mais à l'amplification concertée de voix internes qui promeuvent l'émancipation de l'Afrique.**

Si les pères fondateurs de l'Union africaine ont échoué à réaliser l'unité nécessaire à cette émancipation (*« Africa must unite ! »*), la jeunesse refondatrice africaine devrait avoir pour tâche préalable d'identifier et dénoncer les manœuvres systémiques et néocoloniales qui oblitèrent cette unité : Africa must make some noise ! Car tout système basé sur la fallace, la domination et la spoliation perd de son attractivité et de sa force normative lorsqu'il est publiquement et massivement dénoncé. C'est le prélude à sa chute !

Dans cette lutte d'émancipation jamais achevée malgré la ruse décoloniale, aucune voix n'est de trop, y compris celles qui ont jadis servi et se sont servi de cette ruse, car elles sont les mieux placées pour en dénoncer les rouages et éclairer nos peuples : *« So, dear Ali, please, make some noise … »*.■



RD Congo

Félix Tshisekedi en danger...

En course pour un second mandat, le président sortant dont le bilan est loin de faire l'unanimité devra affronter le 20 décembre prochain, des poids lourds comme Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Augustin Matata Ponyo, Adolphe Muzito ou encore Denis Mukwege.

Par Suzanne CHEVALIER

Les Congolais sont attendus aux urnes le 20 décembre 2023 dans le cadre de la présidentielle, des législatives et des provinciales. La convocation du corps électoral le 1er septembre dernier s'est faite sur une note d'optimisme affichée du président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui, malgré les nombreuses critiques sur la crédibilité du fichier électoral et l'insécurité qui prévaut dans certaines parties du pays, a tenu à rassurer l'opinion. « À ces prophètes de malheur qui espèrent et affirment à haute voix que la CENI sera la cause d'un violent conflit postélectoral, qui justifierait une grave instabilité politique et conduirait à un changement de régime antidémocratique, nous répondons simplement en deux mots : sans effets », lance Denis Kadima. Le calendrier électoral prévoit le lancement de la campagne électorale le 19 novembre prochain pour les trois scrutins couplés. Mais, au sein de l'opinion, la présidentielle est le scrutin qui cristallise plus d'attentions au regard de son importance et de



©PRÉSIDENCE RD CONGO

la stature des personnalités qu'elle implique.

Candidat à sa propre succession, Félix Tshisekedi a reçu l'onction de compétir à l'issue du premier congrès de l'Union sacrée de la Nation tenu le 1er octobre dernier à Kinshasa. Et il y a des soutiens de poids pour porter cette candidature. C'est le cas de Jean-Pierre Bemba qui dit avoir renoncé à se présenter pour permettre au sortant de *« parachever sa vision du développement de notre beau pays »*. Le président du Mouvement pour la libération du Congo (MLC) qui a requis au préalable l'onction de sa formation politique au cours d'un congrès organisé la veille dans la capitale congolaise, évoque certaines avancées palpables enregistrées durant son premier quinquennat. *« Les multiples réalisations et avancées significatives escomptées avec l'avènement de l'Union Sacrée de la Nation dans les domaines des infrastructures, l'éducation nationale, la santé, la défense nationale, la diplomatie, la lutte contre la corruption, les droits de l'homme (…) Mais, aussi la décrispation de l'espace politique qui sont des signaux forts d'une volonté politique qui remet notre Congo à sa place sur l'échiquier mondial et dans le concert des nations. Il reste encore du chemin à parcourir »*, indique l'ancien vice-président de la République.

Une opposition en rangs dispersés, mais déterminée

Celui qui est par ailleurs vice-Premier ministre et ministre de la Défense dit noter *« la montée en puissance sur le terrain de nos forces armées, sous l'impulsion et la supervision du Chef de l'État, commandant suprême des FARDC, pour sécuriser l'ensemble du territoire national et sa population »*. Comme lui, Vital Kamerhe, le vice-Premier ministre en charge de l'Économie, et par ailleurs leader de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a décidé de soutenir Félix Tshisekedi. Notamment, dans le Nord-Kivu à l'Est du pays, une région en proie à l'insécurité menée par les groupes armés.

Nonobstant ce bilan élogieux aux yeux de ses partisans et ses soutiens, la partie n'est pas gagnée d'avance pour le président sortant. Car, un nouveau bail au palais de la Nation de Kinshasa est inhérent à la stratégie de l'opposition qui, quoique divisée, reste déterminée à prendre sa revanche de l'échec de 2018. Martin Fayulu qui incarne l'aile dure de cette opposition radicale au régime en place est porté par la coalition Lamuka (*« Réveille-toi »*, en lingala). Le leader de la formation politique Engagement citoyen pour le développement (ECIDE) s'est finalement décidé après plusieurs mois de bataille contre le fichier électoral qu'il juge non-fiable. *« Nous allons continuer à nous battre pour exiger la transparence des élections. Nous ne l'avons pas eue par l'audit du fichier électoral, nous l'aurons dans la surveillance du vote »*. L'opposant parle de *«10 millions de fictifs »* sur les 43,9 millions d'électeurs inscrits. *« Cette fois-ci, ça ne passera pas… Nous refusons de blanchir la fraude. Nous devons nous mobiliser pour empêcher que la parodie électorale en préparation se réalise »*, a-t-il promis devant la presse. Lamuka ne présentera pas de candidats aux législatives et aux régionales.

Pour sa part, Moïse Katumbi a fait acte de candidature au terme de deux semaines de tournée à travers le pays. Porte-fanion du parti Leadership et gouvernance pour le développement (LGD), l'ancien gouverneur du Katanga et leader du parti Ensemble pour le changement et président de l'emblématique club de football Tout puissant Mazembe entend prendre sa revanche de 2018 lorsqu'il a été empêché de compétir. *« Cette tournée fut loin d'être une promenade de santé. Moïse*








Katumbi a parcouru plus de 130 kilomètres à pied et plus de 800 kilomètres en bateau. Et tout cela s'est fait véritablement en communion avec la population. Lors de cette tournée dans l'ouest du pays, Moïse Katumbi a démontré qu'il s'est amplement dégagé de l'image de leader katangais dans laquelle on voulait l'enfermer. Il a une popularité nationale qui a été démontrée. C'est ce qu'il faut retenir et c'est l'un des grands enseignements de cette tournée », a souligné Olivier Kamitatu, son directeur de campagne.

Augustin Matata Ponyo fait également partie des prétendants au fauteuil présidentiel. Accusé d'avoir détourné plus de 200 millions de dollars dans le cadre d'un projet agroalimentaire situé à Bukanga-Lonzo du temps où il était encore Premier ministre, le président du parti Leadership et gouvernance pour le développement (LGD) clame son innocence et dénonce plutôt un *« acharnement »* visant à le mettre hors-course. Prix Nobel de la paix en 2018, Denis Mukwege a fini par se décider après de longs mois d'hésitation. Le célèbre gynécologue de Bukavu défendra les couleurs de l'Alliance des Congolais pour la refondation de la nation (ACRN).

L'insécurité au rendez-vous

Le grand absent de ce rendez-vous sera sans doute Joseph Kabila. L'ancien président de la République, depuis son départ du palais de la Nation, est resté en retrait de la vie publique. Mais, d'aucuns expliquent cette attitude par un deal qu'il aurait passé avec son successeur, Félix Tshisekedi, en vue d'un éloignement de la scène politique pendant dix années, l'équivalent de deux mandats, pour rebondir plus tard. Par ailleurs, des millions de Congolais pourraient bien être écartés de cette élection, notamment dans les zones où pullulent les groupes armés. Beaucoup de citoyens en âge de voter ne pourront pas y prendre part. Dans ce climat délétère et peu rassurant, il serait bien difficile par endroits de prendre le risque d'aller voter d'autant plus que toutes les conditions en vue d'un scrutin sécurisé tardent toujours à être réunies.

Un nouveau bail au palais de la Nation de Kinshasa est inhérent à la stratégie de l'opposition qui, quoique divisée, reste déterminée à prendre sa revanche de l'échec de 2018.

Au demeurant, pour la précédente présidentielle, Félix Tshisekedi avait fait beaucoup de promesses aux Congolais : lutter contre la corruption, développer les infrastructures, résorber le chômage, faire reculer la pauvreté et mettre un terme à l'insécurité endémique dans l'Est du pays. Les Congolais ont-ils été satisfaits ? Ils l'exprimeront certainement dans les urnes le 20 décembre prochain. La problématique sécuritaire sur laquelle les Congolais ont fondé tant d'espoirs sera sans aucun doute au cœur de la présidentielle. Et quoi que puisse en dire les soutiens du président sortant, la situation reste tendue à l'Est de la République du Congo. Serait-ce assez pour que Félix Tshisekeki puisse en assumer le contrecoup ? La question est posée et les électeurs vont jouer les juges de paix ...■

AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS



Au cœur des transformations de l'Afrique

aglgroup.com



Augustin Matata Ponyo Mapon,

ancien Premier ministre de la République démocratique du Congo, candidat à l'élection présidentielle du 20 décembre 2023.

«Mon ambition est celle d'une RDC renouvelée où tous nos concitoyens peuvent vivre en sécurité et en paix »

Propos recueillis par Simon Pierre ETOUNDI

Notre Afrik : l'élection présidentielle devrait se tenir en décembre prochain dans votre pays et depuis de longs mois vous avez annoncé votre candidature. Quel sens donnez-vous à cette candidature et quelles sont vos ambitions pour votre pays ?

Augustin Matata Ponyo Mapon : Tous les Congolais aspirent au changement. Ils aspirent à un Congo plus beau qu'avant, où règnent la paix, la justice, l'égalité et la prospérité. Tous les Congolais aspirent à rompre avec l'insécurité, la pauvreté, la médiocrité, la mauvaise gouvernance et le tribalisme. Ils aspirent à la réussite, à plus de fraternité et de cohésion nationale. Telle est également mon aspiration. Cela, d'autant plus que j'ai eu le privilège de servir mon pays comme Premier ministre pendant près de 5 ans, entre 2012 et 2016. Au cours de cette période, la RDC a fait rêver l'Afrique et le monde à la faveur du programme d'action du Gouvernement que j'ai piloté, de la gouvernance de qualité et du leadership éclairé implémentés

Quel bilan dressez-vous de cette période durant laquelle vous avez été Premier Ministre ?

En toile de fond de notre programme d'action, la stratégie s'était concentrée sur la stabilité du cadre macroéconomique, l'amélioration du climat des affaires, la diversification économique et la gestion orthodoxe des finances publiques. Vous vous souviendrez, à titre d'exemple, qu'avec un taux de croissance économique record de 9,5% en 2014, la RDC avait rejoint le peloton de tête des économies à la croissance la plus rapide au monde, au terme de cette année, avec une inflation totalement maîtrisée en dessous de 1%. En matière d'amélioration du climat des affaires, les réformes introduites avaient placé la RDC parmi les dix pays les plus réformateurs au monde au classement Doing Business de la Banque mondiale en 2013. L'on pourrait rappeler également les onze places gagnées par la RDC en 2015 au classement mondial de l'indice de développement humain. J'évoque ces quelques performances socio-économiques pour rappeler qu'il est temps de remettre notre pays sur le chemin de la prospérité. Voilà le sens de ma candidature. Mon ambition est précisément celle-là. Celle d'une RDC renouvelée où tous nos concitoyens peuvent vivre en sécurité et en paix sur tout le territoire national, où ils peuvent accéder à une éducation de qualité, à un emploi décent, à la santé et aux infrastructures socio-économiques de base. Une RDC reformée et réconciliée avec son destin industriel. C'est le contrat social que je propose dans mon programme électoral que j'ai rendu public au début du mois d'août.

Depuis que vous avez annoncé votre candidature vous n'avez eu de cesse de dénoncer des manœuvres des autorités congolaises actuelles tendant à vous intimider et à vous faire renoncer à votre ambition présidentielle. Vous êtes notamment soupçonné d'être impliqué dans une affaire de détournements de fonds …

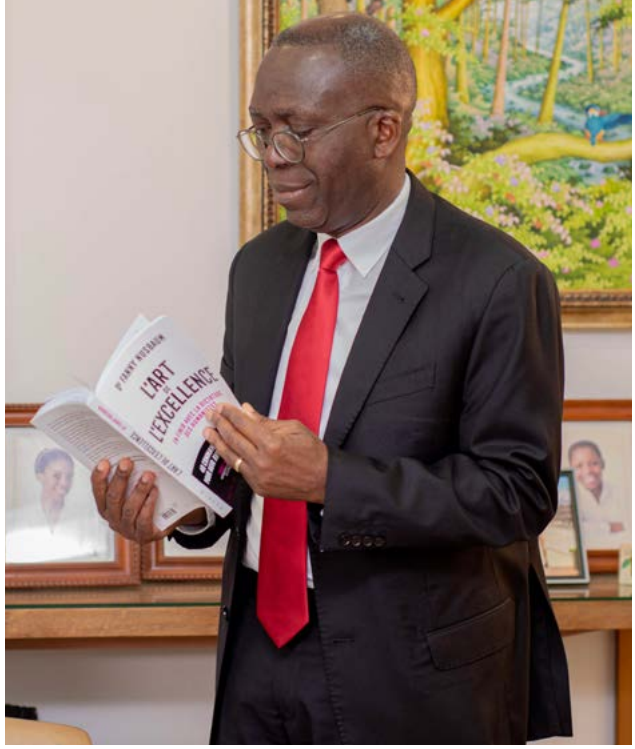
C'est un secret de polichinelle que je fais l'objet depuis plus de deux ans d'un acharnement politico-judiciaire sans précédent. Ceux qui me poursuivent savent pertinemment bien eux-mêmes – et d'ailleurs, l'avouent parfois – que le dossier est vide sur le fond, que je n'ai jamais été associé ni directement ni indirectement à un quelconque détournement dans ce projet. C'est simplement pour me faire fléchir politiquement et m'empêcher de compétir à la prochaine présidentielle qu'ils s'obstinent, allant jusqu'à violer systématiquement la Constitution et même à fouler aux pieds l'irrévocabilité, conformément à la Constitution, de l'arrêt RP 0001 rendu par la Cour constitutionnelle et ayant clos ce dossier. Paradoxalement, ils sont frustrés d'être mis face à leurs propres violations scandaleuses des lois de la République ainsi qu'à toutes les irrégularités qui ont entaché ces poursuites, en commençant par la levée irrégulière de mes immunités de Sénateur ; parce que précisément ces éléments démontrent noir sur blanc qu'il s'agit d'un procès politique. Ils sont frustrés également que de nombreux Congolais, outrés par ce gangstérisme juridico-judiciaire, leur rappellent que le respect de la forme est la garantie d'un procès équitable. Ils nous reprochent de nous défendre tandis que nous faisons face à une justice politique et fortement instrumentalisée.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) dirigée par Denis Kadima vous inspire-t-elle confiance ? Sera-t-elle à même d'organiser des élections libres, inclusives et transparentes ?

Les signaux ne sont pas verts. Le processus d'enrôlement des électeurs a été émaillé de nombreuses irrégularités et l'audit du fichier électoral bâclé. Cela augure une réelle volonté de bâcler également les élections. Mais il appartiendra au peuple congolais, ainsi qu'aux leaders politiques de l'opposition, de se mobiliser, de s'organiser pour éviter au pays un nouveau simulacre électoral qui viendrait aggraver la crise de légitimité de nos institutions, et partant l'instabilité politique et institutionnelle. La RDC n'appartient pas à la CENI, elle appartient aux Congolais et l'expression de leur volonté dans les urnes se doit d'être respectée. L'on ne devrait pas répéter indéfiniment les erreurs du passé. L'on ne devrait pas engloutir autant de fonds du contribuable congolais dans un processus électoral de façade, au terme duquel les élus seraient nommés !

Plusieurs figures politiques de votre pays sont en lice pour succéder à Félix Tshisekedi, le président sortant. Qu'est-ce qui fait votre singularité et qui ferait de vous le meilleur des candidats pour le Congo ?

J'ai fait mes preuves comme Premier ministre. Les performances socio-économiques que j'ai réalisées n'ont jamais été égalées à ce jour. Au contraire, dans plusieurs secteurs, ces acquis n'ont pas été préservés et le pays a régressé. Pour revenir aux performances engrangées, les Congolais se souviennent encore aujourd'hui de la victoire en 2013 de nos Forces armées (FARDC) sur le mouvement rebelle M23 et la paix retrouvée dans la partie est du pays, de la stabilité du taux de change et des prix intérieurs, de la bancarisation et la régularité de la paie des agents et fonctionnaires de l'État, de nombreux projets lancés dans le secteur du transport tels que Congo Airways ou Transco, de la création de l'ENA RDC ou du fonds de pension pour les agents publics (CNSSAP), ainsi que de nombreux projets d'infrastructures routières et ferroviaires, et j'en passe. Ce travail doit se poursuivre, comme je l'ai dit plus haut, pour remettre notre pays sur le chemin de la prospérité.



Y a-t-il pour vous une possibilité d'alliance avec les autres acteurs politiques de l'opposition ?

Quant aux alliances au sein de l'opposition, elles restent envisageables. C'est notamment dans ce cadre que des leaders de l'opposition ont plusieurs fois, d'une seule voix, appelé à des marches pacifiques au cours des derniers mois.

Quel regard portez-vous sur l'action du Président Félix Tshisekedi durant son mandat ? A-t-il été à la hauteur ?

Ce sera aux Congolais d'en juger. Nos compatriotes de Bunia, de Goma, de Kwamouth, de Ikela, de Beni, de Feshi, de Masamuna, de Buta, de Dilolo, de Vivi et tant d'autres, partout dans le pays, rendront leur verdict en décembre prochain.

Accepteriez-vous une main tendue de Tshisékedi ?

Je ne suis pas demandeur. Je crois que seule la lutte pour le triomphe de l'intérêt général, menée avec patriotisme et courage, permettra à notre pays de retrouver sa dignité et de sortir de la honte dans laquelle il se trouve actuellement.

Quelles seraient vos priorités si vous étiez élu à la tête de la RDCongo ?

Ma vision est de sortir la RDC du rang des économies pauvres à court terme, et d'en faire une économie émergente d'ici les 20 prochaines années. Les clés sont dans les quatre priorités stratégiques que j'ai retenues dans mon programme. Je considère la défense nationale, la paix et la sécurité intérieure comme urgence absolue. Dès ma prise de fonction en tant que Président de la République, je mettrai en œuvre des mesures fermes pour y consacrer 15% du budget national, parce qu'en plus de bâtir une armée véritablement dissuasive et une police professionnelle, je suis convaincu qu'il faut également une réponse économique pour un retour durable de la paix dans les zones en proie aux conflits récurrents et persistants. Je lancerai un plan d'urgence infrastructurelle pour l'investissement et la croissance, l'ambition étant d'intégrer économiquement le pays et de le réunifier par la voie routière, ferrée et aérienne. Par ailleurs, je m'emploierai à renouer avec le destin industriel de la RDC et j'initierai des réformes pour édifier un État stratège pour le bien des Congolais, afin de rendre nos services publics plus efficaces, transparents et dédiés au service du bien-être collectif.■

C'est un secret de polichinelle que je fais l'objet depuis plus de deux ans d'un acharnement politico-judiciaire sans précédent. Ceux qui me poursuivent savent pertinemment bien eux-mêmes – et d'ailleurs, l'avouent parfois – que le dossier est vide sur le fond, que je n'ai jamais été associé ni directement ni indirectement à un quelconque détournement dans ce projet.

Denis Mukwege

Le gynécologue qui veut «réparer» le Congo

Le prix Nobel de la paix 2018 est en course pour la présidentielle du 20 décembre prochain avec l'ambition de redresser un pays qu'il estime en déliquescence.

Par Claire MEZANG

Après de longs mois de suspense et d'hésitation, le docteur Denis Mukwege s'est finalement lancé à la conquête du palais de la Nation. Le célèbre gynécologue de Bukavu dans le Sud-Kivu a attendu la dernière minute pour déposer sa candidature auprès de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il rallonge la liste des prétendants au fauteuil occupé par Félix Tshisekedi. Celui qui se définit comme « un citoyen indigné, révolté » dit s'engager dans cette bataille dans l'intérêt supérieur de la nation. « Je ne vais pas attendre 2028. Je ne le fais pas par intérêt, ni pour le pouvoir, mais pour sauver ma patrie. Demain ce sera trop tard, j'y vais maintenant (…) Il faut avoir le courage de renoncer à son confort personnel par patriotisme ! », martèle-t-il. L'homme de science et de paix va au combat avec le moral requinqué par une cote de sympathie constante tant au Congo qu'à l'international et la certitude d'impulser un nouveau vent de changement. On se souvient que le 16 septembre dernier depuis son fief de Bukavu, il avait déclaré avoir reçu les 100 000 dollars de caution de ses partisans. Il entend défendre honorablement les couleurs de l'Alliance des Congolais pour la refondation de la Nation (ACRN), une plateforme politique, et d'« Appel patriote », une organisation de la société civile. « Quand le peuple décide de prendre le pouvoir, aucun système ne peut s'y opposer », souligne-t-il avec assurance. Denis Mukwege qui stigmatise l'opportunisme de certains partisans du pouvoir mus par le gain et l'intérêt, ne manque pas de se définir comme étant le candidat du peuple. *« Ceux qui sont attirés par le pouvoir pour le pouvoir sont dans l'Union sacrée et soi-disant 'du bon côté de leur histoire.' Nous, nous sommes avec le peuple, nous sommes du bon côté des intérêts de notre peuple.*





Face à la décadence, nous ne pouvons pas attendre sa disparition pour agir. Demain sera tard ! C'est aujourd'hui, C'est pourquoi je suis prêt et que j'y vais maintenant », lance-t-il.

Un processus électoral vicié

Dans sa quête des suffrages de ses compatriotes, le célèbre gynécologue a bâti son projet de société autour de douze priorités dont les principales portent essentiellement sur la paix, la sécurité et la défense, la lutte contre la balkanisation du pays, la justice et l'État de droit. Il pense mordicus que l'atteinte de ces objectifs passe nécessairement par une véritable lutte contre l'impunité qu'il appelle de tous ses vœux depuis des années. Comme plusieurs autres candidats au scrutin du 20 décembre prochain, il tient à mettre en garde ses compatriotes face à un processus électoral qu'il estime peu fiable et appelle à plus de vigilance. *« La fraude est d'ores et déjà programmée. Nous le savons tous. Ne soyez pas naïfs. Votre devoir n'est pas seulement d'aller voter. Il est aussi de vous assurer que votre vote ne sera pas volé. Notre combat implique la vigilance du peuple congolais. Une vigilance active. Une vigilance de terrain. Ne soyons pas naïfs, la fraude est déjà organisée »*, martèle M. Mukwege. *« Le vote est un des moment-clés d'une démocratie, nul n'a le droit de l'usurper au risque de mettre en marche une révolution démocratique. Car le peuple est le seul souverain. Et les femmes et les jeunes ont un rôle central à jouer dans cette révolution démocratique »*, tient-il à rappeler.

Candidat des défavorisés

À 68 ans, Denis Mukwege apparaît comme le candidat des couches vulnérables, et notamment des femmes. En effet, depuis 1999, le gynécologue et son équipe s'emploient dans la clinique de Panzi à Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, à « réparer » les femmes victimes de viol et d'abus sexuels, utilisées comme armes de guerre par les groupes armés qui pullulent à l'Est du pays. Il n'a de cesse de plaider en faveur de l'avènement d'un tribunal international et d'une « justice transitionnelle » pour panser les blessures laissées par ces crimes. En 2018 le très prestigieux prix Nobel de la paix lui a été décerné en guise de reconnaissance de son noble combat. Il est certain que sa campagne va être tournée vers les populations défavorisées pour lesquelles il reste porteur d'espoir. *« Cette candidature de Denis Mukwege signifie qu'il y a une lueur d'espoir pour qu'enfin, le peuple congolais se remette au travail, retrouve sa dignité, qu'on se remette débout et qu'on marche pour transformer notre pays, qui a un fort potentiel »*, analyse Alphonse Maindo, politologue et enseignant à l'université de Kisangani. ▪

« Ceux qui sont attirés par le pouvoir pour le pouvoir sont dans l'Union sacrée et soi-disant 'du bon côté de leur histoire'. Nous, nous sommes avec le peuple, nous sommes du bon côté des intérêts de notre peuple.





George Arthur Forrest, entrepreneur congolais.

« Je rêve que le Congo devienne une véritable puissance économique en Afrique et dans le monde»

Figure emblématique de l'économie congolaise, patriarche du groupe centenaire Forrest, qu'il a dirigé de main de maître et propulsé parmi les géants de l'économie africaine, George Forrest a un parcours qui coche toutes les cases de la réussite. Témoin privilégié de différents évènements, changements politiques, crises économiques et bouleversements sociaux qui ont eu lieu en République démocratique du Congo ces 50 dernières années, avec leur lot de conséquences sur ses activités, le capitaine d'industrie n'est pas encore prêt à quitter la scène, malgré ses 83 ans. Bien qu'il ait laissé les rênes du Groupe à ses fils, il demeure un homme d'affaires implacable, passionné, parfois redouté et toujours prêt à relever de nouveaux challenges entrepreneuriaux.

Entretien mené par Joseph ELIMBI et Patrick NDUNGIDI

Notre Afrik : D'ordinaire, vous êtes une personnalité discrète, qui ne s'exprime pas beaucoup en public. Qu'est-ce qui vous a décidé à publier votre autobiographie « Un Siècle de rêves » ?

George Forrest : J'ai tout simplement voulu raconter l'histoire de la famille Forrest avec les bons et les mauvais moments, les joies et les peines. Je voulais montrer que, malgré tout, on peut réussir dans un pays complexe et apporter beaucoup de choses à sa population. Je voulais montrer qu'on peut faire beaucoup de choses au Congo avec de la bonne volonté.

Dans ce livre, vous dites aimer passionnément le Congo et être attaché à votre source katangaise. Vos origines sont pourtant très lointaines, notamment de la Nouvelle-Zélande …

Mon père est arrivé en Afrique très jeune, à l'âge de 14 ans, en provenance de Nouvelle-Zélande. Je suis né au Congo. Mes enfants sont nés au Congo. C'est mon pays et c'est la raison pour laquelle je l'aime passionnément. C'est l'histoire de ma vie et celle de ma famille.

Comment votre père s'installe t'il en RDC ?

Mon grand-père avait été mobilisé pour la guerre des Boers, en Afrique du Sud. Chaque pays membre du Commonwealth, à l'époque, devait fournir un bataillon pour la couronne. Mon grand-père avait donc été mobilisé pour venir participer à cette guerre. Il a rencontré sa femme en Afrique du Sud, ils se sont mariés et il est reparti avec des souvenirs inoubliables de l'Afrique. Mon grand-père était boucher et mon père devait l'aider quand il revenait de l'école. C'est ainsi qu'il écoutait son père lui parler de l'Afrique. Subjugué par le récit que mon grand père et ma grand-mère lui faisaient de l'Afrique, mon père a décidé d'aller découvrir ce continent que ses parents aimaient tant.

Il a d'abord découvert l'Afrique du Sud, le pays de sa mère …

Oui en effet, il a payé son voyage sans grands moyens pour se rendre à Cape Town, en Afrique du Sud, mais il n'y est pas resté longtemps, car beaucoup d'articles de presse de l'époque parlaient du Congo comme le nouvel Eldorado. C'est donc comme ça qu'il a débarqué au Congo, où il a été accueilli par des jeunes, notamment des jeunes juifs d'origine italienne, de 18 à 20 ans, qui avaient fui la première guerre mondiale. Il a été intégré et pris en charge par un Libanais maronite qui était l'importateur de General Motors au Katanga. Ce dernier l'a formé et lui a appris la mécanique. Par la suite, mon père achète un premier camion à crédit et se lance dans les affaires en commençant par le transport. C'est ainsi qu'il s'attache au pays, décide d'y rester. Il n'est plus jamais rentré en Nouvelle-Zélande. Il est mort au Congo.

Parler de votre père encore aujourd'hui vous procure la même émotion ?

Oui, parce que mon père était quelqu'un de formidable et courageux. Quitter la Nouvelle-Zélande, à son jeune âge, sans argent et payer son voyage pour aller découvrir l'Afrique en bravant tous les risques, reste quelque chose de fantastique qui continue de susciter de l'admiration.

Il vous a transmis le virus des affaires…

J'avais commencé en Europe une petite activité de vente de sous-vêtements qui marchait très bien. Mais, mon père m'a dit que ce n'était pas un métier. J'ai vendu mon affaire et j'ai rejoint le



George Forrest et le président congolais Félix Tshisekedi qu'il tient en grande estime.

groupe familial. J'ai donc naturellement poursuivi les activités de mon père. Je les ai développées et maintenant ce sont mes enfants qui sont en charge.

Et comment devenez-vous belge ?

Ma première épouse était belge. On se rendait souvent en Belgique. Mais croyez-moi, j'ai attendu longtemps avant d'obtenir la nationalité belge. J'avais même oublié en avoir fait la demande, jusqu'à ce que l'ambassadeur de Belgique au Congo me dise un jour : j'ai une bonne nouvelle, j'ai votre passeport avec moi. J'ai répondu passeport de quoi? (Rires). J'ai hésité avant de le prendre, mais ma femme m'a demandé d'aller le prendre. Et depuis que je suis devenu belge, j'ai eu des ennuis avec des ONG belges et une certaine presse.

Certaines ONG vous ont fait le procès de piller les richesses du Congo et d'exploiter les populations congolaises. Que répondez-vous aux récriminations de ces ONG ?

Très peu d'ONG font vraiment du vrai travail social. Les autres sont payés pour de basses besognes. Nous avons des preuves que certaines ONG ont été payées par des miniers pour nous attaquer. Elles le font sans même avoir vérifié quoique ce soit. Qu'est-ce que ces ONG apportent dans le pays ? Dans les budgets qu'elles reçoivent, elles ne sont même pas contrôlées. Elles font ce qu'elles veulent avec l'argent qu'elles reçoivent. Seulement 10% de ce budget, et même que c'est beaucoup, arrive dans le pays. Le reste c'est du business pour leur voyage ou logement. Pourquoi ces gens qui viennent pour des questions sociales, logent dans des hôtels de luxe, circulent dans des voitures de luxe ? Ils ne sont presque jamais sur le terrain et souvent à la piscine. Mais, dès qu'ils voient des journalistes, vous les voyez enfiler leurs tenues et commencer à courir vers les Jeeps pour dire qu'on va faire une action.

Les ONG sont quand-même nécessaire dans la consolidation des États en construction sur le continent et même en Europe.

Certaines ONG font bien leur travail et sont sérieuses. Mais, la majorité des ONG font du charity business. Je ne vous apprends rien, certaines ONG en Afrique sont créées juste pour recevoir de l'argent. C'est avec cet argent que vivent grassement tous ceux qui les dirigent.

Vous avez une dent dure contre les ONG …

Oui parce que les mensonges de certaines d'entre elles étaient totalement infondés et injustes. Elles n'ont pas vérifié leurs allégations, ne sont pas venues nous voir et ne nous ont pas posé de questions. Toutes celles qui voulaient visiter nos installations l'ont toujours fait librement en interrogeant ceux qu'elles voulaient. Nous respectons nos travailleurs et ils sont parmi les mieux rémunérés et les mieux considérés. Depuis que le groupe Forrest a été créé, nous n'avons jamais eu un jour de grève.

> **Très peu d'ONG font vraiment du vrai travail social. Les autres sont payés pour de basses besognes. Nous avons des preuves que certaines ONG ont été payées par des miniers pour nous attaquer. Elles le font sans même avoir vérifié quoique ce soit.**

Votre groupe est aujourd'hui centenaire. Vos affaires ont- elles toujours été aussi florissantes

Beaucoup de nos activités ont été ralenties pendant le règne de l'ancien Président Joseph Kabila car nous avons été fortement combattus par certains de ses collaborateurs. Les mines ont été nationalisées, sans indemnisation. On nous a obligés à vendre notre banque. On mettait des taxes sans arrêt sur nos cimenteries. Fort heureusement nous avons diversifié nos investissements dans l'énergie et très fortement dans l'agro-industrie, tout en conservant nos positions dans le domaine des BTP. Au regard de son potentiel et de ses nombreuses richesses, je rêve que le Congo devienne une véritable puissance économique en Afrique et dans le monde.

Après 100 ans d'activités au Congo, quel bilan en tirez-vous ?

Ma plus grande satisfaction est d'avoir créé des dizaines de milliers d'emplois décents aux congolais et correctement rémunérés.

Comment vivez-vous l'arrivée des concurrents chinois et turcs en RDC ?

C'est une concurrence déloyale car ils apportent de l'argent, mais sans aucun respect des règles éthiques que nous, au contraire, devons respecter. Cependant, du fait que nous avons une meilleure connaissance du pays et une expertise avérée, quand le gouvernement veut avoir des travaux de bonne qualité, nous sommes sollicités. Les Chinois peuvent aussi réaliser des travaux de qualité s'ils le veulent, mais ne le font pas car personne ne les surveille et les contrôle.

À qui la faute ?

La faute est partagée entre l'État qui laisse faire et la partie chinoise qui profite de la situation de laisser-aller. On ne peut pas prétendre venir développer un pays, sans faire un transfert de technologies, en utilisant une main d'œuvre locale. On peut apporter des cadres supérieurs étrangers, mais il est important de former des Congolais pour prendre le relais. Au sein du Groupe Forest International, il y a très peu d'expatriés et ce sont des Congolais qui occupent la majorité des postes de responsabilité.

Qu'est-ce qui manque tant au Congo pour devenir cette grande nation dont a rêvé Patrice Lumumba ?
Comme le fait le président actuel, il faut redonner confiance aux gens. Il faut qu'il y ait de nouveau une sécurité juridique, une protection des affaires et que les règles soient respectées. Les gens reviendront facilement parce que ce pays est une véritable terre d'opportunités. Il faut en outre mettre de l'ordre dans le secteur minier pour que le Congo puisse en tirer le plus grand bénéfice. Ce pays peut repartir très vite, les moyens et les possibilités sont là.

Vous avez évoqué vos déboires sous le régime de Joseph Kabila. Qu'est-ce qui n'a pas concrètement marché?
Nous n'avons pas voulu faire le jeu de ses collaborateurs notamment ceux qui ont joué avec Dan Gertler et d'autres.

N'avez-vous pas essayé de vous rabibocher avec Kabila ?
Même quand on était en désaccord, on se parlait. Nous avons beaucoup discuté avec lui, mais il avait un de ses proches conseillers Katumba Mwamke, qu'on appelait le vice-président qui nous a très fortement combattu. Après avoir quitté le pouvoir, Joseph Kabila a reconnu qu'il a fait une erreur.

Avez-vous eu un sentiment de soulagement quand il a quitté le pouvoir ?
Nous n'étions pas des adversaires politiques. Moi je suis un capitaine d'industrie, nous étions tout de même soulagés du changement de régime. Je respecte cependant le président Joseph Kabila d'avoir été correct en respectant la constitution et d'assurer un changement de pouvoir de manière pacifique.

Et aujourd'hui quels sont vos rapports avec son successeur Felix Tshisekedi ?
Nous avons de bons rapports empreints de courtoisie. Le Président Tshisekedi a beaucoup d'estime et de considération pour nous. Je me réjouis qu'il reconnaisse notre mérite et ce que notre groupe a accompli dans le pays.

En quoi est-il différent de son père Etienne que vous avez connu ?
Le fils est plus abordable et plus accessible que le père. J'avais cependant une très bonne relation avec Etienne Tshisekedi, et nous nous parlions toujours franchement.

On vous a dit très proche du défunt Président Mobutu…
Je l'ai bien connu et nous avions une relation basée sur le respect mutuel. Il s'est rendu compte que la zaïrianisation était un échec total. Mobutu ne s'est jamais mêlé des affaires. Il a laissé les gens travailler comme ils voulaient, c'était le gouvernement qui décidait. Il ne fallait surtout pas lui demander une intervention, il vous renvoyait chez le ministre qui avait la charge de votre dossier

Quel est l'héritage laissé par Mobutu ?
Il a fait l'unité du pays et favorisé un sentiment de fierté nationale.

Quel regard portez-vous sur la situation sécuritaire dans l'est de la RDC ?
Cette situation pénalise énormément le pays car il faut d'énormes moyens et de ressources pour financer les opérations militaires. La communauté internationale doit prendre ses responsabilités pour faire cesser ces violences pour que le Congo retrouve la paix à l'Est.

Avez-vous le sentiment que la communauté internationale ne fait pas assez ?
Oui c'est mon sentiment, quoique ces derniers temps, elle donne l'impression de sortir de sa léthargie. La République Démocratique du Congo mérite plus d'attention et de considération de la communauté Internationale.
Le président actuel Félix Tshisekedi est très ouvert au monde alors que Joseph Kabila était très fermé et ne sortait presque jamais. Les partenaires devraient profiter de cette ouverture avec un interlocuteur prêt à les écouter pour résoudre le problème à l'Est. Il ne faut pas rater le coche.

En décembre, si tout se passe bien, il y aura des élections présidentielles. Quelles sont vos attentes ?
J'espère qu'elles vont se dérouler dans le calme, dans la paix et dans la dignité. Il n'y a pas de raison d'avoir une situation chaotique, si les élections ont lieu à la date prévue.■

FORREST INTIME

Votre plus grand défaut ?
Pour rire, je dirais les femmes (Rires).
Votre plus grande qualité ?
La générosité
Quel est votre plat congolais préféré ?
J'aime tous les plats avec une préférence pour le Fufu, Sombe et le poulet à la moambe.
Est-ce qu'il vous arrive de danser ? Si oui, sur quel rythme ?
Oui, les slows
Votre musicien congolais préféré
Grand Kallé
Votre animal préféré ?
Mon chien, et je suis aussi grand amateur de chevaux
Votre plus grande peur ?
Que la paix tarde à revenir au Congo
Votre sport préféré ?
L'équitation
Avez-vous un sommeil facile ?
Je dors rapidement, mais je me réveille pendant la nuit pour travailler pendant une heure ou deux, avant de me rendormir. Mon sommeil est entrecoupé. Souvent, j'envoie des mails à des heures impossibles. (Rires)
Croyez-vous en Dieu ?
Je suis un libre penseur
Votre couleur préférée ?
Le jaune, c'est la couleur du groupe. Le vert aussi, qui symbolise l'espoir
Votre livre de chevet ?
Mes affaires (Rires). Je n'ai pas vraiment de livre de chevet
La pire journée de votre vie d'entrepreneur ?
En 1978, quand j'ai été mis dos au mur pour être exécuté par les rebelles à Kolwezi et que mes travailleurs m'ont sauvé, en se mettant devant moi. C'est aussi mon meilleur souvenir.
Est-ce qu'il vous arrive de prendre des vacances ?
Maintenant oui.
Votre meilleur souvenir de vacances ?
Bora Bora
À quoi rêveriez-vous comme épitaphe ?
Que le monde vive en paix■



« Mon père, cet aventurier m'impressionne. Il y a en lui, m'a-t-on dit du Talleyrand : la diplomatie, le libéralisme, le charme, la présence auprès des puissants, l'esthétisme et la flamboyance – ah ! ses vestons chamarrés. Il est complexe et paradoxal, à la fois dilettante et grand travailleur, capable dans la poursuite de ses objectifs de se faufiler entre les crises et les bouleversements »

Burkina Faso

Thomas Sankara, « héros de la Nation »



© DR

Dans l'optique de « pérenniser les valeurs cardinales qui fondent la République », le gouvernement burkinabè a décidé le 5 octobre dernier d'élever Thomas Sankara au rang de « héros de la Nation ». Cette décision adoptée en Conseil des ministres vise à reconnaître la bravoure exceptionnelle de l'ancien chef de l'Etat et père de la révolution burkinabè assassiné le 15 octobre 1987 au cours d'un putsch mené par un commando. Les restes du panafricaniste et ses 12 compagnons inhumés dans une banlieue de Ouagadougou avaient été exhumés le 25 mai 2015 pour besoin d'enquête avant d'être de nouveau enterrés dans un Mémorial. Une cérémonie nationale et internationale d'hommage aux victimes du putsch du 15 octobre 2017 est prévue le 15 octobre 2023.▪

MADAGASCAR

La présidentielle aura lieu le 9 novembre

Les Malgaches sont attendus aux urnes le 9 novembre prochain à l'effet d'élire un nouveau président de la République. Le président sortant, Andry Rajoelina, défendra son fauteuil contre 12 autres personnalités, dont les anciens présidents, Hery Rajaonarimampianina et Marc Ravalomanana, qui sont également en course. Conformément à la Constitution malgache, le président sortant a dû démissionner au préalable de ses fonctions le 9 septembre dernier. Mais, suite au renoncement d'Herimanana Razafimahefa, président Sénat et successeur constitutionnel en cas de vacance, le Premier ministre Christian Ntsay, chef du gouvernement collégial, a été désigné chef d'Etat intérimaire par la Haute Cour constitutionnelle (HCC). La campagne électorale lancée le 10 octobre dernier, s'étendra jusqu'au 8 novembre 2023. Selon les prévisions de la Commission électorale nationale indépendante, les résultats provisoires devraient être connus dès le 22 novembre 2023. ▪

PRÉSIDENTIELLE AUX COMORES

Rendez-vous le 14 janvier 2024

Le corps électoral de l'archipel des Comores se rendra aux urnes le 14 janvier 2024 dans le cadre du premier tour de l'élection présidentielle. Tandis que le second tour aura lieu le 25 février suivant. La campagne électorale qui débute le 17 décembre prochain, s'achève le 12 janvier 2024. Soit deux jours avant le scrutin. Plusieurs personnalités, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, Aboudou Soefo, sont annoncées. Au moment où nous allions sous presse, le président sortant, Azali Assoumani ne s'était pas encore prononcé. Mais, dans cet archipel de l'Océan indien, sa candidature ne fait l'ombre d'aucun doute étant donné que le référendum de 2018 le lui permet. Les candidats ont jusqu'au 17 novembre 2023 à minuit pour déposer leurs dossiers de candidatures.▪

TRANSPORT AÉRIEN

Rapprochement entre Royal Air Maroc et Air Sénégal

Le Maroc et le Sénégal viennent de renforcer leur coopération bilatérale en matière de transport. Les principales compagnies aériennes des deux pays sont désormais liées par un mémorandum signé à Casablanca. L'accord « codeshare » conclu entre Royal Air Maroc et Air Sénégal prévoit la possibilité pour les clients de réserver des billets auprès des deux compagnies et de voyager sur l'une ou l'autre compagnie indifféremment. Le partenariat qui vient d'être noué touche également d'autres secteurs, à l'instar de la maintenance, de la formation et de la digitalisation des services. Etant donné que Casablanca et Dakar constituent deux grands hubs régionaux, l'on devrait s'attendre à plus de vols, d'horaires et plus de possibilités de connexions pour les voyageurs.▪

RWANDA

Un présumé génocidaire arrêté aux Pays-Bas

Ancien militaire rwandais, Pierre-Claver Karangwa est aux mains de la justice aux Pays-Bas pour son rôle présumé dans le génocide de 1994. Il est soupçonné d'être associé à l'extermination de 30 000 Tutsis dans la paroisse de Mugina en avril 1994. Dans son pays d'accueil où il est établi depuis 1998, la justice soupçonne cet homme de 68 ans d'être impliqué également dans l'incendie d'une maison abritant des dizaines de femmes et d'enfants. Déchu de sa nationalité néerlandaise l'année dernière, M. Karangwa ne peut être extradé vers le Rwanda du fait de son statut d'opposant politique. La justice néerlandaise qui a déjà jugé et condamné des génocidaires rwandais dans le cadre de la compétence universelle, se dit prête à le juger.▪

LE CHIFFRE

70 dollars

Selon la banque américaine Citigroup, le prix du pétrole pourrait s'effondrer à 70 $ le baril en 2024. Pourtant, les analystes ne s'attendent pas à de nouvelles coupes dans les quotas de production des pays de l'Opep+.Toutefois, la banque américaine estime que le changement de la trajectoire des cours de brut reflétera « l'arrivée de plus de pétrole sur le marché ». Concrètement, le baril de Brent, qui sert de prix de référence pour une grande partie de la production pétrolière mondiale, pourrait s'effondrer à environ 70 dollars en 2024. Un excédent attendu de l'offre serait la cause principale de cette évolution selon Citigroup.▪

METRO

MAMADOU BAH

Il rêvait d'être une star du basketball en intégrant la prestigieuse NBA, la ligue nord-américaine. Mais faute d'un talent conséquent, il a vu son rêve s'envoler. Pour autant, le jeune Guinéen Mamadou Bah est aujourd'hui, une personnalité connue et reconnue dans l'univers de la NBA. Il s'est lancé dans la mode avec sa marque « C'est bon » qui connaît un franc succès Outre-Atlantique. Des stars de la NBA portent ses vêtements et son influence dans le milieu ne cesse de grandir. En 2021, il a notamment collaboré avec la marque iconique Jordan pour apporter sa touche sur une chaussure qui a connu un énorme succès international. Pour de nombreux designers, obtenir une collaboration avec la marque Jordan c'est entrer dans le saint des saints. Et Mamadou Bah y est parvenu.▪


© DR

TIGST ASSEFA

Tigst Assefa a remporté le marathon de Berlin le 24 septembre dernier et a pulvérisé le record du monde détenu jusque-là par la Kényane Brigid Kosgei. L'Éthiopienne s'est imposée en 2h11'53'', loin des 2h14'04'' réussis par la Kényane Brigid Kosgei en 2019 à Chicago. À 26 ans, Assefa est la première athlète sous les 2h12. Sa performance force d'autant plus l'admiration qu'elle ne court le marathon que depuis un an et demi après avoir été une coureuse de 800 m. Et c'est au bout de son troisième marathon qu'elle a décroché son record du monde. Désormais, elle s'est fixée pour objectif de décrocher la médaille d'or lors des Jeux olympiques de Paris en 2024.▪


© DR

ANGEL BIPENDU

La religieuse congolaise a reçu le 9 septembre 2023 le prix «Caravella» pour son engagement dans des opérations de sauvetage des migrants à Lampedusa, qui ont préservé la vie de plus de 47 000 migrants d'origines africaines. Ce prix lui a été remis à l'occasion de la XVe édition du Festival des journalistes méditerranéens d'Otrante, en Italie. Religieuse et médecin, Sœur Angel Bipendu est résolument engagée pour soutenir ceux qui souffrent. Ainsi, pendant la pandémie de Covid-19 en Italie, elle a apporté de l'aide aux personnes qui ont souffert de cette maladie, alors que le monde ne savait comment s'y prendre. Celle qui est membre de la Congrégation des Disciples du Rédempteur a notamment été très active dans la ville de Bergame qui était le premier épicentre de la pandémie de Covid-19 en Italie.▪


© DR

RETRO

MHD

Le rappeur français d'origine guinéenne a été condamné récemment à douze ans de prison pour son implication dans la mort d'un jeune homme à Paris, en 2018. MHD, Mohamed Sylla à l'état civil a toujours nié toute implication dans cette affaire. Toujours est-il que dans la nuit du 5 au 6 juillet 2018, Loïc K., un jeune homme âgé de 23 ans, avait été renversé volontairement par une Mercedes puis passé à tabac par une dizaine d'hommes et lacéré de coups de couteaux. Il en était mort. Et la voiture qui l'avait renversé avait été retrouvée le lendemain, incendiée, dans un parking. Il a été établi que la voiture retrouvée appartenait à MHD. De plus, des témoignages ont décrit une silhouette correspondant à l'artiste sur le lieu du crime. Cinq autres personnes ont été condamnées dans cette macabre affaire. Il s'agissait d'un règlement de comptes entre bandes rivales.▪


© DR

CORNEILLE NANGAA

L'ancien président de la Commission nationale des élections indépendantes du Congo (CENI) a lancé un pavé dans la mare il y a quelques semaines en accusant l'actuel président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, de manquer de transparence sur l'accord qu'il aurait passé avec son prédécesseur Joseph Kabila. Selon Corneille Nangaa, Félix Tshisekedi doit se repentir d'avoir menti au peuple. Il devrait respecter sa signature, car l'accord passé avec Joseph Kabila lui est opposable. Sa sortie a semé le trouble au sein de la classe politique congolaise en ordre de bataille pour les élections générales de décembre prochain. En effet des doutes ont resurgi sur la sincérité des résultats de la présidentielle qui a porté Félix Tshisekedi au pouvoir.▪


© DR

FRANÇOIS BOZIZÉ

L'ancien président de la Centrafrique et chef en exil de la principale coalition rebelle qui s'oppose aux autorités de Bangui a été condamné le 22 septembre 2023 par contumace aux travaux forcés à perpétuité notamment pour « complot » et « rébellion ». François Bozizé, 76 ans, qui vit en exil depuis mars 2023, en Guinée-Bissau, est le coordinateur assumé de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), une coalition rebelle centrafricaine formée en décembre 2020 et qui poursuit une guérilla dans le nord du pays. En 2013 une coalition de groupes armés dominés par les musulmans, la Séléka, avait renversé François Bozizé, qui a ensuite organisé et armé des milices dites anti-balakas, majoritairement chrétiennes et animistes, pour tenter de reprendre le pouvoir.▪


© DR

ILS BOUGENT...

JOSIANE TCHOUNGUI

Atlantic Group (banque, assurance, agro-industrie, TIC), propriété du magnat ivoirien Bernard Koné Dossongui a nommé il y a quelques semaines, la Camerounaise Josiane Salomé Tchoungui, directrice générale d'Atlantic Cocoa, filiale dédiée à la transformation du cacao. Elle remplace l'Ivoirien Pierre Ouattara. Josiane Tchoungui a été formée à l'Université catholique d'Afrique centrale, à Yaoundé (Cameroun), à l'école de commerce de Lille en France et à la London Business School, au Royaume-Uni. Elle a fait l'essentiel de sa carrière dans le secteur financier et banquier (BGFIBank, Ecobank et Standard Chartered Bank au Cameroun). Elle était encore récemment la directrice générale de la filiale béninoise du groupe bancaire Orabank. Josiane Salomé Tchoungui, a participé au financement de l'unité de transformation d'Atlantic Cocoa à Kribi, lorsque celle-ci occupait le poste de directrice générale adjointe de BGFI Cameroun. Elle est dès lors outillée pour son nouveau challenge.▪

FANFAN RWANYINDO KAYIRANGWA

La Rwandaise est depuis le 1er octobre dernier, la directrice générale adjointe de l'Organisation internationale du travail (OIT) et directrice régionale pour l'Afrique. Fanfan Rwanyindo Kayirangwa est diplômée en droit de l'Université nationale du Rwanda, ainsi que de l'Université de Witwatersrand à Johannesburg, en Afrique du Sud. Elle a en outre une riche carrière professionnelle qui a culminé avec le poste de ministre de la Fonction publique et du Travail au Rwanda (2017-2023). Son mandat a vu des contributions significatives aux politiques et initiatives du pays en matière de travail. Elle remplace la Nigériane Cynthia Samuel-Olonjuwon, nommée représentante de l'OIT auprès des Nations unies à New York.▪

CHARLOTTE NDAW SAKO

La Société financière internationale (IFC) a annoncé le 27 septembre 2023, la nomination de l'économiste sénégalaise, Charlotte Ndaw Sako au poste de représentante régionale pour l'Afrique centrale en remplacement de l'Ivoirien Sylvain Kakou. Ndaw Sako était jusqu'alors responsable pays de la filiale de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire. Elle revendique vingt ans d'expérience dans le développement du secteur privé en Afrique. Elle a étudié l'économie à l'université de Montréal, au Canada, et à celle de Long Island, à New York. Sur le plan professionnel, elle a travaillé à l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), basé à Dakar. En Afrique centrale à son nouveau poste, il sera question de soutenir le développement du secteur privé dans cette région.▪

FREDDY TCHALA

Le groupe panafricain Activa Assurance qui est présent dans neuf pays a récemment nommé le Camerounais Freddy Tchala directeur général de sa filiale camerounaise. Avant de rebondir chez Activa, Freddy Tchala était actif chez Oyem Management Intelligence & Engineering en qualité de Managing Partner. Mais la carrière professionnelle du Camerounais était jusqu'ici étroitement associée à son passage pendant 17 ans chez l'opérateur de téléphonie sud-africain MTN. Il a notamment dirigé les filiales de Guinée, du Congo et de la Côte d'Ivoire. Freddy Tchala a quitté MTN en 2019 alors qu'il était Directeur général de la filiale ivoirienne.

Le diplômé de l'université catholique d'Afrique centrale (Yaoundé) s'engage dans un nouveau secteur et est prêt à relever le défi.▪

BURUNDI

L'ex-Premier ministre Bunyoni reste en prison


© DR

Accusé de saper la sécurité nationale, Alain-Guillaume Bunyoni reste en prison à Gitega. Arrêté en avril dernier à Bujumbura dans un contexte délétère de tentatives de coup d'Etat contre le président burundais, Evariste Ndayishimiye, l'ancien Premier ministre (de juin 2020 à septembre 2022) a été notifié par la Cour suprême du rejet de sa demande de mise en liberté introduite lors de l'ouverture de son procès en septembre dernier.▪

CONGO-BRAZZAVILLE

L'avion de Sassou-Nguesso vendu aux enchères

Saisi à l'aéroport de Bordeaux en France en juin 2020 à la suite d'une série de procédures judiciaires engagées depuis des décennies par un homme d'affaires libanais contre l'État du Congo, le Falcon 7X appartenant au chef de l'Etat congolais a été vendu aux enchères le 3 octobre dernier. L'avion a été racheté en quelques secondes à plus de 7 millions d'euros par un acquéreur anonyme. Cette vente aux enchères ordonnée par le tribunal judiciaire de Bordeaux en décembre 2022, puis confirmée par la Cour d'appel en juin 2023 visait à indemniser la société Commisimpex appartenant au Libanais Mohsen Hojeij, un ancien proche du président Sassou Nguesso. Le gouvernement congolais n'a pas manqué d'exprimer son indignation à la suite de ce verdict. ▪

RDC

Quatre officiers de l'armée condamnés

La répression sanglante d'une manifestation qui a fait 58 morts le 30 août dernier à Goma a connu son verdict le 2 octobre. La Cour militaire du Nord-Kivu a condamné quatre officiers de l'armée à des peines diverses. Ainsi, le colonel Mike Mikombe, commandant de brigade de la Garde républicaine, écope de la peine de mort, commuée en réclusion à perpétuité, la peine capitale n'étant plus appliquée dans le pays depuis 20 ans. Ce haut gradé a été reconnu coupable de crime contre l'humanité par meurtre, avant d'être destitué de l'armée. Trois autres officiers ont été condamnés chacun à 10 ans de prison. Alors que deux autres accusés ont tout simplement été acquittés. Ces militaires de la Garde présidentielle étaient poursuivis dans le cadre de la répression d'une marche des adeptes de Wazalendo, une secte politico-mystique, qui réclamaient le départ des troupes onusiennes, de la force régionale d'Afrique de l'Est et d'ONG internationales. Les avocats de la défense ont promis de faire appel de ce jugement. ▪

TCHAD

Succès Masra visé par un mandat d'arrêt international

Alors qu'il comptait regagner son pays le 18 octobre 2023, après un an passé à l'étranger, le président du parti de l'opposition tchadienne, Les Transformateurs, a été refroidi dans son élan en apprenant via les réseaux sociaux qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Il est reproché à Succès Masra « un message à la nation » adressé en mai 2023 sur sa page Facebook dans lequel il aurait « incité les Tchadiens du Sud à la haine et à la révolte ». L'opposant avait quitté précipitamment le pays dans la foulée de la sanglante répression de la manifestation de l'opposition du 20 octobre 2022 contre le pouvoir. Selon le mandat d'arrêt en question, l'homme politique est recherché pour « tentative d'atteinte à l'ordre constitutionnel, incitation à la haine et à un soulèvement insurrectionnel ». En prélude à son retour que ses partisans voulaient « triomphal », ceux-ci avaient adressé le 5 octobre dernier une correspondance au ministre de la Sécurité publique pour l'informer de son heure d'arrivée et réclamer des « mesures de sécurité » qui s'imposent. ▪

SANS LANGUE DE BOIS

PATRICE MOTSEPE

Homme d'affaires sud-africain et Président de la Confédération africaine de football.

« Ce qui me passionne, c'est ce que nous pouvons potentiellement faire. Nous avons 280 millions de jeunes Africains sur ce continent âgés de 15 à 24 ans. Le football a un rôle unique à jouer en offrant des opportunités à ces jeunes. »

« Si vous regardez les entrepreneurs qui ont le plus de succès dans le monde, la caractéristique commune à la majorité d'entre eux est que lorsqu'ils ont commencé, tout le monde leur a dit… que cette chose ne réussirait pas. »

« Au niveau de la Coupe du Monde de la FIFA, nous devons réussir et être respectés. Mais la seule chose qui suscite le respect, ce sont les résultats. »

« Je ne vais pas être président d'une organisation qui, dans quatre ans, n'a pas réalisé de progrès pratiques et tangibles. Cela n'arrivera pas. »

« Je suis absolument convaincu qu'au cours des prochaines années, le football africain s'améliorera, deviendra compétitif à l'échelle mondiale et autonome. »

« Mes parents ont insisté sur le fait que nous devons toujours être respectueux, ne jamais oublier d'où nous venons et que nous faisons partie des défis auxquels notre peuple est confronté »

« Si nous continuons à faire de bonnes choses en Afrique, nous pouvons y créer un marché mondial très passionnant et compétitif. »

« Je suis un pécheur. Je tâtonne. Les gens doivent me voir comme l'un d'entre eux. Les choses qui les inquiètent doivent m'inquiéter. »

« L'Africa Super League est l'un des développements les plus passionnants de l'histoire du football africain et l'objectif que nous essayons d'atteindre est très clair : le premier est de s'assurer que le football africain de club est de classe mondiale et rivalise avec les meilleurs au monde. Il s'agit de l'avenir du football africain, il s'agit pour l'Afrique de prendre en charge son avenir. Pour ce faire, nous avons besoin d'argent »



© DR

« Le football africain a besoin de partenaires capables de faire bouger les choses. Nous avons besoin de partenaires qui seront à nos côtés sur le terrain et qui feront la différence. »

« Les carrières sont courtes dans le football et les footballeurs doivent maximiser leurs gains pendant qu'ils jouent. J'ai été impliqué dans des clubs pendant de nombreuses années dans le football africain, je comprends les défis. »

Ileana Santos

Une voix et une foi pour l'Afrique

Cette jeune entrepreneure franco-togolaise est une ardente militante de la cause africaine qui se refuse à tout fatalisme et croit en la capacité de la jeunesse à changer la trajectoire du continent.

Par Vanessa ITGNIA

Ileana Santos est né au Togo. Elle y a grandi et fait l'apprentissage de la vie dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Issue d'une famille plutôt aisée dans le contexte local (père enseignant de Droit et mère consultante en technologies de l'information), elle a eu un parcours scolaire et académique sans anicroches qui a culminé en 2018 avec l'obtention d'un master en Management (spécialité stratégie & innovation) en 2018 à l'Ecole de Management de Lyon en France. Ileana Santos aurait pu se complaire dans un relatif confort et se trouver un job juteux. Mais c'est contraire aux valeurs que lui ont inculquées ses parents. *« Je suis née et j'ai grandi à Lomé. J'ai toujours vu mes parents donner de leurs temps pour les autres, s'engager dans des associations et partager. Quelque part, j'ai été inspirée par ces modèles… »* déclare-t-elle. Et justement sa vie est associée au mot engagement !

La native de Lomé qui s'est bien intégrée en France, a cofondé fin 2020, avec la Marocaine Amina Zakhnouf, l'incubateur de politiques publiques *« Je m'engage pour l'Afrique »* (JMA). Cette structure se veut une force de proposition au service de la jeunesse du continent. Ileana Santos et Amina Zakhnouf ont entrepris de faire changer la perception qu'a la jeunesse du continent, de la relation entre l'Afrique et l'Europe. *« Nous avons démarré avec l'ambition de donner à chaque citoyen intéressé par les relations euro-africaines et par le développement de l'Afrique, un espace qui donne du sens et de l'utilité à son parcours, tout en mettant ses compétences et ses convictions au service de l'intérêt général. »* affirme la jeune dame dont l'investissement et la combativité lui ont valu d'être nommée en 2022, dans le classement Forbes Afrique des 30 personnalités africaines de moins de 30 ans les plus influentes.

En somme ses idées ont fait mouche. Pour elle, le développement des nations africaines actuelles est lié à trois facteurs : la compétitivité, la cohésion sociale et l'innovation. Et la jeunesse a un rôle déterminant à jouer dans tout ce qui est entrepris. Je m'engage pour l'Afrique (JMA), est donc cet incubateur de politiques publiques citoyen qui vise à construire un cercle vertueux d'idéation et à vulgariser des politiques publiques pour une Afrique conquérante et performante. JMA, c'est surtout un ensemble de 50 experts et formateurs bénévoles, 15 membres en charge du pilotage opérationnel, 7 membres du Conseil d'administration et une communauté de plus de 10 000 followers sur l'ensemble de ses canaux de diffusion Concrètement, il est question de lancer un appel aux experts de tous bords, afin qu'ils soumettent des propositions aux décideurs publics, induisant une implication socio-économique plus forte des diasporas africaines sur le continent. Selon Ileana Santos, *«les nouvelles générations sont particulièrement actives, concernées et créatrices de valeur, mais elles ne sont pas assez conviées aux tables de réflexion du débat public entre l'Afrique et l'Europe. A cela, s'est ajoutée une réalité: les rouages et complexités de la politique publique ne sont pas maîtrisés par tous.»* Dès lors, les jeunes doivent prendre leurs responsabilités en tant que citoyens pour pallier les insuffisances éventuelles des dirigeants actuels. Davantage, l'Afrique doit se sauver elle-même et l'Europe ne peut que l'accompagner dans cette dynamique résume-t-elle. Et il faut envisager un futur avec des relations gagnant-gagnant et pour l'Afrique et l'Europe. Ileana Santos ne rate en tout cas aucune occasion pour porter ce message.■

Nous avons démarré avec l'ambition de donner à chaque citoyen intéressé par les relations euro-africaines et par le développement de l'Afrique, un espace qui donne du sens et de l'utilité à son parcours, tout en mettant ses compétences et ses convictions au service de l'intérêt général.



© DR



Gabon

Le temps des incertitudes

Le putsch militaire du 30 août dernier a consacré la chute des Bongo et l'avènement d'un régime militaire. Si le général Brice Clotaire Oligui Nguema, nouvel homme fort fait l'unanimité autour de lui, la question de son éligibilité au terme de la transition suscite tout de même des interrogations.

Par Claire MEZANG

Un mois après le renversement d'Ali Bongo Ondimba, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) dirigé par le général Brice Clotaire Oligui Nguema s'est doté d'une feuille de route. Le chronogramme d'activités dont Notre Afrik a pu obtenir copie mentionne les différentes phases devant meubler le séjour de cette équipe à la tête de ce pays d'Afrique centrale. Cette boussole s'appuie sur la Charte de transition, détaille non seulement les chantiers, mais laisse entrevoir de manière implicite que la Transition en cours devrait s'étaler sur deux ans. Confirmant ainsi le délai donné quelques semaines auparavant par le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, au cours d'une sortie médiatique.

Depuis le 9 octobre et ce jusqu'au 30 novembre 2023, se déroule l'appel à contributions sur l'état de la nation et les moyens pour corriger les différents dysfonctionnements qui plombent le Gabon. Alors que du 1er au 30 avril 2024, un débat national tiendra le Gabon en haleine. Un dialogue politique qui sera suivi dès juin par la mise en place de l'Assemblée constituante. La première mouture de la future Constitution gabonaise devrait intervenir à la fin du mois d'août 2024. Tandis que l'adoption du projet final de Constitution est prévue fin octobre. Entre novembre et décembre 2024, devrait en principe se tenir le référendum en vue de l'adoption de la nouvelle Constitution.

Le mois de janvier 2025 sera consacré quant à lui aux travaux sur le nouveau Code électoral et la première quinzaine de février à la collecte des observations et remarques de la première mouture du Code électoral. Le débat national sur le Code électoral qui interviendra mi-février précèdera la prise en compte des remarques et observations et la disponibilité du texte final. L'adoption du texte par le Parlement et sa promulgation par le chef de l'État sont prévues en mars 2025. Pour le CTRI, ce chronogramme vise six objectifs : la restauration de la stabilité et de la confiance ; la réforme institutionnelle et législative ; la lutte contre la corruption ; le développement durable et économique ; l'éducation et la sensibilisation ; le dialogue



© DR



© DR

En visite à Oyo chez "le Patriarche" Sassou.

national et la consultation publique.

Un coup d'État et un état de grâce

En attendant, au Gabon tout se passe comme si le coup de force du 30 août 2023 était une action normale. En tout cas l'arrivée des militaires qui est venue sonner le glas à 55 ans de règne sans partage des Bongo arrange finalement tout le monde. Au fil des semaines, tout le monde semble s'en accommoder. Le Général Brice Clotaire Oligui Nguema qui était jusqu'au 30 août 2023, commandant de la Garde républicaine (GR) a réussi à mettre tout le monde d'accord. À commencer par le Parti démocratique gabonais (PDG) qui vénérait quelques jours plutôt le « Distingué camarade » « Yali », mais qui s'est définitivement rangé. L'ancien parti au pouvoir qui n'a jamais dénoncé le putsch contre son leader, a même promis dans une déclaration officielle d'accompagner le régime militaire. L'ancien chef d'État a été littéralement lâché. Son épouse, Sylvia Bongo Ondimba, a été inculpée et placée en résidence surveillée, tandis que son fils Noureddin Bongo Valentin et quelques proches ont été placés en détention, poursuivis par la justice pour corruption, blanchiment de capitaux, détournement de biens publics, faux et usage de faux.

Davantage, de nombreux dignitaires de l'ancien régime n'ont pas attendu bien longtemps pour retourner la veste. Certains ont même déjà reçu un strapontin. L'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-François Ndongou a ainsi été désigné président de l'Assemblée nationale. Quant à Camélia Ntoutoume Leclercq elle a été reconduite au poste de ministre de l'Éducation nationale. Plusieurs autres personnalités d'Ali Bongo Ondimba sont en plein recyclage.

« Le débat national sur le Code électoral qui interviendra mi-février précèdera la prise en compte des remarques et observations et la disponibilité du texte final. L'adoption du texte par le Parlement et sa promulgation par le chef de l'État sont prévues en mars 2025.

L'effet Oligui Nguema

Par ailleurs, même l'opposition présentée comme « radicale » et regroupée au sein de la plateforme « Alternance 2023 » n'a pas résisté à la tentation. Certains de ses poids lourds, à l'instar de Paulette Missambo (présidente du Sénat) ou Raymond Ndong Sima (Premier ministre) ne jurent désormais plus que par le nom de l'officier supérieur de l'armée. L'opposant Albert Ondo Ossa qui dénonçait ce qu'il appelait « une révolution de palais » et revendiquait bruyamment sa victoire à la présidentielle du 26 août dernier, est subitement devenu aphone. Depuis sa rencontre avec le président du CTRI, l'enseignant émérite d'économie de l'université Omar Bongo de Libreville s'est muré dans un silence éloquent. Dans la même veine, des personnalités de premier plan sous Omar Bongo Ondimba, rentrées dans l'opposition ou tombées en disgrâce, à l'instar de Paul Mba Abessole, Jean Ping, Idriss Ngari ou Didjob Divungi Di Ndinge espèrent rebondir et ne manquent pas de manifester leur disponibilité à « servir » de nouveau le Gabon.

Au-delà du Gabon, la Communauté internationale qui, au départ, avait condamné la prise de pouvoir par les militaires desserre progressivement l'étau. Notamment, l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) qui ont suspendu le Gabon de leurs instances. Et de manière implicite, le régime militaire prend ses marques à l'international. Le périple sous-régional en cours au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est indicateur que le Gabon n'est pas totalement isolé. Le Premier ministre gabonais nommé par les militaires a notamment conduit une importante délégation au sommet du G77 + Chine à La Havane à Cuba les 15 et 16 septembre derniers. Raymond



Raymong Ndong Sima, un ancien Premier ministre d'Ali Bongo a été désigné par les militaires pour diriger le gouvernement de transition.

Ndong Sima a par la suite pris part aux travaux de la 78e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York où il s'est exprimé pour défendre les objectifs poursuivis par la transition en cours dans son pays. Tout se passe alors comme si le coup d'État perpétré au Gabon n'a surpris personne et arrange tout le monde.

Chantiers d'Hercule

En prêtant serment le 4 septembre dernier sur la Charte de transition comme chef de l'État, l'officier général s'est engagé à « redresser le pays ». Au cours de cette transition qui devrait en principe durer deux ans, comme l'a déclaré son Premier ministre, Brice Clotaire Oligui Nguema s'est fixé un challenge : redonner au Gabon ses lettres de noblesse. « La refondation de l'État afin de bâtir des institutions fortes, crédibles et légitimes garantissant un État de droit, un processus démocratique transparent et inclusif, apaisé et durable, seules garanties pour un développement véritable du Gabon (…) le renforcement de l'indépendance de la justice et la lutte contre l'impunité », a-t-il promis. Au-delà de la réforme des institutions, le président de transition a entrepris de relancer l'économie. Lors de sa rencontre avec le patronat gabonais, il a soumis 13 propositions avec entre autres priorités, le règlement de la dette du Gabon. La redynamisation en cours de la task-force ambitionne d'auditer l'ensemble des marchés publics attribués à de nombreuses entreprises. Le CTRI a également consigné dans sa feuille de route, la privatisation de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), spécialisée dans la couverture maladie et le service des prestations familiales, et de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) dédiée à la sécurité sociale des travailleurs du secteur privé. Dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, des perquisitions entreprises par la justice ont permis de saisir d'importants stocks d'argent et de lingots d'or thésaurisés dans des domiciles privés et des présumés coupables placés en détention. Des prisonniers d'opinion, à l'instar de Jean-Remy Yama, leader de la coalition des syndicats des fonctionnaires, Dynamique unitaire (DU), incarcéré depuis février 2022 pour « détournement et abus de confiance », recouvrent progressivement leur liberté.

Mais, au-delà de ces bonnes intentions affichées par le CTRI, des inquiétudes demeurent tout de même au sujet des intentions de Brice Clotaire Oligui Nguema. Sera-t-il candidat ou non à l'élection présidentielle à la fin de la période de transition ? Car, un flou juridique (volontaire ?) sur l'éligibilité ou non du président de transition enveloppe la Charte de transition. Le fait que le document ne fasse pas allusion à cette question suscite des inquiétudes au sujet de l'agenda réel des militaires au pouvoir. ▪



MIT CHIMIE



VOTRE EMBALLAGE

NOTRE PRIORITÉ



BOUTEILLES PET



BOUCHONS



GAINES



BIDONS

Nos Produits

INDUSTRIE

Préformes et bouteilles en PET, bouchons, gaines, films, sacs en PE et PP...

NEGOCE

Matières premières plastiques, commodités chimiques: solvants, acides, carbonates...

Pour plus d'informations, contactez-nous

mitchimiesarl mitchimie info@mitchimie.com

Niger

C'est flou...

La crise institutionnelle que connait ce pays depuis le renversement de Mohammed Bazoum le 26 juillet 2023 l'a plongé dans l'incertitude. Niamey a été contraint de rompre avec plusieurs de ses partenaires et reste dans le viseur des terroristes.

Par Georges Aureole BAMBA



Près de trois mois après le coup d'Etat qui a renversé Mohammed Bazoum et installé le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie(CNSP) aux commandes, le Niger vogue dans l'incertitude. Depuis la prise du pouvoir par le général de brigade Abdourahamane Tchiani et ses hommes, la situation politique, économique et sécuritaire du pays reste problématique. Le régime militaire qui a promis une transition de trois ans, n'est toujours pas reconnu par la communauté internationale. Notamment, l'Union africaine, plusieurs grandes puissances, mais surtout la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a pris une série de sanctions contre Niamey. Sous la férule de son président en exercice et président du Nigeria, Bola Tinubu, l'organisation exige toujours le rétablissement de l'ordre constitutionnel et de Mohammed Bazoum. Et la promesse d'une intervention militaire de la CEDEAO reste sur la table. En attendant sur le plan économique, la fermeture des frontières imposées à la fois par le Nigeria et le Benin met à mal l'approvisionnement en produits de première nécessité et met les populations dans l'inconfort. A cela, s'ajoute la coupure d'électricité décidée par le Nigeria qui a entraîné une baisse substantielle des activités au Niger et accentué la précarité des populations.

Seul contre tous ?

L'opposition de la CEDEAO face aux militaires et leur entêtement tient l'opinion africaine et internationale en haleine depuis plusieurs semaines, sans que personne ne puisse dire avec certitude de quoi demain sera fait pour les Nigériens. Davantage, le Niger a décidé de s'émanciper de la France avec fracas ce qui interroge au regard de la forte dépendance économique et sécuritaire de ce pays vis-à-vis de la France. Jusqu'où ira le Niger ? Le pays peut-il tenir ? Bien

malin qui pourrait le dire. Entre Paris et Niamey par exemple, les échanges sont parfois brutaux depuis le putsch. Sylvain Itté, l'ambassadeur français à Niamey a notamment été déclaré persona non grata par les nouvelles autorités nigériennes et exfiltré par la France après de longues semaines d'un véritable poker menteur. Et c'est la mort dans l'âme que le président français a dû se résoudre à annoncer à l'opinion publique français le désengagement militaire français en Lybie et le départ de son diplomate. Paris avait pourtant cru que ses menaces à l'endroit des putschistes, les invitant à rétablir Mohammed Bazoum dans son fauteuil pouvaient infléchir leur position. Il n'en a rien été.

Mais mis sous pression par la CEDEAO et la France principalement, le Niger suffoque.

Une zone d'exclusion aérienne sur tous les vols commerciaux à destination et en provenance du Niger lui a été imposée. De même, toutes les transactions commerciales et financières avec la CEDEAO sont suspendues. La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a également gelé les actifs des entreprises publiques nigériennes, entraînant l'annulation d'une émission obligataire de 30 milliards de francs CFA, soit 51 millions de dollars prévue pour le 31 juillet sur le marché sous-régional. Ces sanctions ont été qualifiées par Niamey de « cyniques et iniques ». Elles n'auraient pour seul but que d'« humilier » les militaires afin de rendre le pays « ingouvernable ». Dans la même logique, la Banque mondiale a aussi suspendu ses décaissements au profit du Niger.

Résistance et résilience

En plein marasme, le Niger compte ses soutiens. Le régime militaire nigérien peut en tout cas compter sur le soutien du Mali et du Burkina Faso. Avec ces deux voisins, il a signé l'« Alliance des États du Sahel », un pacte de sécurité visant un soutien mutuel, en cas de rébellion ou d'agression extérieure. « Toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties », prévoit la Charte du « Liptako-Gourna » signée le 16 septembre 2023. Le général Abdourahamane Tchiani se prépare ainsi à toutes les éventualités. En plus du soutien du Mali et du Burkina Faso, les nouvelles autorités nigériennes peuvent compter sur celui des populations nigériennes qui depuis le 26 juillet, ont multiplié des démonstrations d'adhésion au changement à la tête du pays. Et même les sanctions économiques qui compliquent le quotidien des Nigériens ne sont pas encore parvenus à émousser l'engagement des populations aux côtés de leurs dirigeants.

Quoiqu'il en soit, en dépit de sa détermination à mener à bien sa mission, le CNSP se dit ouvert au dialogue avec les différents partenaires du Niger, sans toutefois accepter quelque injonction que ce soit. Ainsi, l'envoi il y a quelques semaines à Niamey par la CEDEAO d'une délégation conduite par l'ancien président nigérian, Abdulsalami Abubakar, avec en son sein le sultan de Sokoto, Muhammadu Sa'ad Abubakar, et Omar Touray, président de la Commission de l'organisation sous régionale, n'a pas fait plier la junte au pouvoir en faveur d'un retour à l'ordre constitutionnel. Les autorités nigériennes ont également rejeté la période de transition de six mois proposée par l'Algérie. Mais elles restent ouvertes au dialogue avec tous les partenaires qui respecteraient au préalable la souveraineté du Niger.

> **le Niger a décidé de s'émanciper de la France avec fracas ce qui interroge au regard de la forte dépendance économique et sécuritaire de ce pays vis-à-vis de la France. Jusqu'où ira le Niger ? Le pays peut-il tenir ? Bien malin qui pourrait le dire.**

Le Premier ministre nigérien, Lamine Zeine Ali Mahaman l'a réitéré le 5 octobre dernier lors d'une visite officielle au Mali. « Il ne sera plus question qu'un pays vienne chez nous et exige telle ou telle chose », a-t-il mis en garde.

Asphyxié et sanctionné par tous ou presque, le régime militaire nigérien est conscient des obstacles qui se dresse devant lui. Mais il résiste. « Nous essayons tant bien que mal de subvenir aux dépenses de souveraineté » reconnaît Lamine Zeine Ali Mahaman. Et quel est l'agenda de la communauté internationale ? Compte-t-elle avoir le Niger à l'usure ? Quel plan ses anciens partenaires, la France en premier, mijoteraient contre lui ? Ces questions que se posent les observateurs prolongent le flou qui entoure l'avenir à court et à moyen termes du Niger.■



Sénégal

L'avenir sans Macky Sall

Le président sénégalais ne sera pas candidat à sa propre succession dans cinq mois. La participation de son principal opposant, Ousmane Sonko, actuellement en prison, semble également compromise. Dès lors qui sera le prochain locataire du palais de l'avenue Roume à Dakar ? Présentation des enjeux et des principales forces en compétition.

Par Georges Aureole BAMBA



Ils sont à ce jour 190 candidats à la candidature pour succéder à Macky Sall, qui ne briguera pas un nouveau mandat à la tête du Sénégal. Mais très peu d'entre eux seront effectivement sur la ligne de départ le 25 février 2024, jour du scrutin. En effet, il faudra franchir l'épreuve fatidique des parrainages. En 2019, sur 113 candidats à la candidature, seuls cinq avaient réussi à collecter le nombre de parrains requis (entre 0,8 et 1% des électeurs inscrits sur le fichier électoral). Même si entre temps il y a un léger assouplissement de la loi électorale – ce seuil est ramené entre 0,6 à 0,8% des électeurs – il est évident que beaucoup ne franchiront pas cette étape. Autre nouveauté, il est désormais possible de se faire parrainer par des élus (120 maires ou conseillers municipaux ou 13 députés).

Un dauphin qui doit s'affirmer

Même parmi ceux qui franchiront l'épreuve des parrainages, aucun favori ne se détache



réellement (voir encadré). Cette élection est atypique à plus d'un titre. D'abord, c'est la première fois dans l'histoire du Sénégal qu'un président sortant organise une élection à laquelle il ne prend pas part. Il est à la fois arbitre et acteur du scrutin puisqu'il s'est engagé à faire élire son dauphin et actuel Premier ministre, Amadou Bâ. Cependant, son autorité est contestée y compris au sein de son parti l'ARP (Alliance pour la République) et de sa coalition Benno Bokk Yakaar (BBY). On en veut pour preuve la multiplication des candidatures dissidentes qui risquent d'émietter l'électorat de Benno. Pour le journaliste et analyste politique Sidy Diop, cette multiplication de candidatures était prévisible. « *L'erreur de Macky Sall, c'est de n'avoir pas préparé sa succession. Cela est dû au fait que le président Sall n'a jamais voulu de 'numéro deux' au sein de son parti. Tous ceux qui avaient commencé à se forger une certaine légitimité politique ont été mis sous l'éteignoir mackyste* », analyse-t-il. Mimi Touré, exégérie du camp présidentiel avant de connaître la disgrâce, compare la situation du chef de l'État en fin de course à *«un vieux lion dans la brousse (qui) se fait tirer la moustache par tout le monde»*. Pendant ce temps, Amadou Bâ tente d'asseoir son autorité à travers une opération de charme auprès des confréries religieuses.

Pastef et ses plans B

L'autre particularité de cette élection, c'est l'absence du principal opposant au régime actuel, Ousmane Sonko actuellement en prison… Son parti Pastef-Les Patriotes (dissout par un décrit de Macky Sall en juillet dernier), qui a pendant longtemps claironné qu'il est son seul et unique candidat, a récemment sorti de son chapeau les *«plan B multiples»*. Cinq de ses lieutenants ont retiré les fiches de parrainages pour aller à la pêche aux voix des militants. Le jeu consiste donc à ne « *jamais laisser le terrain à BBY et ses faussaires pour manipuler nos militants et siphonner nos parrainages». «La nature a horreur du vide. Ces candidatures multiples vont permettre au Pastef dissout, de réorganiser ses structures autour des candidats et remobiliser ses militants sans risque d'être inquiétés par Antigone»*, explique Amadou Bâ, un membre du parti. Quant à Sonko, sa participation est plus que jamais incertaine. La Direction générale des élections (DGE) ayant refusé de donner une fiche de parrainage à son émissaire. Un premier obstacle qui en dit long sur les embûches que doit surmonter l'opposant que ses partisans voyaient déjà au palais en 2024.▪

> **Mimi Touré, ex-égérie du camp présidentiel avant de connaître la disgrâce, compare la situation du chef de l'État en fin de course à « un vieux lion dans la brousse (qui) se fait tirer la moustache par tout le monde »**

Pas de favori notable…

En tant que candidat de la majorité au pouvoir, Amadou Bâ part avec beaucoup d'atouts. « La principale force d'Amadou Bâ, c'est justement d'avoir reçu l'onction de Macky Sall qui s'est d'ailleurs engagé à tout faire pour le faire élire. Cette onction lui donne une légitimité qui lui permettra de fédérer de larges parties de BBY autour de sa candidature. L'autre force, c'est qu'il connaît bien l'État pour avoir occupé plusieurs postes importants. Il a, en outre, un réseau relationnel assez dense pour porter cette candidature », analyse Sidy Diop. Il a, en revanche, de vraies faiblesses. La première, souligne l'analyste politique, c'est qu'il ne connaît pas l'APR dans ses largeurs. « Il n'a pas souvent été au contact des militants, parce son profil est plus technocratique que politique ». C'est d'ailleurs l'une des raisons qui explique son absence d'ancrage au plan local. Il a souvent été battu aux Parcelles assainies (une commune dakaroise où il était candidat aux élections locales de 2014). Sidy Diop se demande enfin si l'incandescence du parapluie de Macky Sall ne risque pas de faire fondre ses chances de poursuivre la vision du PSE comme il le clame. À son avis, les évènements récents témoignent d'un reflux affectif du président sortant et cela risque de déteindre sur son candidat.

L'autre candidat qui va forcément peser sur ces élections sera celui de Pastef. Ce parti a connu une progression fulgurante ces dernières années et cristallise l'espoir de beaucoup de Sénégalais, jeunes et moins jeunes. « Il faudra cependant gérer avec beaucoup de tact, la procédure de choix de ce candidat pour éviter les frustrations », note Sidy Diop. Khalifa Ababacar Sall et Karim Wade auront aussi une belle carte à jouer en 2024 s'ils parviennent à convaincre au-delà de leurs camps respectifs.

Il reste le cas Idrissa Seck. Si les hommes politiques ne meurent jamais, ce dernier a beaucoup perdu en crédibilité et en attractivité. « *Son discours n'est plus audible et ses principaux lieutenants, comme Déthié Fall et Abdourahmane Diouf, ont préféré s'affranchir de sa tutelle pour jouer leur propre musique. Sa dernière alliance avec Macky Sall lui a beaucoup coûté en crédibilité jusque dans son fief thiessois*», souligne Sidy Diop qui lui a consacré une biographie. ▪

TROIS QUESTIONS À...

« Cette présidentielle sera une opposition entre l'ancien et le nouveau monde »

Sidy Diop, est journaliste, analyste politique et enseignant au Centre d'études des sciences de l'information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il connaît bien la scène politique sénégalaise qu'il suit depuis plus de 20 ans. Il est notamment l'auteur d'une biographie de l'opposant Idrissa Seck.

Propos recueillis par Georges Auréole BAMBA

Notre Afrik : Quels sont les enjeux de la présidentielle de 2024 sans Macky et Sonko ?

Sidy Diop : Il est clair que cette présidentielle est atypique à plus d'un titre. Pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, le président sortant ne sera pas sur la ligne de départ, tout comme l'opposant le plus représentatif. Après douze ans de règne du régime de Bennoo Bokk Yakaar, l'occasion est bonne pour mesurer le niveau d'adhésion des électeurs au Plan Sénégal Émergent qui ambitionne de transformer le pays d'ici 2035. Car un autre discours, une autre vision a prospéré ces dernières années et a propulsé Ousmane Sonko sur la scène politique sénégalaise: celui du souverainisme et de la préférence nationale. Ce discours anti-système connaît un grand succès auprès des jeunes (les 0-35 ans font 75 % de la population). Nombre de candidats à la prochaine présidentielle ont, à des degrés divers, adopté cette vision d'un Sénégal des Sénégalais et d'un partage plus équitable des ressources nationales. Cette présidentielle sera donc une opposition entre deux mondes : l'ancien, qui défend le statu quo avec une pluralité de candidatures qui l'incarne et le nouveau qui veut promouvoir une nouvelle pratique politique plus soucieuse de bonne gouvernance, de souveraineté économique et de gestion vertueuse des ressources. Elle est aussi incarnée par plusieurs candidats mais son chef de file est assurément Ousmane Sonko.

Vous êtes un fin observateur de la scène politique sénégalaise depuis plus de 20 ans. Pourquoi ces élections sont parmi les plus indécises de l'histoire du Sénégal ?

Elles le sont en raison de la non-participation de Macky Sall et de Ousmane Sonko. Elles le sont aussi à cause se l'illisibilité de la recomposition politique induite par cette situation. Le président n'étant plus de la partie, son camp est naturellement face au gros chantier de la succession et de la conservation du pouvoir. Mais il faut dire que c'est plutôt mal partie avec les nombreuses dissidences qui se font jour au sein de l'APR et des formations alliées dans BBY comme le PS et l'AFP. Quelle sera la conséquence de cette apparente désunion ? Je rappelle que BBY a obtenu 46 % des suffrages lors des dernières législatives dans un contexte d'unité forte dans ses rangs. Il est évident que cette dispersion risque d'amoindrir leurs chances de passer au premier tour. Or, les deux alternances sénégalaises en 2000 et en 2012 ont montré que le deuxième tour est toujours fatal au parti au pouvoir.

Dans les rangs de l'opposition, la non-participation de Sonko est aussi source de nombreuses interrogations. Pastef, son parti, a-t-il en son sein, une autre figure assez charismatique pour conduire ce qu'il appelle *"le projet"* ? Plusieurs cadres de ce parti ont retiré les fiches de parrainage pour se positionner en "plan B", est-ce que cela ne risque pas d'entraîner un choc des ambitions au moment du choix final et créer des frustrations à l'image de ce qui se passe dans BBY ? Pour les autres candidats, je crois qu'il faut attendre la fin du processus du parrainage pour voir les contours de la vraie recomposition politique autour des candidats retenus. À ce moment, on pourra se faire une idée de la force des uns et des autres.



© DR

Partagez-vous l'avis que Macky a réussi à déstructurer l'opposition. Celle-ci peut-elle retrouver sa dynamique d'avant les législatives ?

Il est évident que son appel au dialogue a fragmenté Yewwi Askan Wi (Ndlr : la principale coalition de l'opposition dont les chefs de file étaient Ousmane Sonko et Khalifa Sall) qui n'a pas su apporter une réponse plus intelligente que celle de l'exclusion d'un de ses membres les plus en vue. Yewwi, principale force d'opposition aux dernières élections, se retrouve dans une très mauvaise posture. Il faut cependant attendre la fin de la sélection des candidats par le parrainage pour voir comment les forces de l'opposition vont se restructurer.■



BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES (BRVM)

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une Société Anonyme au capital de 3 015 640 000 F CFA, avec un actionnariat diversifié composé des Etats de l'UEMOA, d'Institutions sous-régionales, de Chambres de Commerce et d'Industrie, de Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) et des personnes morales ou physiques de l'Union.

La BRVM a démarré ses activités le 16 septembre 1998. Première bourse régionale au monde et modèle d'intégration des marchés financiers le plus abouti, la BRVM est commune aux huit (8) pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

La BRVM est à la fois un succès politique, institutionnel et technique. La BRVM est intégrée aux indices MSCI et S&P Dow Jones en 2014, au MSCI Frontier Market en 2016 et admise en qualité de membre à part entière de la World Federation of Exchanges (WFE) le 7 Mai 2021.

La BRVM a pour missions :
- l'organisation du marché boursier ;
- la cotation et la négociation des valeurs mobilières ;
- la diffusion de l'information boursière ;
- la promotion et le développement du marché des valeurs mobilières.

Elle dispose d'une Antenne Nationale de Bourse (ANB) dans chaque pays.
Son siège est situé à Abidjan - Côte d'Ivoire.

Abidjan, Plateau 18 Avenue Joseph Anoma
crpinfo@brvm.org
01 BP 3802 Abidjan 01
+225 27 20 31 55 50
www.brvm.org
www.brvmtv.org



© DR

Côte d'Ivoire

ADO, une victoire à l'usure

Le double scrutin – municipales et régionales- du 2 septembre 2023 organisé à deux ans de la présidentielle a permis d'évaluer le rapport de force électoral entre le RHDP au pouvoir et l'opposition. À l'évidence, Alassane Dramane Ouattara –ADO- semble avoir usé les forces de ses adversaires.

Par Klara NGATCHA

Les élections régionales et municipales organisées en Côte d'Ivoire le 2 septembre dernier ont doté le pays des Éléphants d'une nouvelle carte politique. Dans cette redistribution des cartes, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) assied sa suprématie. Au niveau des régionales, le parti d'Alassane Ouattara a remporté 25 des 31 régions. Une reconfiguration marquée par l'élection des barons du régime ayant fait acte de candidature qui ont davantage marqué leur ancrage politique dans leurs bastions respectifs. Le Premier ministre Patrick Achi a ainsi confirmé son hégémonie sans coup férir dans la Mé où il trône depuis dix ans déjà. Pour sa part, le ministre de la Défense et frère du chef de l'État, Téné Birahima Ouattara, l'a remporté dans la région du Tchologolo dans le nord du pays. Comme eux, plusieurs autres figures du système d'ADO se sont imposées dans leurs fiefs. Au cours de ce double scrutin globalement calme, le parti présidentiel a également réalisé une razzia au niveau des municipales en raflant 123 des 210 communes du pays. Les communes de Yopougon, de Koumassi, d'Abobo, de Bouna ou de Kong sont sous le contrôle du RHDP.


© DR

L'opposition trébuche

L'opposition, quant à elle, est plus que jamais affaiblie. Que ce soit pour les régionales ou pour les locales, elle a mordu la poussière. Avec trois (03) conseils régionaux, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) est arrivé en deuxième position pour ce qui est des régionales. Fragilisé par les batailles de succession depuis la mort de son leader charismatique, Henri Konan Bédié, l'ancien parti au pouvoir n'a obtenu que 22 mairies. Bien que s'étant imposé dans les circonscriptions stratégiques de Cocody, du Plateau et de Daoukro. Le Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI) de l'ancien président Laurent Gbagbo ne se contente que de deux -02- maigres communes. Les indépendants ont réussi à rafler la mise dans 41 mairies. Quant au Front populaire ivoirien (FPI), malgré sa coalition avec le pouvoir, il est le grand perdant des dernières consultations électorales. La formation politique dirigée par Pascal Affi N'Guessan sort de cette double élection sans aucun élu. Tandis que l'Union républicaine pour la démocratie (URD) dirigée par Akissi Danielle Boni Claverie, ancienne ministre de Laurent Gbagbo se console avec une seule circonscription.

Un galop d'essai pour la présidentielle 2025

Avec un taux de participation de 38,18% pour les municipales et de 44,61% pour les régionales, le double scrutin du 2 septembre dernier s'apparente à un test grandeur nature de la présidentielle de 2025. En effet, ce sont au total 749 listes de candidatures qui s'affrontaient aux municipales et 93 autres listes pour les régionales pour un corps électoral de 7,5 millions d'électeurs. Dans le camp présidentiel, cette raclée infligée à l'opposition est de bonne augure pour le candidat du RHDP à la prochaine élection. Même si l'on ignore si Alassane Ouattara se présentera pour un quatrième mandat ou non en 2025 (la Constitution de 2016 a fait sauter le verrou de la limitation des mandats), au RHDP, l'on entend capitaliser cette écrasante victoire. Alassane Ouattara, en jetant l'essentiel de ses caciques dans la bataille a certainement voulu tester le poids politique de chacun. Mais le RHDP a surtout surfé sur l'embellie économique du pays marquée par une croissance de 6,7% en 2022 et un programme infrastructurel florissant. L'autoroute Tiebissou-Bouaké, le nouveau pont reliant les quartiers de Cocody et Plateau à Abidjan ou encore l'usine d'eau potable de la Mé mise en service en juin dernier, présentée comme étant la plus grande infrastructure en la matière en Afrique de l'Ouest, ont servi d'arguments de campagne pour séduire l'électorat.

> **Alassane Ouattara, en jetant l'essentiel de ses caciques dans la bataille a certainement voulu tester le poids politique de chacun. Mais le RHDP a surtout surfé sur l'embellie économique du pays marquée par une croissance de 6,7% en 2022 et un programme infrastructurel florissant.**

En face d'une manière générale, l'opposition ivoirienne a payé le prix fort de son impréparation caractérisée par une alliance signée à la va-vite à quelques semaines de l'échéance et d'une méconnaissance des dynamiques locales actuelles. Les mentalités et les besoins ayant évolué. D'où la montée en puissance des indépendants. Ils ont pris leurs distances avec les leaders restés dans une logique guerrière et de revanche, héritage des crises politiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011. Dès lors, au-delà de ce qu'il a permis une redistribution des cartes, le galop d'essai du 2 septembre 2023 constitue une aubaine pour chaque état-major, un outil de mesure de ses forces et de ses faiblesses. En tout cas, que ce soit du côté du pouvoir ou de l'opposition, la présidentielle de 2025 ne semble pas encore jouée, mais appelle déjà à une véritable mobilisation des troupes dans chaque camp. Et visiblement, ADO a un coup d'avance. Et si c'était lui le vrai « boulanger d'Abidjan » (surnom de l'ancien président Laurent Gbagbo) qui a réussi à enfariner tous ses opposants ? ■

Coopération

Quand les BRICS s'ouvrent à l'Afrique ...

Ce bloc de cinq pays émergents qui vient d'intégrer six nouveaux membres dont deux États africains, l'Égypte et l'Éthiopie, se présente comme un espoir pour l'émergence du continent.

Par Georges Aureole BAMBA

Le 15e sommet des BRICS qui s'est refermé le 24 août dernier après trois jours de travaux à Johannesburg en Afrique du Sud a fait une annonce forte : l'adhésion de six nouveaux membres. Ainsi dès janvier 2024, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Iran, l'Égypte et l'Arabie saoudite rejoindront le bloc des puissances émergentes constitué du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud qui passera désormais à onze États. Avec actuellement une population de 41% de la planète, cette communauté détient à elle seule 31% de la production et 18% du commerce mondial. Les BRICS devront voir ce potentiel grimper au cours des prochains mois surtout avec l'arrivée de pays riches en pétrole et en gaz naturel, à l'instar des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et de l'Iran.

Les données du ministère turc de l'Énergie et des Ressources naturelles indiquent que 42 % des réserves mondiales de gaz naturel et 32 % des réserves de pétrole devraient être détenues par ce bloc dès 2024. Quant aux statistiques de la Banque mondiale, elles attribuent aux six nouveaux membres un produit intérieur brut total de près de 3 250 milliards de dollars. Avec cet élargissement, les BRICS ambitionnent de s'ériger en une structure géoéconomique forte soutenue par des réserves d'énergie et des zones commerciales régionales plus larges. En outre, cette communauté verra sa masse démographique, forte aujourd'hui de 3,3 milliards d'âmes, exploser avec l'arrivée de 410 millions de personnes. Dès 2024, les BRICS à eux seuls atteindront 46 % de la population de la planète.

Une aubaine pour l'Afrique...

En plus de l'Afrique du Sud, État-membre des BRICS depuis 2010, le continent compte désormais avec l'admission de l'Égypte et de l'Éthiopie, trois pays au sein du regroupement. Au regard des enjeux et du potentiel dont regorge ce bloc, mais surtout de la volonté de l'Afrique de diversifier ses partenaires, les BRICS se présentent aujourd'hui comme une alternative incontournable. C'est un secret de polichinelle que le financement du développement est essentiel pour de nombreux pays africains en proie à des difficultés financières. Et jusqu'ici, les pays africains se tournaient à titre principal vers les institutions de Bretton Woods dominées par les pays développés, en particulier les États-Unis et l'Europe occidentale, qui ont une influence significative sur les décisions et les politiques de ces institutions. En revanche avec les BRICS composés de pays émergents et en développement, il y a une représentation plus équitable des intérêts des pays en développement et dont de l'Afrique.



© DR

Sur le plan opérationnel et en ce qui concerne les priorités de financement, si les institutions de Bretton Woods ont traditionnellement accordé une plus grande importance aux politiques macroéconomiques et à la stabilité financière, ce qui a souvent conduit à des programmes d'ajustement structurel et à des politiques d'austérité dans les pays africains notamment, les BRICS, quant à eux, ont tendance à accorder une plus grande importance au financement du développement, en mettant l'accent sur les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et d'autres secteurs clés pour la croissance économique et le développement durable du continent.

Par ailleurs, les institutions de Bretton Woods ont souvent imposé des conditionnalités strictes aux pays africains pour l'obtention de prêts et d'aides financières, notamment des réformes économiques et des politiques d'ouverture des marchés. Avec les BRICS, en revanche, c'est une approche plus souple et moins conditionnelle qui est mise en place. Elle offre aux pays africains plus de flexibilité dans la mise en œuvre de leurs politiques économiques et de développement. Ainsi, la Nouvelle banque de développement (NBD) qui accorde des prêts à des taux préférentiels constitue une véritable aubaine en matière de financement pour une Afrique qui croule sous le lourd fardeau d'une dette colossale. Autant les Africains peuvent aller négocier des prêts auprès des institutions de Bretton Woods, autant ils peuvent dorénavant recourir à la NBD. La jeune institution financière a déjà prêté 5,4 milliards de dollars US à l'Afrique du Sud pour soutenir cinq projets.

Dans le cadre de l'Agenda 2023 qui est le schéma et le plan directeur de l'Afrique visant à la transformer en puissance mondiale du futur, le continent a intérêt à saisir cette nouvelle opportunité qui s'offre à lui. À travers la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), l'Afrique a de quoi accroître le volume du commerce existant déjà avec les BRICS. Cette expansion économique accorde plus de possibilités au continent de cheminer avec tout partenaire de son choix au gré de ses intérêts. Ce qui n'était pas possible, il y a quelques années.

En tout état de cause au plan géopolitique, les BRICS se présentent aujourd'hui comme un contrepoids à l'Occident. Leur montée en puissance donne lieu aujourd'hui à un rééquilibrage du rapport de forces dans un ordre mondial dominé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, par le bloc occidental. Cette émergence à la fois économique et politique vient mettre à rude épreuve l'hyper domination du dollar et la dépendance du reste du monde dont de l'Afrique vis-à-vis de cette monnaie et des institutions de Bretton Woods. Et le continent devrait pouvoir tirer profit de la nouvelle brèche que lui offrent les BRICS. De l'avis de certains observateurs, l'Afrique se présente dorénavant comme un acteur majeur incontournable et indispensable dont la voix a un écho retentissant dans les relations internationales. Du reste, l'organisation des BRICS a renforcé l'influence géopolitique des pays membres en Afrique. Et les BRICS ont souvent adopté des positions communes sur des questions internationales, ce qui leur a permis de peser davantage dans les négociations et les décisions internationales concernant l'Afrique. Ainsi, dans un monde en pleine mutation, l'influence de l'Afrique est de plus en plus grandissante. Néanmoins, il est important de noter que les pays africains peuvent collaborer à la fois avec les BRICS et les institutions de Bretton Woods, en fonction de leurs besoins et de leurs priorités spécifiques. Cette approche de collaboration diversifiée peut ainsi permettre aux pays africains de bénéficier des avantages offerts par différentes institutions et de répondre à leurs besoins de développement de manière plus complète.▪

IATF 2023

Le Marché de la ZLECAf

PROMUE PAR | EN COLLABORATION AVEC | ACCUEILLIE PAR L'ÉGYPTE

Salon de l'Automobile en Afrique

Le Caire, Égypte
9 - 15 novembre 2023

www.intrafricantradefair.com

Connecter les Marchés Africains

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, vous présente la troisième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF2023), qui sera accueillie par la République Arabe d'Égypte au Caire. L'IATF2023 servira de plateforme unique et précieuse aux entreprises pour accéder à un marché Africain intégré de plus de 1,4 milliard de personnes avec un PIB de plus de 3.500 milliards de dollars, créé dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine.

IATF2023 va attirer :

+1.600 EXPOSANTS

+35k VISITEURS

+75 PAYS EXPOSANTS

43 milliards $ D'ACCORDS COMMERCIAUX ET D'INVESTISSEMENTS

LE BOOM ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE, UNE OPPORTUNITÉ POUR L'AUTOMOBILE

L'Afrique (hors Afrique du Sud) ne représente actuellement que 0,5 % du marché automobile mondial (600 000 unités). Son taux de motorisation n'est que de 45 véhicules pour 1000 habitants, soit nettement moins que la moyenne mondiale de 203.

L'exposition attirera des acheteurs et des vendeurs du continent et du monde entier, notamment des dirigeants et les responsables de l'expansion des marchés qui concluront des accords commerciaux, entre autres, dans les domaines suivants :

- Fabrication de pièces
- Fourniture de pièces
- Distribution de pièces détachées
- Fabrication de véhicules
- Fabricants de composants
- Accessoires pour véhicules
- Électronique pour véhicules
- Sécurité des véhicules
- Entretien des véhicules
- Fourniture de véhicules électriques
- Accessoires pour véhicules électriques
- Financement des véhicules (y compris l'assurance)



INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR ÊTRE PRÉSENT
à intrafricantradefair.com

Cameroun

Ruben Um Nyobè, l'immortel

Le nom du leader nationaliste dont le 65e anniversaire de l'assassinat a été célébré le 13 septembre 2023 reste présent dans la mémoire collective des Camerounais et des panafricanistes. Ni le temps, ni les manœuvres politiques ne parviennent à faire oublier ce combattant de la souveraineté du continent.

Par Claire MEZANG

Plus de 65 ans après sa disparition tragique, Ruben Um Nyobè reste encore présent dans les esprits et son discours aussi. C'est que celui qui a été lâchement assassiné le 13 septembre 1958 à Libelingoï, près de Boumnyebel au Cameroun à l'âge de 45 ans s'était sacrifié pour une cause noble : l'indépendance du Cameroun. Durant une quinzaine d'années, le *« Mpodol »* (*« celui qui porte la parole des siens »*, en langue bassa) avait pris à bras-le-corps l'affranchissement du *« Kamerun »* du joug colonial et la réunification des Northern et Southern Cameroons, sous tutelle anglaise et française.

Indépendantiste dans l'âme

Avec ses compagnons Félix-Roland Moumié et Ernest Ouandié, entre autres, il a mené une lutte acharnée contre la France avec la création le 10 avril 1948 de l'Union des populations du Cameroun (UPC). Bien que ne faisant pas partie des figures de proue de ce mouvement indépendantiste inspirée de l'Union des syndicats confédérés du Cameroun (USCC), Ruben Um Nyobè en deviendra le secrétaire général dès novembre 1948. C'est lui qui porte le flambeau de la libération de tout un peuple otage d'une puissance coloniale brutale et inhumaine. Um Nyobe va rallier à sa cause la gent féminine et la jeunesse. La création des écoles du parti permet d'élever le niveau idéologique des militants et responsables. La publication de La Voix du Cameroun, l'Étoile et Lumière, trois journaux publiés par l'UPC, permet à Ruben Um Nyobè de mobiliser et de sensibiliser les masses autour des thèmes portant sur l'indépendance nationale, la réunification de l'ex-Kamerun allemand et la justice sociale. *« L'expérience syndicale de Ruben Um Nyobè lui donne un avantage indéniable sur d'autres leaders politiques. Au lieu de s'envoler dans des théories fumeuses de liberté, d'indépendance..., le secrétaire général de l'UPC fait passer ses idées en assumant les préoccupations des manœuvres des villes et des paysans des brousses : le prix du cacao, comparé au prix du sel et des menus articles importés d'Europe, l'accroissent du chômage, l'insuffisance des hôpitaux et des écoles»*, rapporte l'historien Louis Ngongo.

Ce fervent patriote, malgré la campagne de dénigrement menée par la puissance coloniale, aidée par certains de ses compatriotes dont le but était de diviser les populations soudées autour de ses idées, parvient à combattre le tribalisme. *« Une telle situation nous impose de rompre avec un tribalisme périmé et un régionalisme rétrograde qui, à l'heure actuelle comme dans l'avenir, représentent un réel danger pour l'épanouissement de cette nation camerounaise »*, clamait le leader indépendantiste. Toute tentative de discrimination et de division instrumentalisée par les colons est vouée à l'échec. Um Nyobè fait foule à chaque meeting politique. A la violence, il oppose des actions pacifiques en incitant ses partisans aux boycotts, grèves et aux manifestations.



« Maquisard » malgré lui

Mais, la lutte pour l'indépendance ne va pas se limiter au Cameroun puisque Ruben Um Nyobè trouve en l'Organisation des Nations unies (ONU) une tribune idéale pour porter le message du peuple camerounais. Entre 1952 et 1954, le leader indépendantiste se montre plus incisif dans cette quête de liberté malgré les méthodes d'intimidation développées par la France. Soutenu dans son élan par le Parti communiste français (PCF), des intellectuels de gauche français et l'Union nationale des étudiants camerounais, le secrétaire général de l'UPC réussit à prendre la parole devant la 4e Commission de tutelle de l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1952. *« Il est question de demander à l'organisation des Nations unies de trouver de véritables solutions qui permettront aux Camerounais d'accéder à leur indépendance dans un avenir raisonnable, c'est- à-dire le plus proche possible. Et nous sommes modérés dans notre action. Nous ne demandons pas d'indépendance immédiate. Nous demandons l'unification immé-*



La tombe de Um Nyobè à Eséka est un lieu de culte où viennent se recueillir jeunes et moins jeunes

diate de notre pays et la fixation d'un délai pour l'indépendance », martèlera-t-il. Avec l'appui de l'Union soviétique, des pays d'Europe de l'Est, de certains pays d'Amérique latine et du Front de libération nationale (FLN) algérien, Um Nyobè est requinqué pour poursuivre son combat. Certes, opposé dans un premier temps à la lutte armée, il finira par rentrer dans le maquis face à un pouvoir colonial intransigeant. Devenu ennemi numéro un du gouvernement français, Um Nyobè doit vivre caché. Mais il finira par être localisé, grâce à des complicités locales et abattu après plusieurs mois de traque. Son corps inerte sera traîné au sol par ses bourreaux pour marquer les esprits.

Un discours toujours d'actualité

Banni de toute évocation publique, la mémoire de Ruben Um Nyobè sera réhabilitée par la loi camerounaise n° 91/022 du 16 décembre 1991 qui reconnait que ce dernier a « œuvré pour la naissance du sentiment national, l'indépendance ou la construction du pays, le rayonnement de son histoire ou de sa culture ». Aujourd'hui au Cameroun, le « Mpodol » est présenté comme un héros national et fait l'objet d'une grande admiration. Depuis le 22 juin 2007, un monument trône fièrement en sa mémoire en plein cœur de la ville d'Eséka. La stèle rappelle à la postérité l'arrivée de ce leader indépendantiste dans cette localité en 1952, de retour d'un sommet de l'ONU. Avec la montée du panafricanisme et du sentiment anti-impérialiste à l'échelle continentale, le discours de Ruben Um Nyobè demeure toujours d'actualité auprès des millions de Camerounais et d'Africains.■

Par Serge Mathias Tomondji



Afrique : billet retour à la gare coups d'Etat

Après la vague du renouveau démocratique dans laquelle a baigné l'Afrique au début de la décennie 1990, puis le printemps arabe qu'elle a vécu en 2011, on croyait que le continent africain avait définitivement tourné le dos à la kalachnikov-mania pour régenter l'accession au pouvoir d'État, à la magistrature suprême. De Cotonou à Tunis, en passant par Bamako, Conakry, Abidjan, Khartoum, Ouagadougou, Le Caire, Niamey, les peuples ont tellement donné pour que la voix des urnes compte, pour que le fauteuil présidentiel reste désormais le graal qui sanctionne d'honorables, crédibles et transparentes batailles électorales.

Comme nous nous sommes lourdement trompés ! Après le détricotage d'un pan de l'arsenal constitutionnel qui a mis nos pays sur la pente raide des « troisièmes mandats » presque systématiques — Niger, Cameroun, Congo, Rwanda, Guinée, Côte d'Ivoire, Gabon, Centrafrique… —, nous voilà revenus un peu partout à cette incroyable célébration des coups d'État militaires dans nos capitales ! Ce mode de prise de pouvoir par la force des armes, que l'on croyait révolu, a ainsi prospéré ces trois dernières années dans un irrésistible tango de la contamination, au point où l'on se demande aujourd'hui quel pays prendra le relais.

D'ailleurs, la rue africaine semble acquise à ce retour vers le passé, s'accrochant aux slogans panafricanistes et refondateurs des « nouveaux putschistes autoproclamés ». Et appelant de tous ses vœux un balayage en règle l'ordre constitutionnel établi, mais malheureusement sapé, par la corruption électorale, la mauvaise gouvernance, le népotisme, les collusions incestueuses, les manipulations indécentes de la Loi fondamentale… Tant et si bien qu'après le Mali le 20 août 2020, puis le 21 mai 2021, le Tchad, le 21 avril 2021, la Guinée, le 5 septembre 2021, le Soudan, le 25 octobre 2021, le Burkina Faso, le 24 janvier, puis le 30 septembre 2022, le Niger et le Gabon, respectivement les 26 juillet et 30 août 2023, on se demande quand et où s'écrira le prochain épisode de ce nouvel ordre politique, de ce retour en force de la force militaire dans les palais présidentiels.

Si l'on fait bien les comptes, l'Afrique a ainsi aligné une dizaine de coups d'État réussis (9 exactement) ces trois dernières années ! Et ceux qui s'en inquiètent se demandent bien quand, et surtout comment arrêter cette… hémorragie. Quand ? On ne saurait plus le dire aujourd'hui, tant une bonne partie de l'opinion africaine semble remontée contre les élites et la classe politique qui n'a pas su appliquer les règles basiques de bonne gouvernance et de gestion participative du pouvoir qui magnifient l'exercice démocratique. Comment ? Sans doute en revenant aux principes toujours bafoués des normes démocratiques qui ordonnent pourtant « le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Si l'on fait bien les comptes, l'Afrique a ainsi aligné une dizaine de coups d'État réussis (9 exactement) ces trois dernières années ! Et ceux qui s'en inquiètent se demandent bien quand, et surtout comment arrêter cette… hémorragie.

L'Afrique a déjà su, par le passé, se réinventer pour éviter l'abîme de la déconfiture vigilante. Aujourd'hui encore, elle dispose de tous les ingrédients de sa reconstruction sociopolitique. Il n'y a qu'à dépoussiérer les tonnes de résolutions jamais mises en œuvre, relire les précurseurs qui ont, dans chaque pays, indiqué des voies de recours subrepticement abandonnées, convenir que chacun doit impérativement faire le don de son doigt pour « boucher la jarre trouée »…

Mais qui incarnera cette nouvelle conscience pour inverser la tendance et mettre le holà à cette cavalcade de prises de pouvoir par la force, que la rue applaudit à tout rompre ? Qui tiendra le flambeau pour rallumer à nouveau les désirs de démocratie, d'alternance et de liberté dans une Afrique en perte de valeurs et de repères ? À quand l'Afrique ? ■

BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

50 ANS 1973-2023

CRÉATEURS D'AVENIR



1973 - 2023

50 ans

au service du développement de l'UEMOA



Rebranding Africa Forum 2023

Au nom de la finance pour tous...

La 9e édition du Rebranding Africa Forum (RAF) qui se tient les 20 et 21 octobre 2023, se penche sur la question de l'inclusion financière en Afrique, levier décisif vers un véritable envol économique.

Par Simon Pierre ETOUNDI

Le sujet a déjà été abordé. Mais l'on ne saurait éviter de remettre le couvert, tant la question financière reste au cœur de toutes les problématiques de développement. Elle l'est d'autant plus pour le continent africain, que les ressources financières sont rares, et lorsqu'elles sont disponibles, elles sont loin d'être équitablement réparties. Et c'est pour réfléchir sur la question que les participants à la 9è édition du RAF vont se retrouver pendant deux jours à Bruxelles. « Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité : les chemins de l'inclusion financière. », tel est le thème général du RAF 2023. D'une manière générale, les objectifs du RAF



restent les mêmes dans l'esprit de ses concepteurs : promouvoir le développement économique, renforcer la coopération régionale et internationale, favoriser l'inclusion sociale, encourager l'innovation et la transformation numérique, et promouvoir la gouvernance et la transparence en Afrique.

Pour le RAF 2023, la thématique de l'inclusion financière est très importante pour l'Afrique. Elle vise notamment à garantir l'accès équitable et abordable aux services financiers pour tous les individus et les entreprises, en particulier ceux qui sont exclus du système financier traditionnel. Elle participe tout simplement à la réduction de la pauvreté. En effet, l'inclusion financière permet aux populations défavorisées d'accéder à des services financiers tels que les comptes bancaires, les prêts, les assurances et les services de paiement. Les populations ont ainsi la possibilité d'épargner, d'emprunter et de gérer leurs finances de manière plus efficace, ce qui peut contribuer à améliorer leur niveau de vie.

Par ailleurs, l'accès aux services financiers permet aux entrepreneurs et aux petites entreprises d'obtenir des capitaux pour démarrer ou développer leurs activités. Cela favorise la création d'emplois, la croissance économique et l'innovation. En cela, à travers la diversité des acteurs étatiques et non étatiques, africains et non- africains présents au forum, de vraies passerelles peuvent s'établir pour stimuler l'entrepreneuriat et la croissance économique. Et au-delà de l'inclusion financière, il y a à côté, la question de l'inclusion sociale. La première favorise la seconde en donnant aux populations marginalisées, notamment les femmes, les jeunes et les populations rurales, la possibilité de participer pleinement à l'économie formelle. Cela peut contribuer à réduire les inégalités et à promouvoir l'autonomisation économique.

Au demeurant, le continent a bien changé. Le dynamisme des systèmes financiers africains en fait même une référence. Le continent est devenu un laboratoire pour les technologies financières (fintech). Il a fait un bond technologique en passant de la quasi absence de téléphonie fixe à la révolution du téléphone mobile. Il est de la même façon, en voie de combler le déficit d'institutions bancaires et leur absence en milieu rural. En tout état de cause, il apparait que la thématique retenue par les organisateurs du Rebranding Africa Forum est au cœur des débats sur le développement du continent africain, tant elle couvre un large champ. L'inclusion financière va ainsi de pair avec l'inclusion numérique, c'est-à-dire l'accès aux technologies de l'information et de la communication. Concrètement, l'utilisation des services financiers numériques peut faciliter les transactions, réduire les coûts et accroître l'efficacité des services financiers en Afrique.

Dans la même veine, l'accès aux services financiers peut aider les individus et les communautés à faire face aux chocs économiques tels que les crises sanitaires, les catastrophes naturelles ou les fluctuations des prix des produits de base. Les services financiers tels que les assurances et les systèmes de paiement peuvent ainsi aider à atténuer les effets de ces chocs et à favoriser la résilience économique.

Davantage, il est question de créer des opportunités économiques pour tous les individus et de favoriser un développement économique plus équitable et durable. Et plus que jamais, le Rebranding Africa Forum reste fidèle à son idéal de départ qui est de promouvoir le développement économique, renforcer la coopération régionale et internationale, favoriser l'inclusion sociale, encourager l'innovation et la transformation numérique, et promouvoir la gouvernance et la transparence en Afrique. En somme présenter le continent sous son meilleur jour et saisir toutes les opportunités susceptibles d'aider à son développement. Mais tout cela doit se faire à travers des recettes africaines adaptées au contexte africain. Les participants au RAF devront mettre en exergue le potentiel financier de l'Afrique et les immenses opportunités qu'offrent les mutations qui s'y déploient quotidiennement.■

« L'accès aux services financiers permet aux entrepreneurs et aux petites entreprises d'obtenir des capitaux pour démarrer ou développer leurs activités. Cela favorise la création d'emplois, la croissance économique et l'innovation.

Relever le défi de l'inclusion financière en Afrique

Par Thierry HOT, Président du Rebranding Africa Forum

Nous voici à nouveau réunis, les 20 et 21 octobre 2023 à Bruxelles, pour célébrer et mettre à l'honneur le continent africain au cours de cette neuvième édition du Rebranding Africa Forum. Comme un actif financier à haut rendement, dont la valeur s'apprécie sur la durée, comme le vin qui se bonifie avec les ans, notre rendez-vous, lancé en 2014, continue de faire la preuve de sa pertinence et de son utilité pour ce continent que nous portons tous dans nos cœurs. Bientôt dix ans déjà en effet, et le Rebranding Africa Forum a tenu le pari d'être un creuset pour l'Afrique de la réflexion prospective, des solutions endogènes, des recommandations avisées, avec une valeur ajoutée jamais démentie.

Le Rebranding Africa Forum a ainsi investi le champ des possibles, avec en ligne de mire, à chaque fois, l'ambition de produire des réflexions majeures décisives sur le développement du continent africain. C'est pourquoi cette année, le laboratoire qu'est devenu notre forum a décidé de se pencher sur les systèmes financiers en Afrique, aujourd'hui en pleine mutation, afin de baliser avec plus d'assurance et de pragmatisme les meilleures pistes pour concilier authenticité et modernité.

Il s'agira donc, pour cette neuvième édition du Rebranding Africa Forum, de labourer le champ encore passablement en friche de l'inclusion financière dans cette nécessaire et permanente quête d'une Afrique qui sait puiser dans ses ressources propres pour avancer, se développer et… gagner ! Vous aurez ainsi en mémoire, au cours de vos échanges que je souhaite fructueux, qu'avec ses immenses potentialités, atouts et savoirs, l'Afrique est on ne peut plus capable de financer son développement si elle sait s'inscrire dans des dynamiques nouvelles et adopter un paradigme qui réponde aux défis du moment.



En la matière, relever le défi de l'inclusion financière constitue l'un des enjeux de cette construction d'ensemble pour une Afrique des possibles, qui se nourrit de facteurs qui gouvernent l'attractivité de nos pays, définies lors de la précédente édition du Forum. Sur cette autoroute de la continuité, vous explorerez, dans un premier temps, les modèles de financement des économies africaines, avant de vous intéresser, dans un deuxième mouvement, à l'avenir des banques traditionnelles. Mais vous aborderez aussi plus spécifiquement la question des Fintechs et de l'inclusion financière en Afrique.

Je ne doute pas que les orateurs de haut vol et autres intervenants de cette neuvième édition du Rebranding Africa Forum sauront passer avec maestria les systèmes financiers en Afrique, dont on dit qu'ils sont « globalement peu développés en comparaison aux autres régions du monde », au scanner de leurs vécus, expériences et propositions.

Et comme l'indique Cristina Duarte, conseillère spéciale pour l'Afrique auprès du Secrétaire général des Nations unies, « le défi de l'Afrique n'est pas l'absence de liquidités ou de fonds pour financer le développement. Ses problèmes sont des flux financiers illicites massifs qui drainent les capacités de financement et le manque d'appropriation des ressources naturelles, associés à tout un discours construit autour de la gestion de la pauvreté plutôt que du développement, et décrivant l'Afrique comme un continent pauvre ayant besoin de l'aide de la communauté internationale ».

Il nous faut donc, une fois encore, actionner notre boussole de l'Afrique des possibles dans une vision généreuse portée sur l'alliage entre l'intelligence sociétale et démocratique au service des libertés, d'une part, et l'intelligence économique au service du progrès des peuples, d'autre part. Et cette neuvième édition du Rebranding Africa Forum constitue une étape supplémentaire dans la construction de cette Afrique qui nous ressemble et qui nous rassemble autour de nos défis et objectifs communs.■

Concevoir, développer, construire, accompagner...



Le capital humain, levier de devéloppement pour une Afrique prospère

GROUPE

COGEB INTERNATIONAL S.A.

...UNE DIVERSITÉ DE MÉTIERS.

Nos filiales

COGEB

AFRIC CARRIERES

AFRIC CEMENTS

AFRIC MINING EXPLOSIF

AFRIC IMMOBILIER

COGEB energies



25, rue Rizmzekedo 27-02 - Ouagadougou - BURKINA FASO
Tél. : (226) 25 36 51 58 / 25 36 63 75 - Fax : (226) 25 36 54 78
info@cogeb.international **www.cogeb.international**

Les acteurs du RAF 2023

Léone Ouedraogo Adu-Safo



Cette journaliste originaire du Burkina Faso est basée en Belgique. Elle travaille pour la BBC depuis 2014. Elle a couvert divers sujets en Afrique et animé des émissions économiques. En 2022, elle a rejoint l'équipe numérique de BBC Africa et baigne dans un environnement particulièrement dynamique et innovant. Elle est ainsi permanemment au contact du génie créateur et de l'esprit d'entreprenariat des Africains. De sa position, Léone Ouedraogo Adu-Safo continue sa mission de mettre en lumière les « success stories » africaines en tant que journaliste, modératrice et maitresse de cérémonie.

Eric Christian Nya



Au Cameroun, c'est un visage connu du paysage audiovisuel et un talent reconnu et apprécié par le grand public. Titulaire d'un Master 2 en management de projets, obtenu à l'Institut Panafricain pour le Développement Afrique Centrale, Eric Christian Nya travaille depuis près de 10 ans à la Cameroon Radio Television (CRTV), comme producteur Radio/ TV, créateur de contenus. Il officie également comme maître de cérémonies et modérateur de plusieurs événements nationaux et internationaux (Cameroun, France, USA, Allemagne, Suisse, Belgique, Espagne).
Son savoir-faire s'oriente autour du management de la communication de projets, de la production audiovisuelle, de l'organisation événementielle, de la gestion des relations publiques. Rigoureux, dynamique, polyvalent, motivé, passionné, son savoir vivre, enrichit de ses différentes expériences, atteste de sa capacité d'intégration et d'adaptation. Tout cela lui a permis au gré de ses nombreux voyages, de côtoyer des personnes d'horizons variés et d'affirmer son aisance relationnelle.

Yvoire de Rosen



Avec son franc-parler, Yvoire de Rosen, est une personnalité afrobelge internationale. Elle incarne cette nouvelle génération de diplômés, mobiles, cosmopolites et multilingues. Yvoire est devenue l'un des symboles de la diversité culturelle, avec ses origines panafricaines fièrement affirmées. Toujours active, elle surfe avec aisance en plein cœur d'une ville d'Afrique ou d'Europe. Sur le plan professionnel, l'on n'a également du mal à la caser. En effet, Yvoire cumule de façon remarquable plusieurs casquettes : journaliste/présentatrice star, conférencière, coache internationale, activiste, enseignante, consultante anthropo-sociologue et communicante.
Elle revendique plus de 10 ans de scènes, de podiums, de plateaux de télévision/radio et met à profit toute son expérience et son talent lors pour marquer les esprits lors de chacune de ses sorties ou de prises de parole. Par la force des choses, Yvoire de Rosen est devenue une modératrice experte et intervenante/ conférencière dans le cadre de forums, salons, colloques et sommets de haut niveau. Et ses prestations lui ont valu de multiples awards et distinctions, de même qu'une reconnaissance quasi unanime de la presse internationale.

Basile Tchakounte



L'économiste camerounais a été nommé secrétaire général du FAGACE en 2017. Avant cela, il a occupé plusieurs postes de responsabilité dans le domaine économique et financier au Cameroun. Basile Tchakounte a également une solide expérience dans la gestion des institutions financières et de développement en Afrique. Il a notamment travaillé à la Banque africaine de développement (BAD) en tant que chef de division adjoint pour l'Afrique centrale et de l'Ouest. En tant que secrétaire général du FAGACE, Basile Tchakounte est responsable de la gestion quotidienne de cette institution financière panafricaine qui vise à faciliter le financement des projets d'investissement en Afrique en fournissant des garanties et des services de conseil aux investisseurs et aux institutions financières.

Lydia Mutyebele



Lydia Mutyebele Ngoi est née en 1978 à Lubumbashi, en République Démocratique du Congo. Elle est arrivée en Belgique à l'âge de six ans et y fait toutes ses études. Elle est titulaire d'une licence en droit assortie d'un master de spécialisation en droit international privé à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Avocate inscrite au barreau de Bruxelles, elle a travaillé chez « Avocat sans frontières » avant de faire l'expérience de plusieurs cabinets politiques. Très tôt elle s'intéresse à la politique et va rapidement en 2006, se faire élire conseillère communale, à tout juste 27 ans, de la plus grande municipalité de Belgique : la ville de Bruxelles.
Grâce à son engagement dans le milieu associatif et à sa ténacité, elle accède au mandat d'Echevine du Logement, du Patrimoine Public et de l'égalité des chances en 2020. Son portefeuille de compétences n'a jamais été confié à une femme auparavant. Lydia Mutyebele Ngoi apparait dès lors comme une pionnière et surtout comme un modèle pour la disapora africaine de Belgique. En privé, elle milite dans les milieux associatifs bruxellois, notamment dans l'ASBL (Groupement des femmes africaines inspirantes et actives) elle est également musicienne de formation et dirigeante d'une chorale gospel à la Nouvelle Jérusalem, église fondée par son père le feu Bishop Mutyebele et sa mère le Pasteur Rosiane.

Kanayo Awani



Kanayo Awani est la vice-présidente exécutive d'Afreximbank l'une des principales structures financières du continent. C'est la première femme à accéder à ce niveau de responsabilité au sein de cette institution. Elle y est chargée de la promotion du commerce intra-africain, en particulier la Zone de libre-échange africaine (ZLECAF). Diplômée en administration publique (spécialisation: Commerce international et finance) de l'Université de Harvard (Kennedy School of Government), elle est également titulaire de la bourse Edward S. Mason en politiques publiques et gestion à Harvard.
Elle a débuté sa carrière professionnelle au Nigeria et est notamment passée chez Citigroup avant de se consacrer au financement du développement. Aujourd'hui, après une carrière bien remplie, Kanayo Awani joue un rôle clé dans la promotion du commerce intra-africain. Son leadership et son impact sur le continent sont unanimement reconnus. Elle a juste titre été désignée en 2022, « femme de l'année » lors de l'Africa Financial Industry Summit de Lomé au Togo.

André Flahaut



André Flahaut est un homme d'État belge, Ministre d'État et Député fédéral. Au cours de sa riche carrière politique, il a occupé divers postes ministériels, dont celui de Ministre de la Défense. Il a également été Président de la Chambre des Représentants. Il est reconnu pour son engagement en faveur de la construction européenne, de la citoyenneté et des partenariats solidaires.
Soucieux du développement partagé, de la démocratie et des droits humains, il promeut des liens renforcés entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. Sa vision politique repose sur le dialogue et la proximité avec les citoyens. C'est un ami de l'Afrique, un continent qu'il a parcouru de fond en comble.

Hani Salem Sonbol



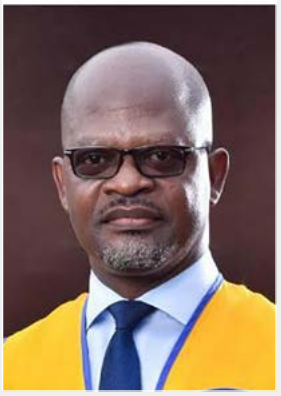
Hani Salem Sonbol est le Directeur Général de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC). Avec une carrière de trois décennies dans le financement multilatéral au développement, il a occupé diverses positions au sein du Groupe Banque Islamique de Développement (BID). Il a dirigé le bureau régional de la BID au Maroc, et il aussi été Directeur du Département du Financement et de la Promotion du Commerce, Directeur Général Adjoint de l'ITFC et Directeur Général par Intérim de la Société Islamique pour l'Investissement et le Crédit à l'Exportation (ICIEC). Sa formation comprend une Licence en Génie Civil, une Maîtrise en Gestion de l'Ingénierie et des programmes de leadership de renom.

Georges Donkor



L'actuel président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) Georges Donkor cumule plus de 27 ans d'expérience professionnelle. Il a une expertise diversifiée en finance, gestion stratégique, marketing, affaires juridiques et conformité. En sa qualité de président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), il a dirigé des initiatives clés comme l'ouverture du capital aux membres non régionaux et l'adoption des normes IFRS. Il a également mené le premier roadshow de la Banque aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il est titulaire d'un doctorat en administration des affaires et un master en recherche appliquée aux affaires de la Swiss Business School. Il est également titulaire d'un doctorat en marketing de la Commonwealth Open University et d'un Executive MBA de la University of Ghana Business School. Lauréat du prix de l'innovation du Ghana en 2019, Georges Donkor est aussi avocat au barreau du Ghana et président de plusieurs conseils d'administration au Ghana et à l'étranger.

Djibom Lossou Galé



C'est le Coordonnateur général finance et investissement de la Banque ouest africaine de développement (BOAD). C'est l'une des chevilles ouvrières de l'institution dirigée par Serge Ekué. Cet Ingénieur statisticien économiste (ISE), diplômé de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan en Côte d'Ivoire a débuté sa carrière professionnelle comme macro économiste au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Puis il a servi au sein du ministère togolais de l'Economie, des Finances et des Privatisations. Mais l'essentiel de sa carrière est lié à la BOAD qu'il a intégrée en juillet 2006 en tant que macro économiste principal. Au sein de la BOAD, Djibom Lossou Galé a gravi une à une les marches et a occupé des fonctions importantes.

Les acteurs du RAF 2023

Sidi Ould Tah



Dr. Sidi Ould Tah est le Président Directeur général de la BADEA- La Banque arabe pour le développement économique en Afrique depuis 2015. Il a auparavant occupé de nombreux postes de haut niveau tels que Ministre de l'Économie et des Finances, Ministre des affaires économiques et du développement et Conseiller principal du Président de la République et du Premier Ministre de la Mauritanie. Il est titulaire d'un Doctorat en économie de l'Université Nice-Sophia-Antipolis. Il maîtrise parfaitement les langues arabe, française et anglaise en plus d'une connaissance pratique de l'espagnol.

Simon Tiemtore



Il fait l'essentiel de sa carrière dans le domaine de la banque et de la finance. Mais Simon Tiemtore est un homme d'affaires attentif à ce qui se passe autour de lui, à la quête des opportunités pour contribuer à l'édification d'une Afrique conquérante. Il est le fondateur, Président et Directeur Général du Groupe Lilium et de Lilium Capital, une société d'investissement stratégique en Afrique avec des secteurs ciblés d'investissement dans les services financiers, l'énergie, les soins de santé, l'immobilier, la transformation agroalimentaire et les produits de grande consommation. Le Burkinabè est également le fondateur et le Président du Groupe de Vista Bank, une société de portefeuille de services financiers ayant pour objectif de construire un groupe institutionnel panafricain de premier ordre et de contribuer au commerce, à la croissance économique et à l'inclusion financière en Afrique. Par le passé Simon Tiemtore a été le responsable mondial des finances d'entreprise et des services conseils à la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et membre du Comité de direction exécutif. Il a aussi co-géré un fonds chez Morgan Stanley (Fonds de Situations Spéciales) à New York et travaillé chez PwC en finances d'entreprise à New York entre autres.

Didier Acouetey



Didier Acouetey préside le Groupe Afric-Search, un cabinet spécialisé dans la gestion des ressources humaines en Afrique. Le cabinet opère avec des bureaux en Afrique et est associé à Alexander Hughes, ayant une présence mondiale. Actif dans le développement africain, il co-fonde la première Chambre de Commerce Afrique-Asie du Sud-Est à Singapour et lance l'Africa SME Champions Forum avec des partenaires majeurs pour financer les PME africaines. Il est chroniqueur à Radio France International sur les thèmes de la formation, de l'emploi et de la création d'entreprises en Afrique. Didier Acouetey est titulaire d'un MBA de l'École Supérieure de Commerce de Paris et a suivi des cycles de perfectionnement en management dans plusieurs universités internationales.

Ylias Akbaraly



Ylias Akbaraly, est un prospère entrepreneur malgache d'origine indienne qui dirige le groupe Redland, leader mondial du broadcast et actif dans divers secteurs. Il représente aujourd'hui plus de 5000 employés directs et indirects sur trois continents. Le Groupe Sipromad, affilié, a une influence étendue en Afrique. Reconnu pour ses compétences et son élégance en affaires, Ylias Akbaraly a reçu des distinctions telles que le Pravasi Bharatiya Samman Divas– la plus haute reconnaissance du gouvernement indien à un Indien Non Résident (NRI)- et est Commandeur de l'Ordre National de Madagascar. En 2008, il a cofondé la Fondation Akbaraly pour réduire la pauvreté par des projets durables. Ylias Akbaraly a été élu « CEO of the year » en Décembre 2021 en Afrique.

Anne-Marie Dias Borges



La journaliste franco-capverdienne, traîne plus de 20 ans d'expérience médiatique. Elle a travaillé à la BBC Afrique, Africa24 TV et dirigé des équipes journalistiques pour BBC TV. C'est un visage et une voix connus en Afrique. C'est également un talent apprécié, de même que son engagement pour des actions caritatives au Cap vert, son pays. Pour l'ensemble de son œuvre, Anne-Marie Dias Borges a fait partie des 100 femmes africaines les plus influentes (Avance Media 2020) et est la 6ème femme de la diaspora la plus inspirante (ADIPWE 2021).

Patrice Melom



Patrice Melom est un ingénieur statisticien à la base. Mais il dirige actuellement, le Port Autonome de Kribi (PAK), une infrastructure que les autorités camerounaises veulent établir comme référence dans le Golfe de Guinée. Et qui mieux que Patrice Melom pour mettre le PAK sur les bons rails. S'il a débuté sa carrière en tant qu'ingénieur au ministère du Plan, travaillé au Contrôle supérieur de l'État en tant que contrôleur, ainsi que dans les services du Premier ministre, Patrice Melom a surtout été le coordonnateur de la première phase du projet du Complexe Industrialo-portuaire de Kribi (CIPK). Le PAK c'est « son bébé » en quelque sorte et c'est fort logiquement qu'il a été désigné premier DG du Port Autonome de Kribi en 2016, et il gère également la zone industrialo-portuaire. Travailleur acharné et dirigeant visionnaire, il a en quelques années fait de Kribi, une plaque tournante de l'activité logistique et portuaire dans le Golfe de Guinée.

Edoh Kossi Amenounve



Le Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE est un expert en finance, titulaire d'un doctorat en Sciences de l'administration et un MBA de l'Université Laval au Canada. Actuellement Directeur général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), il a également occupé des postes clés dans le système financier de l'UEMOA. Il est à l'origine de réformes majeures du marché financier, de la réforme des garanties à l'harmonisation fiscale. Ses contributions ont revitalisé la place boursière de plusieurs pays en Afrique de l'Ouest. C'est également un auteur à ses heures perdues. Il intervient régulièrement dans des conférences sur l'économie et la finance. Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE est reconnu comme l'un des spécialistes financiers les plus influents en Afrique.

Lynda Aphing-Kouassi



L'Ivoirienne Lynda Aphing-Kouassi a été Directrice des investissements chez Vaultex UK Ltd à Londres, où elle était en charge du portefeuille clients et de la stratégie d'investissement. Elle aurait donc pu mener une carrière professionnelle confortable à Londres. Mais l'appel du continent a été trop fort, tout autant que l'envie d'aider les plus démunis. Depuis qu'elle est revenu en Afrique, Lynda Aphing-Kouassi est la Fondatrice et CEO du Cabinet International KAIZENE, avec une expertise reconnue en conception et développement organisationnel, transformation d'entreprises, et stratégie d'attractivité pour les PME. Elle est un leader inspirant et a été sélectionnée parmi les personnalités africaines les plus influentes en 2022. Elle a également été identifiée comme une actrice clé du développement africain par des magazines tels que CIO Look, Forbes et Financial Afrik.

Tahirou Barry



Tahirou Barry est la Directrice financière des Ports et terminaux d'Africa Global Logistics depuis 2020. Elle a rejoint l'entreprise en 2013 après avoir travaillé chez Ernst & Young et Shell. Elle a également été Directrice générale de Conakry Terminal, contribuant à la modernisation du principal port de Guinée. Son objectif est d'améliorer la productivité des terminaux et de maîtriser les coûts portuaires pour soutenir la croissance du réseau d'AGL en Afrique. Tahirou Barry est de nationalité guinéenne et est diplômée en Audit et Contrôle de Gestion de l'Université Paris Dauphine.

Simon Pierre Etoundi



Simon Pierre Etoundi est un journaliste expérimenté. Il a fait l'essentiel de sa carrière au sein de la rédaction du quotidien national d'information bilingue Cameroon Tribune. Il surfe sans problème aussi bien sur le traitement de sujets de sport, de politique que d'économie. Il a couvert à travers le monde les plus grands événement sportifs, économiques ou politiques. Actuellement, il officie comme rédacteur en chef du magazine Notre Afrik. Ses principaux centres d'intérêt tournent autour des questions économiques et de gouvernance.

Abdoul Salam Bello



Abdoul Salam Bello est originaire du Niger. Mais en tant qu'administrateur du groupe de la Banque mondiale (GBM) pour le groupe Afrique II depuis novembre 2022, il défend les intérêts de 23 pays qui en font partie. Il donne des orientations stratégiques, exerce un contrôle sur les questions opérationnelles et financières, et approuve l'utilisation des ressources financières.

A la Banque mondiale ce quadragénaire bardé de diplômes, est dans son univers. Ainsi, avant d'être administrateur, il a été administrateur suppléant et conseiller de l'administrateur. Du reste, il a une solide expérience des institutions multilatérales et du secteur privé. Il notamment servi à la Banque islamique de développement, à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) ou au secrétaire exécutif de l'Agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Auda-Nepad). Il n'a qu'une boussole: le développement de l'Afrique.

Abdoul Salam Bello est notamment très engagé dans des initiatives visant à promouvoir l'inclusion financière en Afrique et participe régulièrement à des fora internationaux pour faire entendre la voix du continent.

Les acteurs du RAF 2023

S.E. Julius Maada Bio



Julius Maada Bio est le président de la Sierra Leone depuis avril 2018. Cet ancien officier supérieur de l'armée sierra léonaise a remporté l'élection présidentielle de 2018 en tant que candidat du Parti du peuple de la Sierra Leone (SLPP). Il a été réélu pour un second mandat lors de l'élection présidentielle de novembre 2021. En tant que président, Julius Maada Bio s'est engagé à lutter contre la corruption, à promouvoir le développement économique et à améliorer les conditions de vie des Sierra-Léonais. Il a également pris des mesures pour renforcer la gouvernance et la transparence dans le pays. Julius Maada Bio a mis en place plusieurs initiatives et réformes, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Il a également lancé des programmes pour promouvoir l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes.

Paule Renée Etogo



Diplômée en communication et Marketing de l'université de Bologne en Italie, l'ancienne cadre de Extra-Banca et Vodafone, est aujourd'hui la directrice des opérations du groupe de presse Samori Media Connection, éditeur du magazine Notre Afrik. Elle est surtout la Déléguée générale du Rebranding Africa Forum (RAF), la cheville ouvrière d'un forum qui s'attèle à l'amélioration de l'image et à la promotion des atouts de l'Afrique. Le RAF sert de plateforme pour établir des partenariats entre tous ceux qui veulent investir sur le continent africain. En ce sens, Paule Renée Etogo est une valeur sûre pour la valorisation du potentiel du continent.

Abbas Mahamat Tolli



Le Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Abbas Mahamat Tolli est un homme au parcours remarquable. Titulaire d'un Bachelor en Administration des Affaires de l'Université de Québec, il a occupé plusieurs hautes fonctions dans son pays, dont celui de ministre des Finances du Tchad entre 2005 et 2008. Il a aussi été pendant trois ans, secrétaire général de la Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC) puis en 2015, Président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC). Depuis janvier 2017, il dirige avec succès la Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale. Il va quitter prochainement cette fonction, mais son expérience parle pour lui et il devrait continuer à servir au Tchad ou ailleurs.

Emmanuel Wafo



Emmanuel Wafo Foko est le Président directeur général de MIT CHIMIE. Il a démarré ses activités en 1998 avec un bureau de 20 m² et un employé. 25 ans plus tard, il est à la tête d'un Groupe d'entreprises spécialisé dans la transformation du plastique basé à Douala au Cameroun et installé sur une superficie de 1 hectare. Le Groupe d'entreprises dirigé par Emmanuel Wafo emploie à ce jour, plus de 250 Camerounais. Le PDG de MIT CHIMIE est par ailleurs membre du GICAM, organisation patronale camerounaise depuis 2005. Entre 2014 et 2016 il a été membre du Conseil Exécutif et Président de la Commission protection de l'industrie locale. Depuis 2019, il est Président de la Commission de l'Economie et Développement de l'Entreprise au sein de l'auguste organisation.

Samba Bathily



Cet entrepreneur et homme d'affaires d'origine malienne est le co-fondateur et PDG de Solektra International, une société qui se concentre sur les solutions d'énergies renouvelables en Afrique. Samba Bathily est connu pour son travail de promotion du développement durable et d'accès à l'énergie propre dans les zones rurales d'Afrique. Il a été reconnu pour ses efforts et a été désigné l'un des « 100 Africains les plus influents » par le magazine New African en 2014. Il dirige aujourd'hui un conglomérat d'entreprises, le groupe Africa Development Solutions (ADS) qui revendique un chiffre d'affaires annuel de deux cent quarante millions de dollars et près de 1000 employés. Samba Bathily est par ailleurs un afro-optimiste convaincu, qui croit au potentiel du continent.

vistabankgroup.com



CARTES PRÉPAYÉES **VISTA** CASH

DÉPENSER DEVIENT SIMPLE...

MA CARTE, MA LIBERTÉ.

- FAITES VOS ACHATS EN MAGASIN ET EN LIGNE
- FAITES VOS RETRAITS AUX GUICHETS AUTOMATIQUES
- CONVIENT PARFAITEMENT AUX HOMMES D'AFFAIRES, AUX VOYAGEURS OU AUX ÉTUDIANTS

DEMANDEZ UNE CARTE PRÉPAYÉE VISTA CASH ICI DÈS AUJOURD'HUI

OFFRE SOUMISE À CONDITIONS.



VISTA
BANK

Les acteurs du RAF 2023

Adalgisa Barbosa Vaz



Pour Adalgisa Barbosa Vaz, la Secrétaire d'État à la Promotion des entreprises au Cap Vert, les questions de développement en Afrique et les problématiques financières n'ont pas de secret. Elle revendique en effet plus de 30 ans d'expérience dans la gestion d'organisations publiques et privées. Elle a notamment été PDG de la Banque Caixa Económica de Cabo Verde pendant 16 ans. Elle a aussi dirigé des initiatives financières et a été administratrice suppléante de la Banque africaine de développement de 2019 à 2022. Elle est également présidente du conseil d'administration du Fonds souverain de garantie des investissements du secteur privé.

Alain Blaise Batongue



C'est un journaliste à la base et il a gravi une à une les marches pour devenir une référence dans la profession au Cameroun et au-delà. Il a été pendant de nombreuses années, journaliste, rédacteur en chef et directeur de publication, d'un quotidien, Mutations qui a pignon sur rue au Cameroun.
Il a occupé des postes clés avec un impact notable. En tant que Rédacteur en chef et Directeur de Publication, il a gagné la confiance des pairs et des autorités. En tant que Secrétaire Exécutif du GICAM, il a défendu les entreprises et dialogué avec les pouvoirs publics. En tant que président et vice-président de la section Afrique de l'Union de la presse francophone, il a favorisé un développement centré sur l'humain. Avec Scope Consulting & Services, il a exploité son expertise médiatique et économique. Actuellement chez Orange Cameroun, il facilite les relations et coordonne des initiatives. Sa carrière dénote un engagement diversifié pour le développement.

Isabelle Bébéar



Isabelle Bébéar a beau être la directrice des affaires internationales et européennes de Bpifrance depuis 2001. Elle est surtout devenue par la force des choses une avocate acharnée de l'Afrique et de ses potentialités. Elle a notamment été la cheville ouvrière de plusieurs actions et structures tendant à montrer le continent africain sous son meilleur jour. Elle gère des initiatives telles qu'EuroQuity pour la mise en relation des entreprises innovantes et dirige un fonds d'investissement pour les entreprises africaines.
Sous sa houlette, Bpifrance a contribué à la création et au développement d'institutions africaines de financement des entreprises, et davantage Bpifrance a développé son réseau en Afrique. Ce réseau est au service des entreprises françaises et du développement du continent. Isabelle Bébéar occupe également des postes clés au sein de diverses organisations financières et de développement et ne manque aucune occasion de se tourner vers le continent africain.

Jean Van Wetter



Un citoyen du monde et un homme qui a vu du pays. Jean Van Wetter le directeur général d' Enabel, l'Agence belge de développement a vécu sur trois continents. Ses périgrinations à travers le monde pour des raisons familiales, professionnles ou simplement pour son goût de l'aventure et des découvertes, ont fait de lui, un homme à l'écoute des autres et qui aborde avec conviction les défis mondiaux tels que le changement climatique et les inégalités. Avec 2 200 employés, Enabel gère 170 projets dans 20 pays.
Et dans son panorama, l'Afrique occupe une place particulière. Il l'a parcourue du Nord au Sud et d'Est en Ouest? Le directeur général d'Enabel est convaincu que l'Afrique a besoin d'assistance dans son développement, à travers la vision de la politique fédérale de la Belgique, mais également à travers des partenariats avec le secteur privé. Du reste, pour le diplômé de la Solvay Brussels School of Economics and Management, "le développement, c'est un triangle à trois composantes d'égale importance : gouvernement, société civile et secteur privé. C'est un équilibre et une dynamique ». Et cette définition est conforme à son pedigree.

Ottoniel Santos



Un technocrate et un homme de terrain. Cette référence convient parfaitement à Ottoniel Santos qui sert depuis 2021 au sein du gouvernement angolais en qualité de
Secrétaire d'État aux Finances et au Trésor. Mais avant cela, Ottoniel Santos a fait ses classes au sein de l'administration et de structures financières angolaises.
Ce titulaire d'un diplôme en économie de l'Université catholique d'Angola, obtenu en 2006, a lancé sa carrière comme auditeur interne chez Canco Totta de Angola en 2003. En plus de 20 ans d'activités, il a acquis une vaste expérience sur la dynamique des marchés financiers en Angola, grâce aux différentes fonctions qu'il a occupées.
Il a notamment été directeur général de la Bourse des valeurs angolaises (BODIVA).
Il a aussi été directeur exécutif de la Commission du marché des capitaux, entre 2016 et 2019.

Audrey Alévina



Audrey Alevina est la co-fondatrice de Dhow Kimura, un fonds d'investissement africain, qui se concentre sur le financement durable du commerce. Avec plus de 15 ans d'expérience en conseil pour PME, gouvernements et multinationales, elle a créé Alevina & Partners pour le conseil en commerce et financement de projets en Afrique. Son expertise en réglementations africaines et en sécurisation financière lui a valu une collaboration régulière avec des banques de développement. Audrey Alévina a débuté chez PWC et EY dans les domaines d'audit/finance et fiscalité.

Omer Gatien Maledy



Omer Gatien Maledy est un professionnel camerounais avec 36 ans d'expérience dans les filières cacao et café. Il est actuellement le Secrétaire Exécutif du Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café au Cameroun (CCIC) et consultant pour plusieurs organisations. Ses réalisations clés incluent des programmes pour l'insertion des jeunes dans la culture du cacao et du café, l'autonomisation des femmes rurales, et la mise en place d'une filière de cacao haut de gamme. Il a également œuvré pour la professionnalisation des producteurs en structurant des coopératives et en fournissant des formations aux bonnes pratiques agricoles et commerciales, tout en identifiant et géo référençant les exploitations des producteurs.

Fatimatou Ousmanou



Fatimatou Ousmanou, est une « afropreneure » convaincue. Elle croit au potentiel de l'Afrique et œuvre avec ses moyens et ses idées à son essor. Toutes ses nombreuses initiatives entrepreneuriales sont inspirées par le continent ou lui sont dédiées. Avec TapTap Send, une startup fintech, elle favorise la croissance en Afrique et facilite les transferts d'argent des diasporas africaine et asiatique. Elle est également présidente de Mboa Paris, un salon dédié à la diaspora camerounaise, et dirige l'agence de marketing Sembe Agency. Elle enseigne également le management de projets et l'innovation en Afrique.

Natasha Dimban



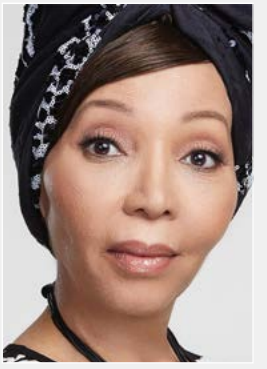
Avec plus de 15 ans d'expérience dans la tech et la fintech, Natasha Dimban est devenue Chief Technical Officer chez Bizao en 2019, marquant sa place parmi les femmes leaders mondiales dans la tech. Elle se consacre à promouvoir la tech auprès des jeunes, autonomiser les femmes dans le secteur et soutenir les opérateurs tech africains. Spécialiste Afrique à l'Observatoire de la fintech, elle intervient dans des écoles prestigieuses et est diplômée de l'École Supérieure Polytechnique de Dakar et de l'École Centrale de Lyon.

Woumarou Mourindi



Woumarou Mourindi a fait ses preuves dans le domaine financier et de la gestion. Il est actuellement Directeur des finances chez Vista Group Holding depuis août 2022. Auparavant, de janvier 2017 à août 2022, il a été Contrôleur financier senior chez Oragroup. De septembre 2012 à décembre 2016, il a occupé le poste d'Auditeur financier Senior chez KPMG Togo. Son expérience couvre un large éventail de responsabilités financières et opérationnelles, de la consolidation comptable à la gestion de projets majeurs et à la supervision de la croissance externe.

Bridgette Motsepe



En Afrique du sud son pays c'est une pionnière. C'est la première femme à s'investir dans le secteur minie. Bridgette Radebe est la fondatrice, présidente exécutive et PDG de Mmakau Mining (Pty) Ltd. Aujourd'hui, Mmakau mining détient des participations dans des mines de platine, de charbon, de chrome et d'or ainsi que dans Shaft Sinkers, une société spécialisée dans le développement minier dans le monde entier. Femme de conviction, elle se dévoue à plusieurs causes sociales et use de toute son influence pour plus de justice sociale dans son pays et au-delà. Bridgette Motsepe est depuis quelque temps, Ambassadrice de bonne volonté du Parlement panafricain.

Les acteurs du RAF 2023

Léocadie Ebakissé



Léocadie Ebakissé est une femme engagée et visionnaire qui excelle dans deux domaines : le conseil en stratégies transformationnelles et la promotion des leaders. Fondatrice de Talents Awake en 2015, elle a introduit le concept de Leadership d'Alliances. Elle soutient l'éducation financière des femmes et leur réinsertion professionnelle en Europe et en Afrique. Elle est l'auteure du livre "L'Énergie de l'Ambition" et anime des émissions explorant le leadership et l'alliance.

Richard Evina Obam



Par la force des choses, Richard Evina Obam, est devenu le garant de la fortune publique au Cameroun et veille aux bonnes pratiques en matière des finances. En effet, de 2017 à 2023, il a dirigé la Caisse autonome et d'amortissement (CAA), un organisme étatique chargé notamment de fournir au gouvernement des éléments nécessaires à l'élaboration de la politique d'endettement du pays. Par la suite, il a été nommé en janvier 2023, directeur général de la nouvelle Caisse des dépôts et consignations du Cameroun. Richard Evina Obam a obtenu des diplômes en droit public et en administration publique. Sa carrière inclut des postes dans l'administration fiscale, notamment en tant que chef de division des grandes entreprises à la Direction générale des imports (DGI). Il a également été conseiller technique au Ministère des finances, administrateur de SCB Cameroun et de la Société nationale d'investissements (SNI).

Bijou Tshiunza



La bien nommée Bijou Tshuinza brille au sein de la diaspora africaine de Belgique. Elle a débuté ses études en République démocratique du Congo (RDC), puis a déménagé en Belgique. Après sa licence en Sciences-économiques à l'Université Libre de Bruxelles en 2003, elle a travaillé en RDC et rejoint BNP PARIBAS FORTIS en Belgique en 2011. Elle préside le réseau interne Friends of Africa, promouvant la diversité et la croissance en Afrique. En 2019, elle a créé MICRODEV, une institution de microfinance pour soutenir financièrement et professionnellement principalement des femmes entrepreneures en RDC.

Adama Aristide Ouattara



Aristide Ouattara est l'associé en charge de l'industrie financière au sein de Deloitte Afrique francophone. Il est également responsable du Métier Risk Advisory et accompagne les institutions financières et entreprises africaines et internationales dans leurs projets de croissance ou de transformation en utilisant la gestion des risques comme un véritable vecteur de performance. Aristide est également très impliqué dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'inclusion financière en Afrique, à travers notamment son rôle de Board Member de Côte d'Ivoire Fintech Association.

Lacina Koné



Lacina Koné, a rejoint le Secrétariat de Smart Africa en tant que directeur général en mars 2019. Sous sa direction, Smart Africa a mis au point l'élaboration de plans directeurs continentaux pour l'Afrique sur l'identité numérique, les start-ups TIC et les écosystèmes d'innovation, les villages intelligents et la « Smart Broadband 2025 », en plus de faire avancer d'autres initiatives supplémentaires clés. En reconnaissance de ce travail, Lacina Koné a été reconnu en 2021 comme 12e parmi les 50 personnalités faisant avancer la transformation numérique de l'Afrique.

PORT AUTONOME DE KRIBI
PORT AUTHORITY OF KRIBI

BESOIN DE RESSOURCES POUR DEVELOPPER VOS PROJETS DANS LA ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DE KRIBI ?

NOTRE PLAN IFI2P PEUT MOBILISER DES FINANCEMENTS POUR VOUS.



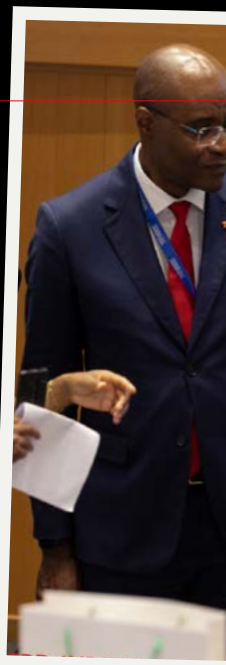
Smart Port, Attractive Business

+237 222 462 100 | contact@pak.cm | @portofkribi | kribiport | PortofKribi

www.pak.cm


REBRANDING
AFRICA FORUM

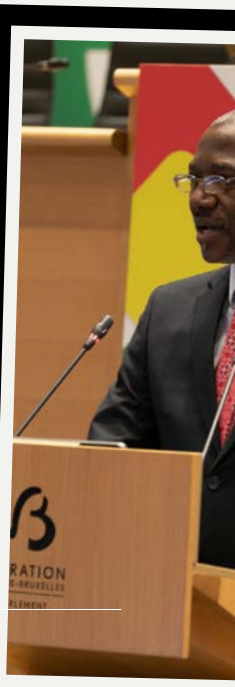

FÉDÉRATION




Maman
Carole
Aphing-Kouassi
Lynda
Bayo
Yassin
Kaboré
Harouna
REBRANDING




VIP
VIP
VIP
Tamba











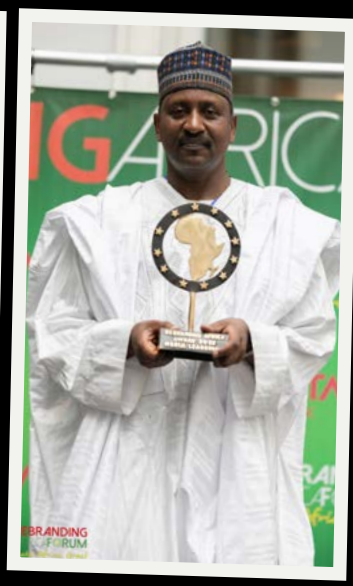

REBRANDING
AFRICA FORUM
20-21 Octobre 2022
BRUXELLES
FÉDÉRATION




Da Silva
















REBRANDING AFRICA FORUM



REBRANDING AFRICA FORUM
Make Africa Great

9ème REBRANDING AFRICA FORUM
Bruxelles, les 20- 21 OCTOBRE 2023

Thème :
« Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité & modernité : les chemins de l'inclusion financière »

Vendredi 20 Octobre 2023
- Brucity-Rue des Halles 4, 1000 Bruxelles -

18h30-19h00 : Accueil et enregistrement des participants

✓ Allocution de **Paule Renée Etogo-Ebongue**, Déléguée Générale du Rebranding Africa Forum
✓ Allocution de **Bridgette Motsepe**, Ambassadrice de bonne volonté du Parlement panafricain.
✓ Allocution de **Basile Tchakounte**, Sécrétaire Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE)
✓ Allocution de **Emmanuel Wafo** Directeur Général de Mit Chimie
✓ Allocution de **Mr Samba Bathily,** CEO ADS Group
✓ Allocution de **Lydia Mutyebele Ngoi**, Échevine du Logement, du Patrimoine public et de l'Égalité des chances de Bruxelles

Samedi 21 Octobre 2023
- Hôtel DoubleTree by Hilton- Rue Gineste 3, 1210 Bruxelles

8h00-8h30 : Accueil et enregistrement des participants
08h45 - 9h00 : Ouverture du Forum et mot de bienvenue **Thierry Hot, Président du Rebranding Africa Forum**

09h00 – 09h40 : Communications Inaugurales
- **Eng. Hani Salem Sonbol,** CEO-International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC)
- **George Agyekum Donkor,** Président-Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)
- **Abbas Mahamat Tolli ,** gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC)
- **Kanayo Awani**, Vice-Présidente Exécutive - Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank)
- **André Flahaut,** Ministre d'État - Royaume de Belgique
- **S.E.M Julius Maada Bio,** Président de la République de Sierra Leone

09h50-10h10 : Conversation avec **Ylias Akbaraly,** PDG de Redland (Holding de Thomson Broadcast, GatesAir et Groupe Sipromad)
Modération : Didier Acouetey, CEO, AfricSearch

10h20 – 11h35 : Panel 1
Les modèles de financement des économies africaines.
Etat des lieux et perspectives.
- **Abdoul Salam Bello,** Executive Director, World Bank Group
- **Ottoniel Dos Santos,** Secrétaire d'Etat aux Finances, République d'Angola
- **Adalgisa Barbosa Vaz**- Ministre Déléguée à la promotion des Entreprises, République du Cap-Vert
- **Isabelle Bébéar**, Directrice des Relations Internationales, BPI France
- **Jean Van Wetter**- DG, Agence Belge de Développement (ENABEL)
Modération: Alain Blaise Batongué, Directeur des affaires institutionnelles, Orange Cameroun

11h45-12h00 : Conversation avec Patrice Melom, DG, Port Autonome de Kribi (PAK)
Modération : Anne-Marie Dias Borges- Journaliste

12h10 – 13h25 : Panel 2
Fintechs et inclusion financière en Afrique

- **Omer Gatien Maledy,** Secrétaire Exécutif, Conseil interprofessionnel Café-Cacao du Cameroun (CCIC)
- **Fatimatou Ousmanou,** Co-founder, Tap-Tap Send Cameroon
- **Woumarou Boube Mourindi**, Directeur des Finances, Vista Bank Group
- **Natasha Dimban, Experte Afrique**, L'Observatoire de la Fintech
- **Audrey Alevina,** Associée Fondatrice, Fonds Dhow Kimura (African Commodity Trade Finance Fund)
Modération : Anne-Marie Dias Borges- Journaliste

13h35-14h35 : Lunch Break
Keynote Speaker: Simon Tiemtoré- Président Lilium Group et Vista Bank

14h45-15h00 : Conversation avec
Felix Edoh Kossi Amenounve, DG, Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)
Modération : Lynda Aphing-Kouassi- CEO de Kazeine

15h10-16h25 : Panel 3
Les Banques traditionnelles ont-elles un avenir ?

- **Richard Evina Obam,** DG, Caisse de dépôts et consignations du Cameroun (CDEC)
- **Bijou Tshiunza:** CEO MICRODEV
- **Lacina Koné,** DG Smart Africa
- **DJIBOM Lossou Galé** Coordonnateur général du pôle Finance et Investissement de la BOAD.
- **Aristide Ouattara-** Risk Advisor & Responsable de l'industrie financière, Deloitte Afrique Francophone
Modération : Léocadie Ebakissé- CEO de Talents Awake

16h45-17h00 : Conversation avec
Tahirou Barry, Directrice financière Ports et terminaux, Membre du Comité de Direction d'AGL
Modération : Simon Pierre Etoundi - Rédacteur en Chef Notre Afrik magazine

17h10: Communication finale
Dr Sidi Ould Tah, Président, Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)

17h20 : Mot de clôture
Soirée de Gala des Rebranding Africa Awards
- Hôtel le Châtelain, Rue du Chatelain 17 , 1000 Bruxelles-

19h30-23h30 : Soirée de gala
✓ Accueil installation
✓ Cérémonie des Rebranding Africa Awards
✓ Divertissements culturels



En Ouganda, Enabel a collaboré avec le ministère de l'éducation et des sports pour construire et rénover une trentaine d'écoles. L'Utilisation de matériaux de construction locaux et naturels a permis d'obtenir un résultat durable et respectueux de l'environnement.

Coopération internationale : partenariat, créativité et innovation

Enabel est l'agence belge de coopération internationale. Sa mission est d'œuvrer pour un monde durable où toutes les personnes vivent dans un État de droit et ont la liberté de s'épanouir pleinement.

Avec ses partenaires, Enabel fournit des solutions pour relever des défis mondiaux urgents - le changement climatique, l'urbanisation, la mobilité humaine, la paix et la sécurité, les inégalités sociales et économiques - et pour promouvoir la citoyenneté mondiale. L'agence a plus de 20 ans d'expérience dans divers domaines allant de l'éducation et des soins de santé à l'agriculture, en passant par la protection de l'environnement, la numérisation, l'emploi, la paix et la sécurité.

L'expertise d'Enabel est sollicitée dans le monde entier - par le gouvernement belge, les institutions de l'Union européenne, le secteur privé et les gouvernements d'autres pays. L'agence collabore avec des entreprises, des acteurs de la société civile et des institutions de recherche et elle encourage une interaction fructueuse entre la politique de développement et d'autres domaines.

Jean Van Wetter, CEO d'Enabel :
« En 2050, une personne sur quatre dans le monde sera africaine. En 2100, ce sera presque une personne sur deux. Tels sont les faits. Alors que la population européenne vieillit et stagne, l'âge médian en Afrique est de 20 ans.

Le développement du continent africain est donc une opportunité extraordinaire pour l'Europe et le monde. L'Afrique est un foyer de créativité et d'innovation et nous sommes convaincus que les grandes inventions de demain viendront d'Afrique. »

« Dans ce contexte, notre modèle de coopération doit être complètement transformé, et nous sommes fiers des récents changements de stratégie et d'attitude d'Enabel à cet égard. Cela fait bien longtemps qu'il n'est plus question de relations Nord-Sud ; il s'agit à présent de partenariats à part entière avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, d'une coopération d'égal à égal, d'idées et d'innovations partagées qui ne proviennent absolument plus exclusivement de « notre côté ».

« Plus que jamais, nous devons collaborer avec d'autres acteurs, avec les entreprises, des organisations, la diaspora, des services publics... Ce que nous appelons « développement » n'est assurément pas le monopole d'agences comme Enabel. Le développement d'un pays et la création de richesses passent immanquablement par une collaboration entre les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile. Chacun doit jouer son rôle et il est préférable de le faire ensemble, et non côte à côte. »

Enabel en chiffres

- **Expérience**: +20 ans
- **Activités**: 340 millions d'euros
- **Personnel**: 2100
- **Pays**: 22*
- **Projets en cours**: 170
- **Recrutements**: 573 en 2022
- 40 **nationalités**

* Belgique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Jordanie, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Palestine, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie

Enabel

enabel.be

Rejoins-nous
et fais la différence



Jean Van Wetter
CEO



Banque

Vista Bank poursuit son expansion

Le Groupe bancaire a signé un accord financier pour racheter, sous réserve des approbations réglementaires, 61,4% des actions d'Oragroup S.A, la société holding d'Orabank, renforçant ainsi sa position sur le marché bancaire africain.

Par Klara NGATCHA

Jusqu'où ira Vista Bank, le groupe bancaire dirigé par l'Américain d'origine Burkinabè Simon Tiemtoré ? « Devenir un établissement financier panafricain de classe mondiale et participer à l'inclusion économique et financière en Afrique ». Tel est l'objectif de l'institution. Pour ce faire, le Groupe Vista, en tant que société holding de services financiers, a déjà établi des partenariats avec plusieurs établissements financiers internationaux afin de mettre en œuvre sa stratégie de croissance. Le rachat des actifs d'Oragroup, propriétaire d'Orabank, qui, il y a encore quelques semaines était présent dans 12 pays d'Afrique de l'ouest (Togo, Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal, Burkina Faso, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Tchad, Gabon, Mauritanie), est une étape supplémentaire dans le développement de Vista Bank.



© DR



Sous réserve des autorisations réglementaires dans ces pays, 61,4 % des actions d'Oragroup S.A, la société holding d'Orabank basée à Lomé soit un total d'actifs de 7,7 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, vont passer entre les mains de Vista Group. Les deux entités (Vista Group et Oragroup) vont ainsi former un groupe bancaire de premier plan opérant dans 16 pays avec plus de 270 agences et représentant un total d'actifs combinés de plus de 10 milliards de dollars. Cette opération de rachat permet également de réaliser des synergies opérationnelles entre les deux groupes bancaires. Cela peut se traduire par des économies d'échelle, une meilleure utilisation des ressources et une optimisation des processus opérationnels. En renforçant sa présence en Afrique de l'Ouest, Vista Bank peut envisager d'étendre ses activités dans d'autres régions du continent.

Pour Simon Tiemtore, Président du Conseil d'Administration du Groupe Vista, « le rachat d'Oragroup est une étape importante dans notre stratégie de croissance visant à devenir un groupe de services financiers panafricain présent dans 25 pays et à jouer un rôle de catalyseur du développement économique. Vista Group est désormais bien positionné pour soutenir le plan de développement, le commerce et les investissements en infrastructures de trois zones économiques majeures à croissance rapide : la ZMAO, l'UEMOA et la CEMAC. »

Pour Simon Tiemtore, Président du Conseil d'Administration du Groupe Vista, «le rachat d'Oragroup est une étape importante dans notre stratégie de croissance visant à devenir un groupe de services financiers panafricain présent dans 25 pays et à jouer un rôle de catalyseur du développement économique.»

Toutefois, si le Groupe Vista apprécie depuis quelques semaines à sa juste valeur une avancée notable vers l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir devenir un groupe bancaire panafricain de référence, ses responsables savent qu'il y a encore du chemin à faire. Du reste, dans la stratégie 2020-2025 du groupe, il est question d'être présent dans 25 pays. Et pour mener son offensive sur l'Afrique, Simon Tiemtoré s'est entouré de valeurs sûres de la diaspora : Didier Nkiere, Abib Gaye, Thierry Hot, Stéphane Ouedraogo et Yassin Bayo.

Dans sa stratégie d'expansion, Vista Group reste attentif à toutes opportunités dans la zone CEMAC, un marché à fort potentiel. En attendant, avec l'accord conclu avec Orabank, Vista Bank renforce sa présence en Afrique de l'Ouest et consolide sa position sur le marché bancaire régional. Cela lui permet de bénéficier des opportunités de croissance et de mieux servir les besoins financiers des populations et des entreprises locales à travers des produits bancaires innovants.■



Institutions

La CEA dans une nouvelle ère

Le Rwandais Claver Gatete va succéder à la Camerounaise Vera Songwe à la tête de l'institution onusienne.

Par Vanessa ITGNIA

La page Vera Songwe est définitivement tournée à la Commission économique pour l'Afrique. Un an après sa démission, l'économiste camerounaise a enfin trouvé un successeur en la personne de Claver Gatete, l'ancien ministre des Finances et de la Planification économique du Rwanda. Agé de 61 ans, le Rwandais doit prendre prochainement ses fonctions. En annonçant le 6 octobre, la nomination de Claver Gatete, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a mis un terme à plus d'un an d'incertitudes à la suite de la démission surprise de l'économiste camerounaise en août 2022. Si jusqu'ici, le Mozambicain Antonio M. A. Pedro, secrétaire exécutif adjoint assurait l'intérim à la tête de la CEA, les ambitions affichées de plusieurs personnalités pour prendre le relais de la Camerounaise étaient devenus des motifs de crispation au sein de l'institution.

En tout cas, ce ne sera ni l'économiste togolais Kako Nubukpo ni la Nigériane Ahunna Eziakonwa, les deux principaux candidats qui se démarquaient pour succéder à Vera Songwe. Ce sera donc l'actuel ambassadeur et représentant permanent du Rwanda auprès des Nations unies à New York. Claver Gatete a été désigné pour apporter sa « grande expertise en matière de leadership stratégique, associée à une expérience internationale du paysage politique et financier du continent africain », selon les Nations unies. Le Rwandais n'est effectivement pas dépourvu d'expérience et de compétence. Dans son pays, il a notamment occupé plusieurs postes gouvernementaux de premier rang : ministre des Infrastructures (2018-2022) et ministre des Finances et de la Planification économique (2013-2018). Dans une autre vie, Il a également été gouverneur adjoint puis gouverneur de la Banque nationale du Rwanda de 2009 à 2013. Par ailleurs, il n'est pas totalement étranger au système des Nations unies. Il a notamment été économiste national du Programme des Nations unies pour le développement à Kigali. Il ne sera donc pas dépaysé à la CEA.

Cette institution a besoin d'un nouveau souffle après les passages très remarqués de du Bissau-Guinéen Carlos Lopès et de la Camerounaise Vera Songwe à sa tête. Ces deux personnalités au rayonnement international indiscutable ont réussi à braquer les projecteurs sur la CEA au cours de la dernière décennie. Ils ont ainsi rappelé son rôle aux Africains qui est de soutenir le développement économique et social du continent en fournissant des analyses, des conseils politiques et des recommandations, ainsi qu'en facilitant le dialogue et la coopération entre les acteurs du développement en Afrique. Et face aux difficultés économiques des Etats et aux insuffisances de leur vision stratégique, la CEA est devenue par la force des choses le phare qui éclaire dans la pénombre.

> **Claver Gatete devra donc poursuivre les chantiers entamés par ses prédécesseurs. Notamment en ce qui concerne l'industrialisation de l'Afrique, l'impact des changements climatiques sur le développement, la résilience de l'Afrique face aux pandémies comme la Covid-19 et la participation du secteur privé dans le développement du continent.**

Claver Gatete devra donc poursuivre les chantiers entamés par ses prédécesseurs. Notamment en ce qui concerne l'industrialisation de l'Afrique, l'impact des changements climatiques sur le développement, la résilience de l'Afrique face aux pandémies comme la Covid-19 et la participation du secteur privé dans le développement du continent. En outre, les problématiques liées aux Objectifs de développement durable (ODD) et à l'autonomisation économique des jeunes et des femmes restent sur la table. L'autre défi, et non des moindres, qui attend Claver Gatete est de faire un rappel à l'ordre aux Etats membres sur l'essence de l'institution. Ces derniers mois, des batailles souterraines ont donné l'impression que la CEA était devenue pour certains un instrument d'influence politique et diplomatique. Aujourd'hui, il est essentiel que les États membres accordent une considération adéquate à la CEA et utilisent ses recommandations et ses expertises pour élaborer des politiques et des stratégies de développement plus efficaces. Cela nécessite une collaboration étroite entre la CEA et les États membres, ainsi qu'une volonté politique de mettre en œuvre des réformes nécessaires pour surmonter les défis auxquels sont confrontés les pays africains.■

FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Bénin Burkina Faso Cameroun Centrafrique Congo Côte d'Ivoire Guinée Bissau Mali Mauritanie Niger Rwanda Sénégal Tchad Togo

THE NEW MOMENTUM

Un levier de financement du développement au service de l'Afrique



www.fagace.org

Télécommunications

La régulation à l'épreuve

Dans un environnement en constante évolution, les régulateurs dont les missions restent largement méconnues cristallisent l'attention.

Par Vanessa ITGNIA

Pour la régulation des télécommunications en Afrique, les enjeux sont nombreux. L'un des principaux est de garantir un accès universel aux services de télécommunications, en particulier dans les zones rurales et éloignées. Cela implique de mettre en place des politiques et une réglementation visant à étendre la couverture réseau et à réduire la fracture numérique entre les zones urbaines et rurales. Parce que les télécommunications jouent un rôle économique déterminant pour les Etats, la régulation doit favoriser l'investissement dans les infrastructures et encourager l'innovation afin de stimuler la croissance économique. Il est ensuite question de garantir une concurrence équitable.

En effet, le régulateur doit veiller à promouvoir une concurrence équitable entre les opérateurs. Cela implique de mettre en place des règles pour prévenir les pratiques anticoncurrentielles, favoriser l'innovation et garantir des prix abordables pour les consommateurs. Ces derniers sont en effet, la raison d'être de toutes les actions qui sont menées. Dès lors, leur confort et leur satisfaction devrait être une préoccupation des agences de régulation des télécommunications. Elles doivent protéger les droits des consommateurs, notamment en garantissant la qualité des services, en assurant la confidentialité des données personnelles et en traitant les plaintes des consommateurs de manière efficace et diligente. Par ailleurs, la régulation des télécommunications en Afrique inclut également la gouvernance de l'Internet, c'est-à-dire la mise en place de politiques et de réglementations pour assurer un accès ouvert et équitable à cette ressource, promouvoir la liberté d'expression en ligne et protéger la sécurité et la confidentialité des utilisateurs. En somme, les enjeux de la régulation sont liés à l'accès universel, à la concurrence équitable, à la protection des consommateurs, au développement économique et à la gouvernance de l'Internet.



©DR

> **L'évolution technologique et l'émergence de nouveaux services sont une donnée à prendre en compte. En fait, ces évolutions technologiques et services nécessitent une adaptation des réglementations existantes et une surveillance accrue de la part des agences de régulation.**

Si le cahier de charges des régulateurs est couché sur du papier, dans la pratique les choses sont loin d'être mises en œuvre comme prévu. L'évolution technologique et l'émergence de nouveaux services sont une donnée à prendre en compte. En fait, ces évolutions technologiques et services nécessitent une adaptation des réglementations existantes et une surveillance accrue de la part des agences de régulation. Par exemple, elles peuvent élaborer des réglementations spécifiques pour les services de Voice over Internet Protocol (VOIP) ou pour les services de streaming vidéo en ligne. En outre, avec l'émergence de la finance mobile et digitale, les agences de régulation des télécommunications sont responsables de la supervision et de la réglementation des transactions bancaires.

Elles établissent des règles du jeu et des normes pour garantir que les opérateurs respectent les exigences légales en matière de transactions bancaires. L'autorisation et la délivrance de licences aux opérateurs de télécommunications qui souhaitent se lancer dans des activités de transactions bancaires est aussi du ressort du régulateur. Il s'assure que les opérateurs remplissent les critères nécessaires pour obtenir une licence. Mais, le travail du régulateur ne s'arrête pas là. D'une manière générale, bien que l'évolution technologique et l'émergence de nouveaux services puissent présenter des défis pour les agences de régulation des télécommunications, elles continuent à remplir leur mission en adaptant leurs réglementations, en surveillant les opérateurs, mais en protégeant les consommateurs.▪

www.vistabankgroup.com

VISTA ONLINE

GÉREZ VOS COMPTES EN TOUTE SÉCURITÉ GRÂCE À LA SOLUTION VISTA ONLINE



VISTA BANK

Sanctions et incompréhensions en stocks

Bien que leur pertinence soit décriée par certains, les agences de régulation essaient tant bien que mal d'exister, de résister et d'agir.

Par Klara NGATCHA



©DR

L'euphorie de la révolution de la téléphonie mobile est derrière nous. Aujourd'hui, les consommateurs africains se préoccupent davantage de la qualité des services offerts par les opérateurs. A court terme, le défi qui s'impose à eux c'est de fournir au plus grand nombre de foyers africains un accès à Internet à haut débit. Et parce que cela implique des investissements considérables, le déploiement d'infrastructures, et un écosystème permettant le développement d'activités rentables, les régulateurs se trouvent au centre du débat. Du reste, l'émergence de l'économie numérique appelle à actualisation du mode de régulation du secteur.

Mais en Afrique le panorama reste flou. Opérateurs de télécommunications et agences de régulation ne tirent pas toujours dans la même direction. Entre le non-respect de la réglementation, le manque d'investissement, la mauvaise qualité du service, les plaintes des consommateurs et la pression fiscale, leur relation reste conflictuelle. Et les sanctions et incompréhensions sont légion. En 2021 au Sénégal, l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes a décidé de sanctionner Sonatel, Free et Expresso, à hauteur de 31 millions d'euros au total, pour mauvaise qualité de service. En 2015, l'opérateur de téléphonie mobile MTN a été sanctionné par la Nigerian Communications Commission (NCC) pour ne pas avoir désactivé les cartes SIM non enregistrées conformément aux réglementations en vigueur. MTN a été condamné à payer une amende de 1,7 milliard de dollars, qui a ensuite été réduite à 1,5 milliard de dollars après des négociations. En 2018, l'opérateur de téléphonie mobile Safaricom a été sanctionné par l'Autorité de régulation des communications du Kenya (CAK) pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché. Safaricom a été condamné à payer une amende de 10 millions de shillings kényans (environ 100 000 dollars) et a été contraint de mettre en place des mesures pour promouvoir la concurrence équitable sur le marché. L'opérateur de téléphonie mobile MTN a été sanctionné en 2019, par l'Autorité des communications du Ghana (NCA) pour avoir violé les réglementations sur la qualité des services. MTN a été condamné à payer une amende de 10 millions de cedis ghanéens (environ 1,8 million de dollars) et a été contraint de mettre en place des mesures pour améliorer la qualité de ses services.

Ces exemples illustrent différentes infractions commises par les opérateurs de télécommunications en Afrique : non-respect des réglementations sur l'enregistrement des cartes SIM, abus de position dominante, violation des réglementations sur la qualité des services et non-protection des droits des consommateurs. Ils attestent surtout que les régulateurs essaient tant bien que mal de veiller aux bonnes pratiques dans le secteur. Mais peuvent-ils faire plus ? Au demeurant dans bien des cas, ils sont confrontés à des obstacles pour agir librement et jouer pleinement leur rôle face aux multinationales du secteur. Par exemple, leur dépendance financière des redevances et des frais perçus auprès des opérateurs de télécommunications pour leur financement, peut limiter leur capacité à prendre des décisions qui pourraient être défavorables aux intérêts des opérateurs. « Dans certains cas, les agences de régulation peuvent être soumises à des pressions politiques des gouvernements ou d'autres acteurs influents pour prendre des décisions favorables à leurs intérêts. Cela peut compromettre leur indépendance et leur capacité à prendre des décisions objectives et équitables. » laisse entendre Vincent Bouk, président d'une association des consommateurs des produits de télécommunications au Cameroun.

Qu'à cela ne tienne, les régulateurs ont jusqu'ici globalement réussi à maintenir leur indépendance et à jouer un rôle efficace dans la réglementation du secteur. Mais ils ont encore besoin d'un cadre juridique solide, d'une gouvernance transparente et d'un soutien politique pour exercer leurs fonctions de manière indépendante et efficace. Il est en outre essentiel que les agences de régulation disposent des ressources et des pouvoirs nécessaires pour faire respecter leurs décisions et leurs sanctions. Cela peut inclure des mécanismes de suivi et de contrôle, des pouvoirs d'enquête et de sanction, ainsi que des mécanismes de recours en cas de non-respect des sanctions.■

IATF 2023

Le Marché de la ZLECAf

PROMUE PAR | EN COLLABORATION AVEC | ACCUEILLIE PAR L'ÉGYPTE

Exposition commerciale

Le Caire, Égypte
9 - 15 novembre 2023

www.intrafricantradefair.com

Connecter les Marchés Africains

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, vous présente la troisième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF2023), qui sera accueillie par la République Arabe d'Égypte au Caire. L'IATF2023 servira de plateforme unique et précieuse aux entreprises pour accéder à un marché Africain intégré de plus de 1,4 milliard de personnes avec un PIB de plus de 3.500 milliards de dollars, créé dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine.

IATF2023 va attirer :

+1.600	+35k	+75	43 milliards $
EXPOSANTS	VISITEURS	PAYS EXPOSANTS	D'ACCORDS COMMERCIAUX ET D'INVESTISSEMENTS



L'IATF2023 comprendra les éléments clés suivants:

Exposition commerciale : Les pays, les grandes entreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME) auront l'occasion d'installer des pavillons et des stands d'exposition qui leur permettront de personnaliser leur exposition en fonction de leurs besoins spécifiques. Les entités privées et publiques auront la possibilité de présenter leurs biens et services.

Creative Africa Nexus (CANEX): Cette plateforme présentera l'économie créative de l'Afrique dans les domaines de la mode, de la musique, du cinéma, des arts et de l'artisanat, et des sports. Le programme CANEX comprendra un sommet de l'Afrique créative et une exposition consacrée au secteur de l'industrie créative. (https://www.intrafricantradefair.com/en/page/creative-africa-nexus)

Journées pays: Le segment des journées pays, qui offre des possibilités de parrainage, est ouvert à quatre pays. Il s'agit d'une plateforme permettant aux quatre pays sélectionnés de présenter leurs opportunités en matière de commerce, d'investissement, de tourisme et de culture. Le premier créneau est réservé au pays hôte (Égypte).

Salon de l'Automobile en Afrique: Le Salon de l'automobile en Afrique offrira une plateforme aux constructeurs, assembleurs, fabricants d'équipements originaux (OEM) et fournisseurs de composants automobiles pour exposer leurs produits et interagir avec des acheteurs et fournisseurs potentiels. Il comportera un forum automobile, un salon automobile et des échanges B2B et B2G.

Forum sur le commerce et l'investissement : Cette conférence qui se tiendra sur quatre jours accueillera des intervenants africains et internationaux de renom et proposera une variété de sessions traitant des questions relatives au commerce et à l'investissement en Afrique. Plus précisément, la conférence comprendra des sessions consacrées aux possibilités de commerce et d'investissement dans le cadre de la ZLECAf, ainsi que des ateliers de formation sur l'exportation, les normes et le marketing.

Une plateforme B2B et B2G: La plateforme offrira des possibilités de rencontres, d'échanges commerciaux et de conclusion d'accords commerciaux et d'investissement. Elle est soutenue par un programme dédié aux acheteurs africains.

IATF Virtual: Cette plateforme permettra de présenter des biens, des services et des opportunités d'investissement sur une plateforme interactive en ligne. L'IATF Virtual est actuellement en ligne et se poursuivra même après la fin de la Foire commerciale physique. (https://www.intrafricantradefair.com/iatf-virtual)

Programme de l'UA pour Start-ups de Jeunes: Le segment de Start-ups détenues par des Jeunes disposera d'un pavillon dédié aux Start-Ups des jeunes en Afrique où elles pourront présenter leurs idées innovantes, leurs prototypes, leurs biens et leurs services. L'IATF offrira des possibilités de rencontre avec des investisseurs en capital-risque, de formation à l'entrepreneuriat, de mise en réseau entre les jeunes et les autres délégués de la Foire commerciale.

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR ÊTRE PRÉSENT
à intrafricantradefair.com



Football

La Côte d'Ivoire attend l'Afrique

Le pays des Eléphants, locomotive économique et touristique sur le continent, s'apprête à dire «Akwaba» aux 23 autres nations participantes à la Can 2023. Elle s'attèle pour cela à gommer les inquiétudes liées à l'état de ses infrastructures sportives.

Par Emmanuel Gustave Samnick

Le coup d'envoi émotionnel de la 34ème édition de la Coupe d'Afrique des nations de football (Can) a été donné le 12 octobre 2023, jour du tirage au sort des groupes d'une compétition de rêve qui, elle, débutera véritablement trois mois plus tard avec le match d'ouverture programmé le 13 janvier 2024 au stade olympique d'Ebimpé bâti près d'Abidjan. Une enceinte construite spécialement pour ce grand rendez-vous, la seconde Can organisée par la Côte d'Ivoire après l'épreuve de 1984 au temps du père de la nation Félix Houphouët-Boigny.

Le Stade Alassane Dramane Ouattara, nouvelle enceinte de 60 000 places construite avec l'aide de la coopération chinoise, est le symbole des polémiques autour de la Can ivoirienne. Le 12 septembre, l'arbitre togolais Gnama Aklesso a été obligé d'interrompre le match amical Côte d'Ivoire-Mali qui s'y jouait au bout de 45 minutes. Après une forte pluie, la pelouse s'était transformée en terrain de waterpolo. Mais cette aire de jeu avait déjà été décriée le 7 septembre 2021 lors d'un match officiel Côte d'Ivoire-Cameroun (2-1) comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2022. Un budget de 20 milliards de Fcfa fut alors débloqué pour remédier à la chose, en pure perte.

Après l'incident de septembre dernier, dont la cause serait des drainages défectueux ou alors le développement d'une couche d'algues dans la pelouse selon des experts de la Confédération africaine de football, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Amadou Coulibaly, voulant éteindre l'incendie de la colère des supporters ivoiriens, a plutôt jeté de l'huile sur le feu en essayant maladroitement d'expliquer : «Je ne vois pas en quoi, pour un événement naturel, il faudrait prendre des sanctions. Partout quand il pleut les infrastructures sont dégradées ». C'est le même qui est pourtant venu, au sortir du conseil des ministres du 28 septembre, annoncer le limogeage de la directrice de l'Office national des sports (ONS) chargé de la gestion des équipements sportifs en Côte d'Ivoire. Mme Mariam Yodé Koné a été remplacée par M. Ousmane Gbané, jusque-là directeur de la vie fédérale au ministère des Sports.

Sortir la tête de l'eau

C'est une véritable course contre la montre qui est ainsi enclenchée pour le pays organisateur de la prochaine Can. Car au courant du mois d'octobre 2023, il doit encore disputer à domicile deux matches amicaux de préparation et pas des moindres : le 14 contre le Maroc et le 17 contre l'Afrique du sud. Ebimpé étant à nouveau entré en réfection, c'est sur la pelouse du stade Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (33 000 places) relooké que les Éléphants pourraient accueillir les Lions de l'Atlas. Pour les Bafana Bafana trois jours plus tard, le stade municipal de Bouaké rénové et dont la capacité a été portée à 40 000 places ou le stade de Yamoussoukro (20 000 places) pourraient faire l'affaire. Toujours est-il que ces matches d'octobre vont constituer l'ultime test avant le grand bal de la Can en janvier. Les nouveaux stades de 20 000 places construits à San-Pedro au sud-ouest et à Korhogo au nord seront déjà opérationnels. A priori sans risque de noyade, en début de saison sèche.

Si ses six stades sont alors praticables, la Côte d'Ivoire, pays d'immigration africaine et terre d'accueil connue, n'aura plus d'autres soucis pour accueillir «la meilleure des Can » dont rêvent ses dirigeants, les routes et les hôtels étant de bon niveau, en quantité et en qualité.■

IATF 2023

Le Marché de la ZLECAf

PROMUE PAR

EN COLLABORATION AVEC

ACCUEILLIE PAR L'ÉGYPTE

Connecter les Marchés Africains

Inscrivez-vous dès maintenant au plus grand salon africain sur le commerce et l'investissement.

IATF 2023 | 9-15 Novembre 2023 | Le Caire, Egypte



Joignez-vous à plus de 35 000 visiteurs professionnels, délégués de conférence et médias. Découvrez le meilleur du commerce africain avec 1 600 exposants provenant de plus de 75 pays. Ressentez l'énergie qui se dégage de la conclusion de transactions commerciales et d'investissements d'une valeur estimée à 43 milliards de dollars US.

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et le secrétariat de la ZLECAf, a l'honneur d'inviter les dirigeants des secteurs public et privé, les commerçants et les investisseurs à la troisième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF2023).

Pour les entreprises, il s'agit d'une occasion unique d'étendre leur portée et leur capacité à travers la Zone de libre-échange continentale africaine.

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR ÊTRE PRÉSENT

à intrafricantradefair.com

Can 2023

La Coupe est pleine...

Du 13 janvier au 11 février 2024, ce sera la troisième fois que la compétition majeure du continent va réunir 24 pays. Malgré cette inflation du nombre de participants, la prochaine Coupe d'Afrique des nations de football s'avère très relevée.

Par Emmanuel Gustave Samnick

Les scores de matches de football peuvent être parfois trompeurs. Comme le 3-0 de Cameroun-Burundi le 12 septembre 2023 lors de la 6ème et dernière journée des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023. Les Lions indomptables, deuxième sélection la plus titrée de la compétition avec cinq titres derrière l'Egypte qui en totalise sept, n'avaient pas absolument dominé leur sujet devant des Hirondelles du Burundi plus qu'accrocheuses qui ont cru jusqu'au bout à une seconde qualification–hélas manquée - à la plus prestigieuse des compétitions sportives du continent. Dans un groupe C finalement à trois concurrents avec la Namibie et le Burundi après l'exclusion du Kenya par la Fifa, le Cameroun a trimé (7 points, suivi de la Namibie à 5 points) pour être présent en début d'année prochaine sur la terre de ses premiers exploits à la Can, la Côte d'Ivoire où Roger Milla et compagnie soulevèrent pour la première fois en 1984 le trophée de l'unité africaine.

Cette phase des éliminatoires a du reste globalement confirmé le nivellement par le haut du football africain du 21ème siècle. Car si l'Egypte, l'Algérie, le Mali et le Sénégal avaient obtenu leur ticket pour Abidjan depuis longtemps, au point que le champion en titre s'autorisa d'envoyer son équipe réserve disputer la dernière journée, la partie ne fut guère aisée pour plusieurs autres cadors du continent. A l'instar du Cameroun, mais aussi du Ghana, quadruple vainqueur de la Can, qui ne s'en est sorti aussi qu'à la dernière journée en battant difficilement la... République centrafricaine, pour totaliser 12 points et remporter le groupe E devant l'Angola (9 points) deuxième qualifié. Dans le groupe A, le Nigeria (15 pts) n'avait pas non plus survolé les débats et sera accompagné par la Guinée-Bissau (13 pts). La Tunisie et la Guinée équatoriale sont les deux pays qualifiés du groupe F à égalité de points (13). Le Gabon de Pierre-Emerick Aubameyang, lui, n'a pas pu passer entre les gouttes, battu 2-1 dans le match de la dernière chance par une solide Mauritanie qui n'a peut-être pas cessé d'étonner le microcosme du football africain.

Une compétition ouverte

A l'arrivée, c'est donc un plateau de rêve – comprenant notamment 12 anciens vainqueurs de la Can - qui attend les fans en début d'année prochaine en Côte d'Ivoire. Les favoris logiques, au regard de leurs effectifs et de leur forme de ces derniers mois, sont le Sénégal champion en titre et en quête obsessionnelle d'un second sacre continental, le Maroc demi-finaliste de la Coupe du monde Qatar 2022, et l'Algérie et sa colonie de binationaux qui viennent d'enregistrer l'arrivée de la pépite lyonnaise Amine Gouiri.

Les outsiders sont tout aussi indiscutables : Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Egypte et Tunisie, qui sont comme l'ours dont il ne faut jamais vendre la peau avant de l'avoir tué. Quant aux éternels espoirs d'Afrique de l'ouest, Mali, Guinée et Burkina Faso, souvent bien placés mais jamais couronnés, ils souffriront encore de ce que nous pouvons appeler *« le syndrome de la première fois »*, que le Sénégal a fini par vaincre en février 2022 à Yaoundé.■

LES 24 PAYS QUALIFIÉS À LA CAN 2023

Afrique du Sud
Algérie
Angola
Burkina Faso
Cameroun
Cap Vert
Côte d'Ivoire
Égypte
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Mali
Maroc
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Nigeria
RD Congo
Sénégal
Tanzanie
Tunisie
Zambie

Athlétisme

Zango, l'Etalon d'or

L'étudiant en doctorat de 30 ans a offert le 21 août 2023 à son pays, le Burkina Faso, son premier titre lors des Mondiaux d'athlétisme de Budapest.



C'était jour de fête à Ouagadougou le 23 septembre 2023. De retour de Budapest en Hongrie où il venait, un mois plus tôt, de participer avec éclat aux championnats du monde d'athlétisme, le tout frais champion du monde du triple saut, Hugues-Fabrice Zango était accueilli en héros à l'aéroport de Ouagadougou. Par ces temps brumeux de rumeurs de coup d'Etat dans la capitale du « pays des hommes intègres », ce fut un faisceau d'allégresse exprimé par de nombreux fans en fusion tout au long du parcours qui l'a mené jusqu'à son hôtel en passant par l'incontournable Place des Nations-Unies.

Juché sur un porte-char et sa médaille d'or scintillant au cou, l'enfant prodige du Faso a remercié les pouvoirs publics, a eu une pensée pour feu Frédéric Sidibé le président de la Fédération burkinabé d'athlétisme décédé le mois d'avant, puis s'est adressé à la jeunesse de son pays en des mots très forts : « Si, par exemple je vais au stade du 4 août et qu'un jeune ne rêve pas d'une médaille olympique, j'aurai en fait travaillé pour rien. Ma performance est donc une invitation à la jeunesse, afin qu'elle rêve grand. D'où que l'on vienne, on peut rêver et atteindre le plus haut niveau ».

La performance dont parle Hugues-Fabrice Zango est XXL. A Budapest, il a devancé deux Cubains, Lazaro Martinez et Cristian Napoles, dans un concours de haut niveau où il a réussi quatre sauts à plus de 17m20 dont celui du sacre mesuré à 17m64 dès le premier essai. On le voyait d'ailleurs venir depuis quelques années. Le Burkinabé avait décroché le bronze aux Mondiaux de Doha en 2019. Et l'année dernière à Eugene aux Etats-Unis, il passe un cap en devenant vice-champion du monde. Mais le 16 janvier 2021, il était déjà devenu le premier homme à sauter au-delà des 18m en salle. Et à Tokyo l'an dernier, il avait offert sa première médaille olympique au Burkina Faso en décrochant le bronze. Sa progression est tout simplement impressionnante. Un succès bâti patiemment, comme l'explique le champion lui-même : « Pour gagner un championnat du monde, il faut cocher énormément de cases. Il faut être en bonne santé déjà, il faut être bien mentalement et il faut être prêt à un moment donné. Il ne faut pas être prêt 5 minutes avant, ni 5 minutes après (…) Je n'ai pas pris de raccourci. J'ai commencé par rien puis j'ai eu le bronze, l'argent et maintenant l'or. Cela montre qu'il y a une progression dans les couleurs de médailles, dans la régularité ».

> **Pour gagner un championnat du monde, il faut cocher énormément de cases. Il faut être en bonne santé déjà, il faut être bien mentalement et il faut être prêt à un moment donné. Il ne faut pas être prêt 5 minutes avant, ni 5 minutes après (…) Je n'ai pas pris de raccourci.**

L'étoile du natif de Ouaga, qui poursuit des études de génie industriel à l'université de Béthune près de Lille en France, n'a sans doute pas cessé de briller après ce titre mondial. Le prochain challenge, c'est l'or olympique à Paris l'an prochain. A Paris, il lui faudra encore pousser le curseur plus loin car l'adversité sera de taille. Mais le champion ne sera pas seul. Il bénéficie du soutien de tout un pays, voire d'un continent en quête de performances et de valeureux ambassadeurs. Il va ainsi bénéficier du soutien du groupe bancaire panafricain Vista Bank dont il est devenu récemment l'ambassadeur. Hugues Fabrice Zango s'engage à renforcer la notoriété de Vista Bank sur le plan international mais aussi à participer activement à l'ensemble des activités RSE de ce groupe bancaire. Cette nomination s'inscrit en droite ligne de la stratégie de Vista Bank de devenir un champion bancaire panafricain à travers le renforcement de son réseau en Afrique et dans le monde. Une ambition qui rejoint celle du nouveau roi des sautoirs. ▪

E.G.S.

YAHIA BELASKRI
Écrivain



Non à l'amalgame

Le 14 septembre dernier, des organisations françaises, fédérations et syndicats d'artistes, s'émouvaient d'une circulaire des DRAC (directions régionales d'action culture sous tutelle du ministère français de la culture) qui relayaient une instruction du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui stipulait qu'il a été *« décidé de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute coopération avec les pays suivants : Mali, Niger, Burkina Faso. »* Le communiqué ajoutait : *« tous les projets de coopération qui sont menés par vos établissements ou vos services avec des institutions ou des ressortissants de ces trois pays doivent être suspendus, sans délai, et sans aucune exception. Tous les soutiens financiers doivent également être suspendus, y compris via des structures françaises, comme des associations par exemple. De la même manière, aucune invitation de tout ressortissant de ces pays ne doit être lancée. A compter de ce jour, la France ne délivre plus de visas pour les ressortissants de ces trois pays sans aucune exception, et ce jusqu'à nouvel ordre. »*

Tous les projets de coopération qui sont menés par vos établissements ou vos services avec des institutions ou des ressortissants de ces trois pays doivent être suspendus, sans délai, et sans aucune exception. Tous les soutiens financiers doivent également être suspendus, y compris via des structures françaises, comme des associations par exemple.

Stupeur ? Pas seulement : du dégout. Incroyable.

En rétention, le gouvernement français répond par cette déclaration inique, inacceptable. Parce qu'elle sanctionne les peuples, les sociétés civiles, particulièrement les artistes et les étudiants. Comment est-il possible de fermer les portes aux artistes burkinabés, Maliens, Nigériens ? Comment porter atteinte à la libre circulation des artistes ? Avec cette injonction, la France fermerait la porte à Ousmane Diarra et Ibrahima Aya, talentueux écrivains Maliens publiés en France, à l'écrivaine Burkinabè Monique Ilboudo, aux musiciens et artistes peintres qui nous enchantent et nous enrichissent.

Rembobinons ! Une série de coups d'état ont eu lieu dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, notamment au Sahel, là où la France était présente : au Mali (2020 et 2021), au Burkina Faso (en 2022), au Niger récemment (2023) sans oublier la Guinée (2021) et le Gabon (2023). S'ensuit un mouvement de rejet de la présence militaire française. Des putschs militaires qui foulent aux pieds les règles démocratiques. Je ne vais pleurer Bongo, il est normal que l'état français réagisse. Pas de cette manière. C'est une intrusion du ministère des affaires étrangères teintée de ressentiment néocolonialiste. Ce sont des entraves à la mobilité des écrivains et artistes de ces pays.

Immédiatement des syndicats d'artistes, des fédérations ou réseaux qui ont l'habitude de travailler avec ces pays se sont insurgés contre cette décision inique. Malheureusement, aucune société d'écrivains n'a communiqué et ne s'est émue de ce diktat.

Dans les heures qui ont suivi, le président de la République française et sa ministre de la Culture ont réagi. Mais dans les faits, que se passe-t-il ? Plusieurs étudiants de ces pays qui devaient venir en France n'ont pas de visas et ne peuvent par conséquent rejoindre leurs universités et écoles.

C'est indécent. Si les ambassades sont fermées du fait des régimes putschistes, il y aurait d'autres moyens que de sévir contre les artistes et les étudiants. D'autant que lors du rassemblement initié par Zone franche à Paris, il a été rappelé que la délivrance de visas peut se faire sans la présence d'une ambassade locale.

Si l'aide au développement aux états concernés peut être sujette à décision par le gouvernement français, les actions de la société civile doivent être au contraire maintenues, consolidées.

Au-delà de cela, les organisations françaises doivent être libres de travailler avec les artistes de ces trois pays et d'autres.■

ARAB BANK FOR ECONOMIC DEVELOPMENT IN AFRICA

#badea2030

50 YEARS
AT THE SERVICE OF THE CONTINENT
1974 - 2024



AAA
AA2
AA/A-1+



Rated AAA by japan credit rating agency, Aa2 with positive outlook by moody' sinvestiments services and AA+ with positive outlook by S&P Global ratings

WWW.BADEA.ORG @BADEABANK

THE GLOBAL GOALS
For Sustainable Development

www.vistabankgroup.com

UN ENGAGEMENT PERMANENT

Sans cesse renouvelée, l'innovation est pour nous une culture de chaque instant.



VISTA
BANK